



AVIS GÉNÉRAL

Les documents faisant partie de l'ordre du jour ci-joint, ont force de la loi, que s'ils ont été entérinés par le Conseil municipal.

Prière de vérifier auprès de l'administration si des modifications et/ou des retraites de sujets ont été effectués.

DIFFUSION EN DIRECT SUR YOUTUBE

Nous encourageons les membres du public de visionner les délibérations du conseil en direct sur la chaîne YouTube de La Nation du confort de leur maison.

Vous pouvez visiter la [chaîne YouTube de La Nation](#) pour visionner les réunions.

En raison de l'espace limité, une inscription pour réserver une place est fortement recommandé afin d'assister à une réunion en présentiel. Si vous voulez réserver un siège, veuillez communiquer avec le bureau de la Greffe au 613-764-5444, poste 242 ou par courriel à janglois-caisse@nationmun.ca.

QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Vous pouvez soumettre vos questions ou commentaires portant sur l'un des sujets à l'ordre du jour en remplissant notre formulaire en ligne avant midi le jour de la réunion : <https://nationmun.ca/conseil-et-employes/conseil/proces-verbaux-et-ordres-du-jour#questions>.



Corporation de la municipalité de La Nation Ordre du jour

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2023-09

Type : Ordinaire

Date : 24 avril 2023

Heure : 16h30

Endroit : Hôtel de Ville, 958 Route 500 W, Casselman, Ontario

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

16h30 : Huis clos

17h30 : Réunion publique de zonage

18h30 : Délégation, Eric Collard, Sentier récréatif de Prescott-Russell

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

3. Adoption de l'ordre du jour

4. Déclaration de conflit d'intérêt

5. Session Huis clos

5.1 Procès-verbal de la session tenue à huis clos le 3 avril 2023

5.2 Réseau régional de l'Est Ontario – Projet d'amélioration des services cellulaires

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

i) un secret industriel ou des renseignements d'ordre scientifique, technique, commercial, financier ou qui ont trait aux relations de travail, communiqués à titre confidentiel à la municipalité ou au conseil local et qui, s'ils étaient divulgués, pourraient, selon toutes attentes raisonnables, avoir pour effet de nuire gravement à la situation concurrentielle ou d'entraver gravement les négociations contractuelles ou autres d'une personne, d'un groupe de personnes ou d'une organisation;

5.3 Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme

5.3.1 Rapport PLA-6-2023 – Acquisition de terrain pour développement

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local;

c) l'acquisition ou la disposition projetée ou en cours d'un bien-fonds par la municipalité ou le conseil local;

e) les litiges actuels ou éventuels, y compris les questions dont les tribunaux administratifs sont saisis, ayant une incidence sur la municipalité ou le conseil local;

f) les conseils qui sont protégés par le secret professionnel de l'avocat, y compris les communications nécessaires à cette fin;

5.4 Josée Brizard, DG-Greffière

5.4.1 Rapport AD-RH-03-2023 – Employé

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local;

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés

6. Adoption des procès-verbaux des séances précédentes

6.1 Procès-verbal de la réunion de Conseil ordinaire tenue le 3 avril 2023

7. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

7.1 Procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration de la bibliothèque municipale tenue le 9 mars 2023.

8. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

8.1 Marc Legault, Directeur des travaux publics

8.1.1 Rapport TP-07-2023 – Achat de deux boîtes à sel et d'une lame à neige

8.1.2 Rapport TP-08-2023 – Location d'une nouvelle pelle mécanique

8.1.3 Fermetures de routes – Festival du Canard et de la Plume

8.2 Carol Ann Scott, Directrice des loisirs

8.2.1 Rapport RE-05-2023 – Camps d'été de St-Isidore et Limoges, *rapport à suivre lorsque disponible*

8.2.2 Rapport RE-06-2023 – Tonte et entretien de gazon, *rapport à suivre lorsque disponible*

8.2.3 Hôpital Général de Hawkesbury – Clinique mobile de consultation en santé mentale et toxicomanie

8.3 Doug Renaud, Directeur de l'eau et des eaux usées

8.3.1 Rapport d'inspection pour le système d'eau potable de Limoges 2022-2023

8.3.2 Rapport d'inspection pour le système d'eau potable de St-Isidore 2022-2023

8.4 Todd Bayly, Chef du service de bâtiment

8.4.1 Rapport statistique des permis de constructions – Mars 2023

8.5 Éric Leroux, Surintendant de drainage

8.5.1 Rapport de drainage mars 2023 – 2023-0304

9. Avis de motions proposées

10. Affaires découlant des réunions précédentes

11. Délégations

11.1 Éric Collard, Sentier récréatif de Prescott-Russell

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement 67-2023 – changement de zonage pour le lotissement Ladouceur,

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

14. Autres

14.1 Demande de don, Union Culturelle des Franco-Ontariennes de St-Isidore
Activités pour l'année

14.2 Demande de permis pour une occasion spéciale, Club optimiste de St-Isidore
Festival du Canard et de la Plume

14.3 Demande de don, Ligue de dards de Fournier
Activités pour l'année

14.4 Demande de don, Comité des loisirs de Limoges

14.4.1 Activités annuelles du comité

14.4.2 Activités annuelles du Club optimiste de Limoges (présentement inactif)
qui ont été prises en charge par le Comité

15. Rapports mensuels divers

15.1 BESO, Flambées en cours

16. Correspondance

16.1 AMO – Watchfile

16.2 Ministère des affaires municipales et du logement - *Loi de 2023 visant à aider les acheteurs et à protéger les locataires*

16.3 Fort Erie - Barrières pour les femmes en politique

16.4 Fort Erie - Déclaration d'urgence pour l'itinérance, la santé mentale et la dépendance aux opioïdes

16.5 Canton de Mulmur – Projet de loi 5, Loi de 2022 visant à mettre fin au harcèlement et aux abus commis par les dirigeants locaux

16.6 Municipalité de Shuniah - Résolution au sujet des Municipalités conservant l'excédent du produit des ventes de propriété pour non-paiement des taxes municipales

16.7 CN – Directrice de l'analyse des systèmes Évaluation environnementale, Avis concernant la gestion de la végétation sur l'emprise du CN

16.8 Ville de Stratford – Résolution au sujet de l'utilisation des Subvention de soins de longue durée pour soutenir les services de soins communautaires

16.9 Cité de Clarence-Rockland – Résolution concernant un nouveau programme de positivité communautaire

Événements à venir

17.1 27 avril 2023 – Bingo de St-Isidore, à la Salle communautaire de l'Aréna de St-Isidore

17.2 8 mai 2023 – Réunion de Conseil ordinaire

17.3 13 mai 2023 – Marché printanier de St-Albert au Centre communautaire de St-Albert

17.4 25 mai 2023 – Bingo de St-Isidore, à la Salle communautaire de l'Aréna de St-Isidore

17.5 29 mai 2023 – Réunion de Conseil ordinaire

18. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

19. Ajournement



Corporation de la municipalité de La Nation Procès-verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2023-08

Type : Ordinaire

Date : 3 avril 2023

Heure : 16h30

Endroit : Hôtel de Ville, 958 Route 500 W, Casselman, Ontario

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

16h30 : Huis Clos

Présence des membres du Conseil

Maire Francis Brière, oui

Conseiller quartier 1 Tim Stewart, oui

Conseiller quartier 2 Alain Mainville, oui

Conseiller quartier 3 Danik Forgues, oui

Conseiller quartier 4 Raymond Lalande, a participé par téléphone

Conseiller quartier 5, Daniel Boisvenue, oui

Conseillère quartier 6 Marjorie Drolet, oui

Présence du personnel municipal

Josée Brizard, DG-Greffière

Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme

Invités présents

Éric Leroux, Surintendant de drainage

Membres du public présents

Aucun

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

Résolution : 112-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ouverte.

Adoptée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

Additions :

- **Sujet à huis clos 5.2.4** Négociation avec une corporation – Offre de service

Section 239 (2) k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle.

- **Sujet 14.4** Demande de don – Groupe Communautaire St-Albert
Activités pour l'année

3. Adoption de l'ordre du jour

Résolution : 113-2023

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que l'ordre du jour soit accepté incluant les modifications apportées séance tenante, le cas échéant.

Adoptée

4. Déclaration de conflit d'intérêt

Aucune

5. Session Huis clos

Ajournement

Résolution : 115-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **16h40** pour une session à huis clos conformément aux sections suivantes de la Loi municipale 2001 :

Section 239 (2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

- a) la sécurité des biens de la municipalité ou du conseil local;
- c) l'acquisition ou la disposition projetée ou en cours d'un bien-fonds par la municipalité ou le conseil local;
- d) les relations de travail ou les négociations avec les employés;
- k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle.

Adoptée

Réouverture

Résolution : 116-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit rouverte à **18h17**

Adoptée

5.1 Procès-verbal de la session tenue à huis clos le 27 mars 2023

5.2 Josée Brizard, DG-Greffière

5.2.1 Politique no. RH-01-2023 - Politique pour les employés

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

- d) les relations de travail ou les négociations avec les employés

Résolution : 116-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la politique RH-01-2023 telle que présentée par la DG-Greffière le 3 avril 2023.

Adoptée

5.2.2 Rapport AD-01-2023 – Négociation avec une corporation – Modification de contrat et disposition de terrain potentielle

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

c) l'acquisition ou la disposition projetée ou en cours d'un bien-fonds par la municipalité ou le conseil local;

k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle.

Résolution : 118-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle présenté par la DG-Greffière dans son rapport AD-01-2023 le 3 avril 2023.

Adoptée

5.2.3 Présentation – assurances

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

a) la sécurité des biens de la municipalité ou du conseil local;

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve le déboursement de 496 698,00\$ plus les taxes applicables pour la couverture d'assurance municipale de La Nation avec *Intact Public Entities*.

Adoptée

6. Adoption des procès-verbaux des séances précédentes

6.1 Procès-verbal de la réunion de Conseil ordinaire tenue le 27 mars 2023

Résolution : 120-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que le procès-verbal de l'assemblée suivante soit adopté tel que présenté:

- Procès-verbal de la réunion de Conseil ordinaire tenue le 27 mars 2023.

Adoptée

7. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

8. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

8.1 Eric Leroux, Surintendant du drainage

8.1.1 Rapport Drainage 01-2023 – Drain Municipal Muir

Résolution : 114-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée à sa réunion du 3 avril 2023 par le Surintendant de Drainage dans son rapport Drainage 2023-01.

Adoptée

8.2 Nadia Knebel, Trésorière

8.2.1 Rapport F-09-2023 – Frais de redevances

8.3 Todd Bayly, Chef du service de bâtiment

8.3.1 Rapports statistiques des permis de constructions – Janvier et février 2023

Résolution : 121-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve les rapports sur les statistiques de permis de construction pour les mois de janvier et février 2023

Adoptée.

8.4 Francis Brière, Maire

8.4.1 Nomination du parc de St-Isidore

Résolution : 122-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve que le parc de St-Isidore soit renommé parc Marcel Legault.

Adoptée

8.5 Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

8.5.1 Affiche et page web du 25^e anniversaire de la Nation Événements marquants des 25 dernières années

Résolution : 123-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve le contenu pour l'affiche et pour la page web du 25e anniversaire de La Nation tel que présenté par Julie Langlois-Caisse à sa réunion du 3 avril 2023.

Adoptée

9. Avis de motions proposées

10. Affaires découlant des réunions précédentes

11. Délégations

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement 18-2023 – enceintes de piscine

12.2 Règlement 63-2023 – frais de redevances

Résolution : 124-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que les règlements n° 18-2023 et 63-2023, tels que décrits à l'ordre du jour le 3 avril 2023, soient lus et adoptés en première, deuxième, et troisième lecture.

- Règlement 18-2023 – enceintes de piscine
- Règlement 63-2023 – frais de redevance

Adoptée

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

Résolution : 125-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le conseil approuve les comptes payables jusqu'au 30 avril 2023.

pièce justificative 7 : **340 070,00 \$**

Adoptée

14. Autres

14.1 Demande de don, Banque alimentaire C.C.S
Soutien pour Hydro

Résolution : 126-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 730,18 \$ à la Banque Alimentaire C.C.S. provenant du compte de don des Comtés-Unis de Prescott et Russell.

Adoptée

14.2 Demande d'exemption, Angèle Houle
Règlement sur le bruit

Résolution : 127-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la demande d'Angèle Houle pour une exemption au règlement sur le bruit commençant le 9 septembre 2023 à 23h00 et se terminant le au 10 septembre 2023 à 1h00 a.m. pour une réception de mariage.

Adoptée

14.3 Application pour un permis d'occasion spéciale, *Riceville Agricultural Society, Backyard Barbecue*

Résolution : 128-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le Conseil de la Municipalité de La Nation endosse et appuie *Riceville Agricultural Society* pour la demande auprès de la province pour un permis d'occasion spéciale pour l'événement qui aura lieu le 15 juillet 2023 au Village de Riceville, ceci étant une activité municipale significative.

Qu'il soit aussi résolu que la Municipalité de La Nation n'assume aucune responsabilité pour les réclamations et/ou poursuites éventuelles résultant de ces activités

Adoptée

14.4 Demande de don, Groupe Communautaire de St-Albert
Activités pour l'année

Résolution : 129-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 1 550,00 \$ au Groupe communautaire de St-Albert provenant du compte de don du quartier 3.

Adoptée

15. Rapports mensuels divers

15.1 BESO, Flambées en cours

16. Correspondance

16.1 AMO – Watchfile

16.2 Canton de Glengarry Sud – Résolution au sujet de l'exactitude de la liste des électeurs

16.3 Ministère du Procureur Général – Changements à la Loi sur les infractions provinciales

16.4 Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario – Forum franco Ontarien des affaires

16.5 Ministère des Services aux aînées et de l'Accessibilité – appel aux candidatures pour le Prix de la personne âgée de l'année de l'Ontario

Résolution : 130-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la correspondance telle que décrite à l'ordre du jour du 3 avril 2023 soit reçue.

Adoptée

17. Événements à venir

17.1 24 avril 2023 – Réunion de Conseil ordinaire

17.2 27 avril 2023 – Bingo de St-Isidore, à la Salle communautaire de l'Aréna de St-Isidore

18. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

Résolution : 131-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le règlement no 68-2023, pour confirmer les procédures du Conseil à sa réunion ordinaire du 3 avril 2023, soit lu et adopté en 1^{re}, 2^e et 3^e lecture.

Adoptée

19. Ajournement

Résolution : 131-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à 18h49.

Adoptée



**Conseil d'administration de la Bibliothèque Publique de la
Municipalité de La Nation
Procès-verbal**

**Réunion ordinaire
Le jeudi 9 mars, 2023 à 19h
Bureau de la municipalité**

Présences :

**France Lamoureux, présidente
Suzanne Leblanc, membre
Chantal Normand, member
Pierrette Lavergne, membre
Yvon Quesnel, member
Nathalie Gendron, member
Danik Forgues, conseiller municipal
Jeanne Leroux, directrice générale**

1. Mot de la présidente

La présidente déclare la réunion ouverte à 19 heures

2. Modifications à l'ordre du jour

Aucun

3. Adoption de l'ordre du jour

Proposé par : Chantal Normand

Secondé par : Suzanne Leblanc

4. Conflits d'intérêts

Il n'y avait aucun conflit.

5. Adoption du procès-verbal du 9 février, 2023

Proposé par : Pierrette Lavergne

Secondé par : Yvon Quesnel

6. Questions découlant du procès-verbal du 9 février, 2023

Bibliothèques de rue pour Limoges :

Yvon aura terminé la fabrication des six (6) bibliothèques de rues pour le 26 mars. France a communiqué avec Hugo Pouliot des Travaux publics de La Nation et ce dernier sera notre contact pour faciliter l'installation des bibliothèques. Les endroits stratégiques choisis seront discutés avec Hugo. Ensuite, il y aura une évaluation des locations choisies, surtout au niveau environnemental. Advenant un problème, il y aura discussion avant l'installation finale des bibliothèques.

7. Affaires découlant des réunions précédentes :

Aucun

8. Rapport de la directrice générale

Réalisations

Réunions importantes

Ateliers et congrès

Voir rapport en annexe

9. Bibliothèque publique de Casselman:

Une demande de la part de la directrice générale de la bibliothèque de Casselman a été reçue mardi 21 février. Elle demandait si nous serions intéressés à partager les frais d'une évaluation par un consultant pour l'élaboration d'un plan stratégique. Après discussion, les membres demandent plus d'informations et espèrent une rencontre entre la directrice de la bibliothèque de Casselman afin d'obtenir plus de détails sur l'envergure d'une telle demande et la possibilité d'obtenir réponses à leurs questions.

10. Correspondance

Aucun

11. Prochaine réunion

À être déterminé.

12. Levée de l'assemblée

L'assemblée s'est terminée à 20h15

Proposée par : Yvon Quesnel
Appuyée par : Pierrette Lavergne



Bibliothèque Publique de la Municipalité de La Nation

Rapport de la directrice générale

DÉCEMBRE 2022 / JANVIER 2023

Réalisations

Mise à jour connectivité : La succursale St Isidore a finalement été approuvée pour l'installation du lien "Fibe" pour l'internet, subventionné par le gouvernement de l'Ontario. Ce fut tout un exploit de faire valoir notre application à travers la bureaucratie mais finalement les trois (3) succursales seront toutes connectées. Il reste à déterminer si on aura un double lien ou un « lien de liaison "bonded" pour répondre aux critères de vitesse de 50/10 mbps qui est un critère requis pour être approuvé. L'installation sera faite dans les prochains mois.

Imprimante 3D : On continue à découvrir comment les imprimantes fonctionnent. Afin de souligner la fête de la St-Valentin et également pour démontrer ce que fait l'imprimante, on a ajouté des cœurs aux sacs de St Valentin qui seront remis aux enfants.

Centre On y va : En partenariat avec le Centre "On y va" nous allons débiter l'activité l'heure du conte, tous les lundis matins de 10 à 11 heures à St Isidore seulement. (pour le moment). Le Centre offre déjà un groupe de jeux extérieurs de 9 à 10 heures. L'heure du conte va donc faire suite au groupe de jeux. Nous allons évaluer ces sessions pendant le mois de février, avant de réintroduire nos bricolages réguliers pour Pâques, si tout se déroule bien !

Bricolage St Valentin : Le bricolage St-Valentin sera fait avec des sacs que l'on donne aux enfants le 13 et 14 février. Il y aura différents matériaux de bricolage dans les sacs et des petites surprises.

Budget 2023 : Le budget 2023 a été présenté au Conseil municipal le 16 janvier. Le budget est en révision finale avant d'être approuvé à la réunion du 13 février 2023.

Programme d'été 2023 : On commence à planifier pour le programme d'été. Le site web TD est maintenant disponible ainsi que les listes de ressources.

<https://www.clubdelecturetd.ca/personnel/accueil>

La vérification des livres en succursale (français et anglais) est actuellement en cours. Les nouvelles acquisitions seront faites en avril et mai afin de supporter le programme. Alexandra présentera le programme aux trois (3) succursales, ce qui requiert une organisation plus spécifique. Le thème pour 2023 en anglais est « Cabinet of Curiosity » et en français est « Cabinet des curiosités ».

Projet futur pour 2023 : Nous allons recommencer nos expositions d'artistes locaux dans les prochains mois à la succursale St Albert et St Isidore. Dans ce cadre, nous aimerions inclure un nouveau médium, soit l'exposition de courtepointes faites par les résidentes locales. Il peut s'agir de courtepointes fabriquées il y a longtemps ou des récentes. Les courtepointes pourront être exposées ou encore vendues, si désiré.

Puisque le 150^{ème} anniversaire de St Albert sera en 2024, ceci serait une des façons de participer à la célébration par la succursale St Albert. Sûrement qu'il y a des résidentes qui ont des courtepointes de leurs ancêtres dans des malles qui pourrait être exposées pour souligner « l'immense travail » que nos ancêtres ont fait dans des circonstances beaucoup plus difficiles que nous avons présentement. Des courtepointes faites dans les dernières années sont aussi les bienvenues. Je vous invite à passer le mot en indiquant de contacter la directrice générale pour de plus amples détails. La planification pour mettre ce projet en marche pour 2024 peut se faire au courant de 2023.



Logo pour le 150

150 logo



6 Supports pour courtepointe disponible

6 Supports for quilts available

Succursale Limoges Branch : Suite à la présentation du budget, à la suggestion du maire, la greffière tente d'organiser une réunion en personne avec le représentant du Conseil scolaire et la directrice de l'école, sur place, dans la bibliothèque. Nous pourrions ainsi discuter d'une variété de problèmes vécus depuis septembre avec l'introduction d'une classe régulière de 5e année dans la salle adjacente à la bibliothèque. La suggestion d'avoir une porte barrée après les heures de classe, qui donne également

accès à la porte d'exit de feu/urgence, sera le premier item sur l'agenda. Une solution DOIT être trouvée à cette situation problématique.

Succursale St Albert Branch : Suite à une variété de dons de meubles en 2023, nous sommes maintenant à réorganiser la succursale pour ce qui est des tables. Des tables de travail plus petites ont été reçues comme don ce qui donne plus d'espace dans la succursale.

Succursale St Isidore Branch : Le mercredi 28 décembre 2022, lorsque la succursale était fermée en raison du temps des Fêtes, nous avons eu un incident de monoxyde de carbone. Heureusement, celle-ci fut découverte lorsqu'une employée est passée vider la boîte de retour et prendre le courrier. Le 911 fut appelé. Il semble qu'il y avait deux (2) problèmes. D'abord, le régulateur du réservoir qui indique à Propane Levac que le plein devrait être fait, ne fonctionnait pas, faute d'accumulation de glace qui tombait du toit et par le fait, avait coupé la connexion. De plus, un des brûleurs de la fournaise ne fonctionnait pas. Les pompiers ont dû aérer la succursale. Propane Levac est venu faire le plein. Le technicien de Fernand Denis Chauffage est venu repartir la fournaise. Suite à cet incident, nous allons faire installer un détecteur de monoxyde de carbone avec le détecteur de fumée qui seront reliés à la centrale de l'alarme. Ceci devrait prévenir des incidents de la sorte dans le futur. Finalement, lorsque la température le permettra, nous installerons un toit au dessus des réservoirs afin de prévenir que la glace tombe et empêche la connexion entre le fournisseur et le propane.



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: TP-07-2023

Sujet : Achat deux boîtes à sel et une lame à neige pour chargeuse sur roues

Préparé par : Joanne Bougie-Normand, assistante au directeur

Révisé par: Marc Legault, directeur des Travaux publics

Révisé par : Josée Brizard, directrice générale/greffière

Révisé par : Nadia Knebel, trésorière

Date de la réunion : 24 avril 2023

Contexte

L'achat de deux boîtes à épandage de sel pour être installées sur la plate-forme d'une camionnette pour faire la patrouille durant la période hivernale et l'achat d'une lame à neige pour ajouter à la chargeuse sur pneus qui servira au déneigement du stationnement au bureau chef.


Rapport

Le département des Travaux publics – voirie veut améliorer sa patrouille hivernale et les opérations de dégivrage. Avec ces boîtes à sel, les patrouilleurs n'auront plus besoin d'appeler un opérateur de chasse-neige pour faire le déglacage de certaines parties de chemins, de ponts ou d'intersections. Ces boîtes serviront également à déglacer le stationnement du bureau chef à Casselman, le stationnement du centre communautaire à St-Albert, et quelques autres installations que nous avons dans la municipalité. La lame de la chargeuse sera utilisée pour le déneigement du stationnement du bureau chef.

Fournisseur	Somme	Taxe TVH	Somme globale
Deux boîtes à épandage de sel			
M.R. Blais Sales & Service Inc.	15 979,30\$	2 077,31\$	18 056,61\$
VitroPlus Hawkesbury	17 628,00\$	2 291,64\$	19 919,64\$
Lame à neige			
EastRock Equipment Inc.	9750,00\$	1 267,50\$	11 017,50\$
J.R. Brisson Ltée	10 649,00\$	1 384,37\$	12 033,37\$

Comme, il reste des fonds dans le budget des achats de véhicules, je recommande cet achat de deux boîtes à sel et d'une lame à neige pour la chargeuse sur pneus afin améliorer les opérations de dégivrage. Selon l'analyse ci-dessus, M.R. Blais a le prix le plus bas pour la boîte d'épandeur de sel et EastRock Equipment a le prix le plus bas pour la lame.

Considérations financières

		BOÎTES À SEL & LAME
Boîtes à sel		18 056,61\$
Lame à neige		11 017,50\$
Coût total des équipements avec 13% TVH		29 074,11\$
		
Prix des équipements, sans taxes		25 729,30\$
Portion TVH non remboursable		452,84\$
Prix total boîtes à sel et lame à la municipalité (A)		26 182,14\$
Somme budgétisée au Budget 2023		0\$
Économie sur l'achat de véhicules (inférieur au budget compte N-4000-8054-7500)		(14 395,20\$)
Vente des camionnettes (pick-ups)		(8 500,00\$)
Vente à venir du camion tandem-2010 International		(20 000,00\$)
Sous-total de revenus (B)		(42 895 20\$)
Solde restant après les achats (A-B)		(16 713,06\$)

Recommandation

«Il est résolu que le Conseil accepte la recommandation présentée par le directeur des Travaux publics dans son rapport du TP-07-2023 et que le prix pour l'achat de deux boîtes à sel soit acheté de M. R. Blais Sales & Services Inc. pour la somme globale de 18 056,61 \$ en incluant les taxes et que la lame soit achetée de EastRock Equipment Inc. pour la somme de 11 017,50 en incluant les taxes».

Marc Legault – le 24 avril 2023



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: TP-08-2023

Sujet : Location nouvelle pelle mécanique

Préparé par : Joanne Bougie, assistante au directeur

Révisé par : Marc Legault, directeur des Travaux publics

Révisé par : Josée Brizard, directrice générale/greffière

Révisé par : Nadia Knebel, trésorière

Date de la réunion : Le 24 avril 2023

Contexte

La location d'une nouvelle pelle mécanique et l'échange de la pelle 2014 Case CX100.

Rapport

L'appel d'offres Road-04-2023 a été publié sur la plateforme de Bids & Tenders et sur notre site web municipal. Nous avons reçu trois soumissions.

Soumissionnaire	Achat Avant taxe	Vente 2014 Case CX210
Delta Power Equipment	249 500,00\$	45 000,00\$
Eastrock Equipment Inc.	310 218,72	42,500,00\$
J.R. Brisson Equipment Ltée	357 477,00	48,000,00\$

Considérations financières

Delta Power Equipment a présenté l'offre la plus basse et a donné un prix équitable pour l'échange.

Pelle mécanique – Location	VOIRIE - LOCATION
Coût du paiement mensuel (sans TVH)	2 794,45\$
Coût annuel (12 paiements sans taxes)	33 533,40\$
Location annuelle (12 paiements)	33 533,40\$
Portion TVH non remboursable	590 16\$
Coût total annuellement à la municipalité	34 123,56\$
Budget 2023	50 000,00\$
Écart avec budget – plus / (moins)	(15 876,44\$)

En tant que directeur des Travaux publics, j'ai donné l'ordre à Delta Power Equipment pour la location de la pelle 2022 Hyundai HX210, paiement mensuel de 2 794,45 plus TVH sur un terme de 60 mois selon les spécifications demandées dans la soumission Road-04-2023. Le directeur des Travaux publics va signer les documents pour ladite location.

Marc Legault

Le 24 avril 2023

From: Club Optimiste St-Isidore <cluboptimistestisidore@gmail.com>
Date: Apr 15, 2023 8:21 a.m.
Subject: Fermeture des rues - Festival du canard et de la plume
To: Marc Legault <MarcLegault@nationmun.ca>
Cc:

Bonjour Marc,

Le Club Optimiste de St-Isidore est à finaliser l'organisation de l'Édition 2023 du Festival du canard et de la plume qui aura lieu du 8 au 10 juin 2023. Comme par le passé, le Club aimerait obtenir la permission de fermer des rues pour favoriser les activités et accroître la sécurité sur le terrain pour les participants. Nous aimerions donc limiter la circulation aux transports d'urgence la journée du 10 juin 2023 pour les rues suivantes :

- Champlain (de la rue De l'Arena à la rue Sabourin)
- De l'Arena (de la rue Champlain à la caserne de pompiers)
- Ranger

Ces fermetures seraient nécessaires de 7h00 à 17h00.

Merci d'accuser réception au courriel.

N'hésite pas à m'appeler si tu as des questions.



--

Club Optimiste de St-Isidore #2017
C.P. 247
St-Isidore ON
K0C 2B0



Contrat de service

Clinique mobile de counseling



Entente intervenue entre :

Le Centre régional de santé mentale et toxicomanie

Et :

La Municipalité de la Nation

958, route 500 Ouest
Casselman Ontario
K0A 1M0

2023-04-05



Présentation de la Clinique Mobile de Counseling :

Le centre régional de santé mentale et toxicomanie de l'Hôpital général de Hawkesbury et district (HGH) met sur pieds une clinique mobile de counseling en santé mentale et toxicomanie.

Malgré les efforts déployés pour améliorer l'accès à des soins de santé de qualité, les groupes vulnérables, notamment les personnes à faible revenu, les personnes appartenant à des groupes raciaux et ethniques minoritaires, les communautés rurales et la communauté agricole continuent d'être confrontés à des problématiques d'accès à des services de santé mentale et toxicomanie.

Pour remédier à ces difficultés, nos services de santé mentale et de lutte contre les dépendances tentent d'accroître l'accès à ces services par de nouveaux moyens moins traditionnels. Notre service de fourgonnette mobile peut délivrer les services de santé mentale et toxicomanie nécessaires directement aux populations mal desservies.

Description des services :

Notre service consiste en l'installation de la fourgonnette dans un lieu accessible nous permettant de faire connaître nos services, d'offrir de l'éducation et de la promotion sur des sujets clés de la santé mentale et toxicomanie, tout en offrant une clinique de counseling sans rendez-vous sur place aux personnes qui demandent de l'aide.

Horaire des services :

La fourgonnette sera sur place à tous les premiers jeudis du mois à Limoges et à tous les deuxièmes jeudis du mois à St-Isidore à compter du 4 mai 2023 jusqu'au 26 octobre 2023 tant que la température le permettra.

Les heures sont de 10h00 à 15h00.

Endroit

La fourgonnette sera installée au Complexe de la Nation à Limoges ainsi que sur le terrain de l'Aréna au 20 rue de L'Aréna, St Isidore, Ontario K0C 2B0.

Obligations des parties :

1. Le **Centre régional de santé mentale et toxicomanie** s'engage à :

- Installer la fourgonnette de façon à ne pas causer de bris ou de bloquer l'accès aux installations du terrain convoité.
- Assurer la présence sur le terrain de la municipalité selon le calendrier et heures prévues dans le présent contrat.
- La fourgonnette doit être sur place un minimum de 30 minutes avant le début de l'ouverture de la clinique au public.
- Laisser le terrain sans déchet ou bris causé par le matériel installé sur place.
- Fournir une preuve d'assurance supplémentaire sur demande.

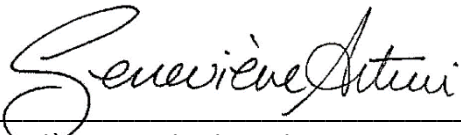
2. **La municipalité** s'engage pour sa part à :

- Mettre à la disposition des employés de l'HGH l'accès à des installations sanitaires de la municipalité durant la journée.
- Coordonner les détails logistiques si nécessaire.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉS à Hawkesbury, le onzième jour du mois d'avril 2023.

Nom en caractère d'imprimerie :
Titre :

Date



Geneviève Arturi, Directrice
Programme de santé mentale et toxicomanie

2023-04-11

Date

Ministry of the Environment,
Conservation and Parks

Drinking Water and Environmental
Compliance Division, Eastern Region
Cornwall Area Office

113 Amelia Street
Cornwall ON K6H 3P1
Tel.: 613-933-7402
Fax: 613-933-6402

Ministère de l'Environnement, de la Protection de
la nature et des Parcs

Division de la conformité en matière d'eau potable
et d'environnement, Direction régionale de l'Est
Bureau de Cornwall

113, rue Amelia
Cornwall ON K6H 3P1
Tél.: 613-933-7402
Télééc.: 613-933-6402



Ms. Josée Brizard
Chief Administrator Officer/Clerk
The Corporation of the Nation Municipality
958 Route 500 West
Casselton, ON K0A 1M0

Dear: Ms. J. Brizard,

Re: **2022-23 Inspection Report for the Limoges Drinking Water System**

Please find enclosed a copy of the final inspection report for the Limoges Drinking Water System.

Section 19 of the Safe Drinking Water Act (Standard of Care) creates a number of obligations for individuals who exercise decision-making authority over municipal drinking water systems. Please be aware that the Ministry has encouraged such individuals, particularly municipal councillors, to take steps to be better informed about the drinking water systems over which they have decision-making authority. These steps could include asking for a copy of this inspection report and a review of its findings. Further information about Section 19 can be found in "Taking Care of Your Drinking Water: A guide for members of Municipal Council" found under on the Ontario website at <https://www.ontario.ca/page/taking-care-your-drinking-water-guide-members-municipal-councils>

The format of the enclosed report has been updated, and you will note that the non-compliance and/or non-conformance items are now detailed at the beginning of the report and if found, will cite due dates for the submission of information, procedures or plans to my attention. All questions that were assessed are included in the Inspection Details Section.

In order to measure individual inspection results, the Ministry has established an inspection compliance risk framework based on the principles of the Inspection, Investigation & Enforcement (II&E) Secretariat and advice of internal/external risk experts. The Inspection Rating Record (IRR), provides the Ministry, the system owner

and the local Public Health Units with a summarized quantitative measure of the drinking water system's annual inspection and regulated water quality testing performance. IRR ratings are published (for the previous year) in the ministry's Chief Drinking Water Inspector's Annual Report.

Please note that IRR will be sent separately and prior to any public release (typically within one to two months of the completion of the inspection).

If you have any questions or concerns regarding the rating, please contact Charlie Primeau, Water Compliance Supervisor, at (613) 277-3727.

Thank you for the assistance during the inspection. Please do not hesitate to contact me if you have any questions or concerns about the attached report.

Sincerely,



Jean-François Durocher
Bilingual Water Inspector
Drinking Water and Environmental Compliance Division
Ministry of the Environment, Conservation and Parks (MECP)
Cornwall Area Office
Phone: 613-363-5149
E-mail: jean-francois.durocher@ontario.ca

cc: Doug Renaud, Nation Municipality – Director of Water and Wastewater, Overall Responsible Operator(ORO)
Nicholas Pigeon, Nation Municipality – Supervisor of Water and Wastewater, Operator
Rami Basha, Eastern Ontario Health Unit (EOHU) – Program Manager (Prescott Russell Cluster)
Sandra Mancini, South Nation Conservation Authority – Team Lead Engineer
Charlie Primeau, Ministry of Environment, Conservation and Parks (MECP) –Water Inspections Programs Supervisor, Cornwall/Ottawa SDWB

TABLE OF CONTENTS

DRINKING WATER INSPECTION REPORT 01- 26

APPENDICES

APPENDIX A REFERENCE MATERIAL
APPENDIX B COMPONENT INFORMATION REPORT



LIMOGES DRINKING WATER SYSTEM
269 LIMOGES RD, THE NATION, ON, K0A 2M0
Inspection Report

System Number: 260006841
Entity: CORPORATION DE LA
MUNICIPALITE DE LA NATION
Inspection Start Date: 01/19/2023
Inspection End Date: 02/06/2023
Inspected By: Jean-Francois Durocher
Badge #: 1440
Inspected By: Charlie Primeau
Badge #:



(signature)

NON-COMPLIANCE/NON-CONFORMANCE ITEMS

This should not be construed as a confirmation of full compliance with all potential applicable legal requirement and BMPs. These inspection findings are limited to the components and/or activities that were assessed, and the legislative framework(s) that were applied. It remains the responsibility of the owner to ensure compliance with all applicable legislative and regulatory requirements.

If you have any questions related to this inspection, please contact the signed Provincial Officer.

INSPECTION DETAILS

This section includes all questions that were assessed during the inspection.

Ministry Program: DRINKING WATER | **Regulated Activity:** DW Municipal Residential

Question ID	MRDW1001001	Question Type	Information
Question:			
What was the scope of this inspection?			
Legislative Requirement	Not Applicable		
Observation			
<p>The primary focus of this inspection is to confirm compliance with Ministry of the Environment, Conservation and Parks (MECP) legislation as well as evaluating conformance with ministry drinking water policies and guidelines during the inspection period. The ministry utilizes a comprehensive, multi-barrier approach in the inspection of water systems that focuses on the source, treatment, and distribution components as well as management practices.</p> <p>This drinking water system is subject to the legislative requirements of the Safe Drinking Water Act, 2002 (SDWA) and regulations made therein, including Ontario Regulation 170/03, "Drinking Water Systems" (O. Reg. 170/03). This inspection has been conducted pursuant to Section 81 of the SDWA.</p> <p>This inspection report does not suggest that all applicable legislation and regulations were evaluated. It remains the responsibility of the owner to ensure compliance with all applicable legislative and regulatory requirements.</p> <p>An announced focused inspection was conducted at the Limoges Water Treatment Plant (WTP) with the on-site inspection taking place on Friday, January 19, 2023, by Water Inspector Jean-François (J-F) Durocher. J-F Durocher was accompanied by Supervisor of Water & Wastewater Operations – Nicholas Pigeon and by Operator – Sebastien Mainville.</p> <p>Paperwork and logbooks associated to WTP operations was reviewed for the period between January 1, 2022, to December 31, 2022. The inspector observed, analyzed and photographed each part of the treatment/disinfection process from the raw water source (ground-water wells) to the fully disinfected treated water.</p> <p>The Limoges WTP is composed of multiple buildings; these buildings house the treatment and disinfection process equipment located at 269 Limoges Road. A small building located at 2460 Russland Road, house's Well No. 1 with vertical turbine pump and online sensor (flow meter). Well No. 2 is located approximately 75 m east from well No.1 on Russland Road.</p>			

--

Question ID	MRDW1000001	Question Type	Information
Question: Does this drinking water system provide primary disinfection?			
Legislative Requirement	Not Applicable		
Observation			
This Drinking Water System provides for both primary and secondary disinfection and distribution of water.			

Question ID	MRDW1018001	Question Type	Legislative
Question: Has the owner ensured that all equipment is installed in accordance with Schedule A and Schedule C of the Drinking Water Works Permit?			
Legislative Requirement	SDWA 31 (1);		
Observation			
The owner had ensured that all equipment was installed in accordance with Schedule A and Schedule C of the Drinking Water Works Permit.			
At the time of the inspection, The Corporation of the Nation Municipality was operating the Drinking Water System (DWS) under Drinking Water Works Permit (DWWP) No. 179-202 Issue No. 3 that was issued on June 18, 2021.			
The equipment as identified on the above noted certificates was reviewed at the time of the inspection and found to be in order, no concerns identified.			

Question ID	MRDW1020001	Question Type	Legislative
Question: Is the owner/operating authority able to demonstrate that, when required during the inspection period, Form 1 documents were prepared in accordance with their Drinking Water Works Permit?			
Legislative Requirement	SDWA 31 (1);		
Observation			
The owner/operating authority was in compliance with the requirement to prepare Form 1 documents as required by their Drinking Water Works Permit during the inspection period.			

Form 1 were prepared during this inspection period for the purpose of defining new watermains to service new subdivisions:

- 50 mm diameter polypipe watermain along Cambridge Street from tee at Herbert St. to Cap on Cambridge.
- 150 mm diameter 200 PSI BLUE PE watermain for 126 linear meters on l'Érablière street
- 50 mm diameter 200 PSI BLUE PE watermain for 75 linear meters on l'Érablière street
- 19 mm copper water service to 23 residential units, as well as 2 fire hydrants in Leclair Residential Subdivision (formally known as l'Érablière Subdivision)

Question ID	MRDW1021001	Question Type	Legislative
Question:			
Is the owner/operating authority able to demonstrate that, when required during the inspection period, Form 2 documents were prepared in accordance with their Drinking Water Works Permit?			
Legislative Requirement	SDWA 31 (1);		
Observation			
The owner/operating authority was in compliance with the requirement to prepare Form 2 documents as required by their Drinking Water Works Permit during the inspection period.			
A Form 2 form was prepared for the following modifications:			
Chemical polymer:			
- Replacing MagnaFloc LT25 to Norfloc 127H			
Chemical dosing:			
- Polymer pump #2 dosage pump was replaced with new Watson Marlow Q-Dos30 Peristaltic pump, the pump is in the WTP. The pump was calibrated to be at the same settings has the previous polymer pump #2.			
Blower:			
- Blower #2 was replaced with a new Hibon Blower. The blower is in the WTP.			

Question ID	MRDW1114001	Question Type	Legislative
Question:			
Does the owner have evidence that, when required, all legal owners associated with the DWS were notified of the requirements of the Licence & Permit?			

Legislative Requirement	SDWA 31 (1);
Observation	
The owner had evidence that required notifications to all legal owners associated with the Drinking Water System had been made during the inspection period.	

Question ID	MRDW1025001	Question Type	Legislative
Question:			
Were all parts of the drinking water system that came in contact with drinking water (added, modified, replaced or extended) disinfected in accordance with a procedure listed in Schedule B of the Drinking Water Works Permit?			
Legislative Requirement	SDWA 31 (1);		
Observation			
All parts of the drinking water system were disinfected in accordance with a procedure listed in Schedule B of the Drinking Water Works Permit.			

Question ID	MRDW1024001	Question Type	Legislative
Question:			
Do records confirm that the water treatment equipment which provides chlorination or chloramination for secondary disinfection purposes was operated as required?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 1-2 (2);		
Observation			
Records confirmed that the water treatment equipment which provides chlorination or chloramination for secondary disinfection purposes was operated so that at all times and all locations in the distribution system the chlorine residual was never less than 0.05 mg/l free or 0.25 mg/l combined.			
Section 1-2(2)4 of Schedule 1 of Ontario Regulation 170/03 states that if the drinking water system's water treatment equipment provides chlorination or chloramination for secondary disinfection, the equipment is operated so that, at all times and at all locations within the distribution system,			
i. The free chlorine residual is never less than 0.05 mg/L, if the drinking water system provides chlorination and does not provide chloramination, or			
ii. The combined chlorine residual is never less than 0.25 mg/L, if the drinking water system provides chloramination.			
The maintenance of a disinfectant residual in the distribution system (secondary disinfection) is intended to maintain (or introduce and maintain) a persistent disinfectant			

residual to protect the water from microbiological re-contamination, reduce bacterial re-growth, control biofilm formation, and serve as an indicator of distribution system integrity (loss of disinfectant residual indicating that the system integrity has been compromised). Only chlorine, chlorine dioxide and monochloramine provide a persistent disinfectant residual and can be used for the maintenance of a residual in the distribution system.

The recommended optimum target for combined chlorine residual for systems designed to operate with chloramination is 1.0 mg/L at all locations within the distribution system to suppress bacterial activity that converts ammonia to nitrite and nitrate.

Rapid decay of a disinfectant residual may occur because of several other causes such as heavy encrustation or sediment accumulation and biofilm activity and may require investigation and specific corrective action such as engineered flow velocity increases and swabbing or pigging/lining and/or main replacement.

Records provided by Nation Municipality were reviewed for the inspection period and found to be in order. The lowest combined chlorine residual was measured on May 29, 2022, with a result of 1.61 mg/L.

Question ID	MRDW1038001	Question Type	Legislative
Question:			
Is continuous monitoring equipment that is being utilized to fulfill O. Reg. 170/03 requirements performing tests for the parameters with at least the minimum frequency specified in the Table in Schedule 6 of O. Reg. 170/03 and recording data with the prescribed format?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)1-4;		
Observation			
Continuous monitoring equipment that was being utilized to fulfill O. Reg. 170/03 requirements was performing tests for the parameters with at least the minimum frequency specified in the Table in Schedule 6 of O. Reg. 170/03 and recording data with the prescribed format.			
The continuous monitoring equipment required by Ontario Regulation 170/03 was equipped with the following alarm set points:			
-the combined chlorine residual analyzer monitoring water leaving the WTP has a low-level alarm of 1.5 mg/L, and a high-level alarm of 3.2 mg/L.			
-the filter effluent turbidimeters have high level alarms set at 0.15 Nephelometric Turbidity Units (NTU) and high-high level alarms set at 0.3 NTU. An audible alarm is triggered when filter effluent turbidity reaches high alarm.			
A low alarm was also installed to help with any loss of power or connectivity with SCADA.			

The turbidimeters will not be able to read zero without an alarm being triggered; the low alarms will act as a fault alarm.

- The SCADA system records total and free chlorine residual continuously in the distribution with a low alarm set point of 1.55 mg/L at the Forest Park Booster Station and a high alarm set point of 2.90 mg/L.

Question ID	MRDW1035001	Question Type	Legislative
Question:			
Are operators examining continuous monitoring test results and are they examining the results within 72 hours of the test?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)1-4; SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)5-10;		
Observation			
Operators were examining continuous monitoring test results and they were examining the results within 72 hours of the test.			
Facility Logbooks are maintained by Limoges WTP staff for the Limoges WTP and the Limoges Distribution System. These logbooks were reviewed, and it was noted that operators were reviewing the continuous monitoring data, typically within 24-48 hours of the test.			
The Limoges WTP is staffed Monday to Friday and a designated on-call person is available after hours and weekends.			

Question ID	MRDW1037001	Question Type	Legislative
Question:			
Are all continuous monitoring equipment utilized for sampling and testing required by O. Reg. 170/03, or MDWL or DWWP or order, equipped with alarms or shut-off mechanisms that satisfy the standards described in Schedule 6?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)1-4; SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)5-10; SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1.1);		
Observation			
All continuous monitoring equipment utilized for sampling and testing required by O. Reg. 170/03, or Municipal Drinking Water Licence or Drinking Water Works Permit or order, were equipped with alarms or shut-off mechanisms that satisfy the standards described in Schedule 6.			

The Table in Schedule 6 of Ontario Regulation 170/03 states that free chlorine residual and total chlorine residual measured for the purpose of determining combined chlorine residual required to achieve primary disinfection be recorded at a minimum every five minutes and that a minimum alarm set point be 0.1 milligrams per litre less than the concentration of free chlorine residual that is required to achieve primary disinfection.

- The Table in Schedule 6 does not state a maximum alarm standard for chlorine residual to achieve primary disinfection.
- The SCADA system records total and free chlorine residual continuously and the alarm for low combined chlorine residual is set at 1.5 mg/L.

The Table in Schedule 6 of Ontario Regulation 170/03 states that free chlorine residual and total chlorine residual measured for the purpose of determining combined chlorine residual in a distribution sample can be recorded at a minimum every one (1) hour and that a minimum alarm set point be 0.25 milligrams per litre.

- The Table in Schedule 6 does not state a maximum alarm standard for chlorine residual in the distribution
- The SCADA system records total and free chlorine residual continuously and the alarm for low combined chlorine residual is set at 1.55 mg/L.

Question ID	MRDW1040000	Question Type	Legislative
Question:			
Are all continuous analysers calibrated, maintained, and operated, in accordance with the manufacturer's instructions or the regulation?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)1-4; SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)5-10;		
Observation			
All continuous analysers were calibrated, maintained, and operated, in accordance with the manufacturer's instructions or the regulation.			
It was indicated at the time of the inspection that all continuous analyzers are calibrated, maintained, and operated in accordance with the manufacturer's instructions and according to Schedule 6-5 of Ontario Regulation 170/03. Calibration records and work order summaries were provided.			
Limoges DWS staff utilize a management/maintenance schedule (Preventive Maintenance 2022) to assist and track maintenance/calibration activities. Calibration records and work order summaries were provided by Limoges staff and summarized below:			
All flow meters were last calibrated October 14, 2022.			

The continuous monitoring equipment that monitors chlorine was last calibrated on February 11, 2022.

The continuous monitoring equipment that monitors turbidity was last calibrated on February 11, 2022. No concerns were identified.

Question ID	MRDW1108001	Question Type	Legislative
Question:			
Where continuous monitoring equipment used for the monitoring of free chlorine residual, total chlorine residual, combined chlorine residual or turbidity, required by O. Reg. 170/03, an Order, MDWL, or DWWP issued under Part V, SDWA, has triggered an alarm or an automatic shut-off, did a qualified person respond in a timely manner and take appropriate actions?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)1-4; SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)5-10; SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1.1);		
Observation			
Where required continuous monitoring equipment used for the monitoring of chlorine residual and/or turbidity triggered an alarm or an automatic shut-off, a qualified person responded in a timely manner and took appropriate actions.			

Question ID	MRDW1033001	Question Type	Legislative
Question:			
Is the secondary disinfectant residual measured as required for the large municipal residential distribution system?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 7-2 (3); SDWA O. Reg. 170/03 7-2 (4);		
Observation			
The secondary disinfectant residual was measured as required for the large municipal residential distribution system.			
Subsection 7-2 (3) of Schedule 7 of Ontario Regulation 170/03 requires that the owner of a large municipal residential system that provides secondary disinfection and the operating authority for the system shall ensure that at least seven distribution samples are taken each week and are tested immediately for, free chlorine residual, or combined chlorine residual, if the system provides chloramination.			
The required sampling had been conducted in accordance with the rules prescribed by Subsection 7-2(4) of Schedule 7 of Ontario Regulation 170/03. The rules stipulate the following:			

- At least four of the samples must be taken on one day of the week, at least 48 hours after the last sample was taken in the previous week.

- At least three of the samples must be taken on a second day of the week, at least 48 hours after the last sample was taken on the day noted above.

- When more than one sample is taken on the same day of the week under paragraph noted above, each sample must be taken from a different location.

The secondary disinfectant residual in the distribution system is measured as per Subsection 7-2(4) of Schedule 7 of Ontario Regulation 170/03. No concerns were identified.

NOTE: There was a conflict in communications between the laboratory and owner for the week before Christmas, the laboratory closed at 14:00 and would not accept samples after closing (laboratory normally close at 16:30-17:00). The owner is now well aware of closing times during the Holiday season.

Question ID	MRDW1099001	Question Type	Information
Question:			
Do records show that all water sample results taken during the inspection review period did not exceed the values of tables 1, 2 and 3 of the Ontario Drinking Water Quality Standards (O. Reg. 169/03)?			
Legislative Requirement	Not Applicable		
Observation			
Records showed that all water sample results taken during the inspection review period did not exceed the values of tables 1, 2 and 3 of the Ontario Drinking Water Quality Standards (O. Reg. 169/03).			
Sample records provided for the Limoges DWS for the period between January 1, 2022, to December 31, 2022, and found to be in order. All the parameters sampled were in order with the limits set in Ontario Regulation 169/03.			

Question ID	MRDW1081001	Question Type	Legislative
Question:			
For LMR systems, are all microbiological water quality monitoring requirements for distribution samples being met?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 10-2 (1); SDWA O. Reg. 170/03		

	10-2 (2); SDWA O. Reg. 170/03 10-2 (3);
Observation	
<p>All microbiological water quality monitoring requirements prescribed by legislation for distribution samples in a large municipal residential system were being met.</p> <p>Section 10-2(1)(a) of Schedule 10 of Ontario Regulation 170/03 requires that the owners of a drinking water system and the operating authority for the system shall ensure that, if the system serves 100,000 people or less, at least eight distribution samples, plus one additional distribution sample for every 1,000 people served by the system, are taken every month, with at least one of the samples being taken in each week.</p> <p>According to information provided at the time of the inspection, the total permanent residential population served by the Limoges DWS is approximately 2,000. Based on the population of 2,000, the total number of distribution samples required per month is at least ten (10).</p> <p>A review of the water quality data for the period in question, confirmed that the microbiological monitoring requirements for the distribution system were consistently being met. The distribution samples ranged from 12 to 15 samples per month with at least 25% of the sample being tested for Heterotrophic Plate Count (HPC).</p>	

Question ID	MRDW1096001	Question Type	Legislative
Question:			
Do records confirm that chlorine residual tests are being conducted at the same time and at the same location that microbiological samples are obtained?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 6-3 (1);		
Observation			
<p>Records confirmed that chlorine residual tests were being conducted at the same time and at the same location that microbiological samples were obtained.</p> <p>A review of the microbiological water quality monitoring data for the period in question, confirmed that chlorine residual tests were being conducted at the same time and at the same location that microbiological samples were obtained. No concerns were identified.</p>			

Question ID	MRDW1086001	Question Type	Legislative
Question:			
Are all haloacetic acid water quality monitoring requirements prescribed by legislation conducted within the required frequency and at the required location?			

Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (1); SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (2); SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (3); SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (4); SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (5); SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (6);
Observation	
<p>All haloacetic acid water quality monitoring requirements prescribed by legislation were conducted within the required frequency and at the required location.</p> <p>Section 13-6.1 (1) of Schedule 13 of Ontario Regulation 170/03 requires that at least one sample be taken every three months and tested for haloacetic acids (HAA).</p> <p>A review of the water quality monitoring data for the period in question, confirmed that haloacetic acids samples were collected in accordance with the monitoring requirements prescribed by the legislation.</p> <p>Since the previous inspection HAA samples were collected on January 27, April 14, July 28, and October 13, all in 2022.</p> <p>The running annual average based on the results of the four most recent quarterly sample results is 27.68 µg/L which is below the Ontario Drinking Water Quality Standard (ODWQS) limit of 80 µg/L (running annual average).</p>	

Question ID	MRDW1087001	Question Type	Legislative
Question:			
Have all trihalomethane water quality monitoring requirements prescribed by legislation been conducted within the required frequency and at the required location?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 13-6 (1); SDWA O. Reg. 170/03 13-6 (2); SDWA O. Reg. 170/03 13-6 (3); SDWA O. Reg. 170/03 13-6 (4); SDWA O. Reg. 170/03 13-6 (5); SDWA O. Reg. 170/03 13-6 (6);		
Observation			
<p>All trihalomethane water quality monitoring requirements prescribed by legislation were conducted within the required frequency and at the required location.</p> <p>Section 13-6 of Schedule 13 of Ontario Regulation 170/03 requires that at least one sample be taken every three months and tested for trihalomethanes (THM).</p> <p>A review of the water quality monitoring data for the period in question, confirmed that THM samples were collected in accordance with the monitoring requirements prescribed by the legislation.</p>			

Since the previous inspection THM samples were collected on January 27, April 14, July 28, and October 13, all in 2022.

The running annual average based on the results of the four most recent quarterly sample results is 35.25 µg/L which is below the Ontario Drinking Water Quality Standard (ODWQS) limit of 100 µg/L (running annual average).

Question ID	MRDW1060000	Question Type	Legislative
Question:			
Do the operations and maintenance manuals meet the requirements of the DWWP and MDWL issued under Part V of the SDWA?			
Legislative Requirement	SDWA 31 (1);		
Observation			
The operations and maintenance manuals met the requirements of the Drinking Water Works Permit and Municipal Drinking Water Licence issued under Part V of the SDWA.			
Operations and maintenance manual(s) for the WTP were reviewed at the time of the inspection and found to be in order, containing plans, drawings, and very detailed process descriptions. The manuals are kept at the WTP; and are readily available to all WTP staff.			
At the WTP there is also a binder which contains abbreviated (condensed) operations and maintenance manuals. The binder was recently (2021) re-organized with new headings and dividers, very organized and neat. There is also the full technical series of operations and maintenance manuals and binders on site.			
The operations and maintenance manuals are in order and consistent with conditions 16.0 of Schedule B of MDWL No. 179-102 Issue No. 5. No concerns identified.			

Question ID	MRDW1062001	Question Type	Legislative
Question:			
Do records or other record keeping mechanisms confirm that operational testing not performed by continuous monitoring equipment is being done by a certified operator, water quality analyst, or person who meets the requirements of O. Reg. 170/03 7-5?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 7-5;		
Observation			
Records or other record keeping mechanisms confirmed that operational testing not performed by continuous monitoring equipment was being done by a certified operator, water quality analyst, or person who suffices the requirements of O. Reg. 170/03 7-5.			

Facility Logbooks are maintained by Nation Municipality staff for the Limoges WTP. These logbooks were reviewed, and it was noted that operators were reviewing the continuous monitoring data, typically within 24 hours of the test.

The Limoges WTP has an operator on site five-days a week (Mon-Fri). Nation Municipality also reports that only certified operators perform operational testing that is not performed by continuous monitoring equipment.

The logs containing information generated by operational checks and tests did contain the names, dates, locations of the persons performing the work. No issues identified.

Question ID	MRDW1071000	Question Type	BMP
Question: Has the owner provided security measures to protect components of the drinking water system?			
Legislative Requirement	Not Applicable		
Observation			
The owner had provided security measures to protect components of the drinking water system.			
All components of the WTP were found to be completely fenced, covered, secure, and under lock and key at all times.			
Intrusion alarms are installed at the following locations:			
<ul style="list-style-type: none"> - WTP - Well building - Forest Park Boost Station 			
All booster/pump stations have security lighting, signs and locked door/gates. The owners have also installed a closed-circuit video surveillance system as an additional security measure. No vandalism was observed no issues identified.			

Question ID	MRDW1073001	Question Type	Legislative
Question: Has the overall responsible operator been designated for all subsystems which comprise the drinking water system?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 128/04 23 (1);		
Observation			

The overall responsible operator had been designated for each subsystem.

Mr. Nicholas Pigeon – Water Treatment Class III Certificate #99565 which expires June 30, 2024, is the ORO for the Limoges WTP and possesses the required qualifications. No issues identified.

Question ID	MRDW1074001	Question Type	Legislative
Question:			
Have operators-in-charge been designated for all subsystems for which comprise the drinking water system?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 128/04 25 (1);		
Observation			
Operators-in-charge had been designated for all subsystems which comprise the drinking water system.			
The operator designated as the Operator-In-Charge (OIC) for any given week is different from the OIC at night or on-call for that week. All the information was recorded and maintained in WTP and in the logbook. The duty operators and the on-call operators for each subsystem are designated to be the OIC.			

Question ID	MRDW1075001	Question Type	Legislative
Question:			
Do all operators possess the required certification?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 128/04 22;		
Observation			
All operators possessed the required certification.			

Question ID	MRDW1076001	Question Type	Legislative
Question:			
Do only certified operators make adjustments to the treatment equipment?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 1-2 (2);		
Observation			

Only certified operators made adjustments to the treatment equipment.

Question ID	MRDW1007001	Question Type	Legislative
Question:			
Is the owner maintaining the production well(s) in a manner sufficient to prevent entry into the well of surface water and other foreign materials?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 1-2 (1);		
Observation			
The owner was maintaining the production well(s) in a manner sufficient to prevent entry into the well of surface water and other foreign materials.			
Well No.1 is located inside its own well supply building and the well casing extends more than 15 cm above the floor. The No. 2 well is maintained in a manner sufficient to prevent the entry of surface water and other foreign materials (located within a shelter).			
<ul style="list-style-type: none"> - The well casing is sealed with a proper vermin-proof cap. - The annular space is sealed to prevent entry of surface water or foreign material. - Surface drainage does not collect or pond in the vicinity of the well. - The well casing is 40 cm above surface. - Air vents are screened and extend above the surface at a sufficient distance. - Both wells [No. 1(which is also in a building), and 2] are all located within a fenced compound that is locked. 			

Question ID	MRDW1009001	Question Type	Legislative
Question:			
Are measures in place to protect the groundwater and/or GUDI source in accordance with any MDWL and DWWP issued under Part V of the SDWA?			
Legislative Requirement	SDWA 31 (1);		
Observation			
Measures were in place to protect the groundwater and/or GUDI source in accordance with the Municipal Drinking Water Licence and Drinking Water Works Permit issued under Part V of the SDWA.			
Condition 16.2.7, 16.2.8 and 16.2.9 of Schedule B of the Municipal Drinking Water Licence (MDWL) No. 179-102 requires the owner to include procedures for well inspection and maintenance as a component of the facility's operations manual.			
The owners have incorporated an extensive and detailed monthly and six-month (bi-annual)			

maintenance program for both production wells (Well No.1 and No.2). The owner has also updated their Standard Operating Procedure (SOP) for the wells if the water quality were to deteriorate. No concerns identified.

Question ID	MRDW1014001	Question Type	Legislative
--------------------	-------------	----------------------	-------------

Question:

Is there sufficient monitoring of flow as required by the MDWL or DWWP issued under Part V of the SDWA?

Legislative Requirement	SDWA 31 (1);
--------------------------------	------------------

Observation

There was sufficient monitoring of flow as required by the Municipal Drinking Water Licence or Drinking Water Works Permit issued under Part V of the SDWA.

Condition 2.1 of Schedule C of Municipal Drinking Water Licence (MDWL) No. 179-102 Issue No. 5 issued June 18, 2021, requires that continuous flow measurement and recording shall be undertaken for:

- 2.1.1 The flow rate and daily volume of treated water that flows from the treatment subsystem to the distribution system.
- 2.1.2 The flow rate and daily volume of water that flows into the treatment subsystem.

The conditions were met through the use of following flow meters:

- Two raw water flow meters (one flow meter at each well) monitoring the water being taken from the production wells.
- A flow meter at the low lift pump for monitoring process water
- A backwash pump flow meter
- A treated water flow meter monitoring the treated water leaving the WTP (high lift discharge).

The Limoges DWS is taking on average ~ 1,019 m³/day, from Well 1 and Well 2 which is 48.9% of the allowed maximum taking of 2,080 m³/day allowed under the Permit To Take Water Number (PTTW) No. 1106-968LAR issued April 12, 2013. The average taking during the previous inspection was 1,183,183 m³/day.

The highest taking of water was recorded on July 17, 2022, with raw water taking of 1,710 m³/day (82% of limit).

Trends in water quantity/taking are monitored through raw water and treated water flows. The demands for water are consistent year-round. If there is a drastic increase in demand in any given time, the municipality is advised and investigates. No concerns identified.

Question ID	MRDW1016001	Question Type	Legislative
Question:			
Is the owner in compliance with the conditions associated with maximum flow rate or the rated capacity conditions in the MDWL issued under Part V of the SDWA?			
Legislative Requirement	SDWA 31 (1);		
Observation			
<p>The owner was in compliance with the conditions associated with maximum flow rate or the rated capacity conditions in the Municipal Drinking Water Licence issued under Part V of the SDWA.</p> <p>Condition 1.1 of Schedule C of MDWL No. 179-102 requires the owner to ensure the system is not operated such that the maximum daily volume of water that flows from the treatment subsystem to the distribution system does not exceed the rated capacity of 2,080 m³/day.</p> <p>The Limoges WTP is averaging 53% of its total maximum production. The maximum treated water flow was recorded on May 14, 2022, with a flow of 1,812 m³/day. (The maximum treated water flow recorded for last inspection was on May 24, 2021 with a flow of 1,582 m³/day). No concerns identified.</p>			

Question ID	MRDW1023001	Question Type	Legislative
Question:			
Do records indicate that the treatment equipment was operated in a manner that achieved the design capabilities required under Ontario Regulation 170/03 or a DWWP and/or MDWL issued under Part V of the SDWA at all times that water was being supplied to consumers?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 1-2 (2);		
Observation			
<p>Records indicated that the treatment equipment was operated in a manner that achieved the design capabilities required under O. Reg. 170/03 or a Drinking Water Works Permit and/or Municipal Drinking Water Licence issued under Part V of the SDWA at all times that water was being supplied to consumers.</p> <p>Subsection 1-2(2) of Schedule 1 of Ontario Regulation 170/03 requires that the owner of a drinking water system and the operating authority for the system ensure the following:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. The water treatment equipment is in operation whenever water is being supplied; 2. The water treatment equipment is operated in accordance with the Ministry's Procedure for Disinfection of Drinking Water in Ontario; and that 3. The water treatment equipment required by section 1-3 or 1-4 is operated in a manner 			

that achieves the design capabilities it is required to have under that section.

In accordance with the "Procedure for Disinfection of Drinking Water in Ontario", a drinking water system that obtains water from a Ground water supply must have a treatment system in place that is capable of producing water of equal or better quality than a combination of chemically assisted filtration and disinfection process would provide. The treatment must provide a minimum 2-log (99%) removal/inactivation of viruses.

According to the Procedure for Disinfection of Drinking Water in Ontario, this treatment technology is classified as true ground water treated by chlorination and filtration (confirmed by Engineer). Therefore, the Limoges WTP receives 2.0-log removal credits for Viruses.

The available information indicates that the Limoges WTP is operating in accordance with these requirements.

In order to ensure effective pathogen inactivation to the required level through disinfection, the CT disinfection concept must be applied. The Procedure defines the CT concept as using the combination of disinfectant residual concentration and the effective disinfection contact time to quantify the capability of a chemical disinfection system in providing pathogen removal. Using this concept involves the determination of CT values required at the actual variable operating conditions (flow, temperature, pH), and ensuring that the disinfection process always achieves these values.

To ensure CT is achieved the plant is operated to try to achieve a minimum combined chlorine residual of >1.5 mg/L but < 2.5 mg/L in the water leaving the clearwell at a maximum flow rate of 2,080 m³/day. During the inspection review period the combined chlorine residual of the water heading to the reservoir ranged from 2.00 mg/L (August 22, 2022) to 3.49 mg/L (January 13, 2022).

To further confirm that the CT was consistently achieved, a CT calculation was completed based on worst case conditions (i.e. min. chlorine residual, max. flow, low temperature, max. pH) reported since the previous inspection. The calculation confirmed that the plant was capable of achieving the required CT in all operating conditions reported since the last inspection. No issues identified.

Question ID	MRDW1030000	Question Type	Legislative
Question:	Is primary disinfection chlorine monitoring being conducted at a location approved by MDWL and/or DWWP issued under Part V of the SDWA, or at/near a location where the intended CT has just been achieved?		
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 7-2 (1); SDWA O. Reg. 170/03 7-2 (2);		

<p>Observation</p> <p>Primary disinfection chlorine monitoring was conducted at a location approved by Municipal Drinking Water Licence and/or Drinking Water Works Permit issued under Part V of the SDWA, or at/near a location where the intended CT has just been achieved.</p> <p>Ontario Regulation 170/03 Schedule 7-2(1) requires the owner to sample and test for free chlorine residual using continuous monitoring equipment in treated water at or near the location where the intended contact time has just been completed in order to achieve primary disinfection.</p> <p>The location of the primary disinfection sampling point is in the clearwell. This point represents the location where water is taken from the clearwell (where primary disinfection is achieved) and directed to the high lift pumps. Before the disinfected water reaches the high lift pumps it is injected with ammonium sulphate where the free chlorine is converted to chloramination.</p> <p>The continuous monitoring system ensures the maintenance of an adequate disinfectant residual in the treated water supply. A second chlorine analyzer is also installed at the booster building which acts as the compliance Hach CL17 Free and Total Chlorine analyzer for monitoring combine chlorine residuals. No concerns identified.</p>

Question ID	MRDW1032001	Question Type	Legislative
Question:			
If the drinking water system obtains water from a surface water source and provides filtration, is continuous monitoring of each filter effluent line being performed for turbidity?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 7-3 (2);		
Observation			
Continuous monitoring of each filter effluent line was being performed for turbidity.			
Filter effluent turbidity was continuously monitored on each filter. A review of the monthly "Turbidity Analysis" summaries was also performed.			
The "Turbidity Analysis" document summarizes the date and times the filters were operating/filtering water that was above 0.3 Nephelometric Turbidity Unit (NTU). Then for each month all times that water was above 0.3 NTU are summed up to be expressed as a percentage for each month.			
During the inspection period, the Limoges WTP met <0.3 NTU more than 95% of each month.			

Question ID	MRDW1083001	Question Type	Legislative
Question: For LMR systems, are all microbiological water quality monitoring requirements for treated samples being met?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 10-3;		
Observation			
<p>All microbiological water quality monitoring requirements prescribed by legislation for treated samples were being met.</p> <p>Section 10-3 of Schedule 10, Ontario Regulation 170/03, requires that a treated water sample be taken at least once a week and tested for the required microbiological parameters.</p> <p>A review of the water quality monitoring data for the period in question, confirmed that all microbiological monitoring requirement for treated water were consistently being met.</p>			

Question ID	MRDW1084001	Question Type	Legislative
Question: Are all inorganic water quality monitoring requirements prescribed by legislation conducted within the required frequency?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 13-2;		
Observation			
<p>All inorganic water quality monitoring requirements prescribed by legislation were conducted within the required frequency.</p> <p>Section 13-2 of Schedule 13, Ontario Regulation 170/03 requires that at least one sample be taken every 36 months and tested for the required inorganic parameters identified under Schedule 23.</p> <p>A review of the inorganic water quality monitoring data for the period in question, confirmed that the required samples were collected on April 14, 2022, and that the monitoring requirements prescribed by the legislation were met. The last set of inorganic parameter samples was collected on April 21, 2021.</p> <p>The next sample to be tested for the required inorganic parameters identified under Schedule 23 of Ontario Regulation 170/03 shall be collected no later than April 14, 2025, (+/- 60 days).</p>			

Question ID	MRDW1093001	Question Type	Legislative
Question:			
If the owner is required to conduct sampling under Schedule 13 of O. Reg. 170/03, have they increased the frequency of monitoring for any Schedule 13-2 or 13-4 parameter(s) as a result of having exceeded half the value of an applicable ODWQS?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 13-5 (1); SDWA O. Reg. 170/03 13-5 (2);		
Observation			
<p>The owner was required to increase frequency of monitoring as a result of having exceeded half the value of an applicable ODWQS of a Schedule 13-2 or 13-4 parameter(s) and the increased monitoring was conducted.</p> <p>In treated water the owner is required to perform additional sampling for Barium (Ba) because that parameter exceeded half its standard of 1 mg/L (1,000 µg/L) which is prescribed by the Ontario Drinking Water Quality Standards (ODWQS). Additional sampling must be performed in accordance with Schedule 13-5 of Ontario Regulation 170/03.</p> <p>A review of the water quality monitoring data for the period in question confirmed that the Ba samples were collected in accordance with monitoring requirements prescribed by the legislation (Schedule 13-5 of Ontario Regulation 170/03).</p> <p>Since the previous inspection barium samples were collected on January 27 (624 µg/L), April 14 (639 µg/L), July 28 (489 µg/L), and October 13 (408 µg/L), all in 2022.</p> <p>The additional sampling ceases to apply in the case of a drinking water system that obtains water from a raw water supply that is ground water, for two consecutive three-month periods in which the system is in operation, none of the test results obtained under section 13-2 or 13-4 for the parameter exceed half of the standard prescribed for the parameter in Schedule 2 to the Ontario Drinking Water Quality Standards.</p> <p>To summarize; the operating authority no longer need to collect additional quarterly samples for Ba as per Schedule 13-5(2)b.</p>			

Question ID	MRDW1088000	Question Type	Legislative
Question:			
Are all nitrate/nitrite water quality monitoring requirements prescribed by legislation conducted within the required frequency for the DWS?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 13-7;		

Observation
<p>All nitrate/nitrite water quality monitoring requirements prescribed by legislation were conducted within the required frequency for the DWS.</p> <p>Section 13-7 of Schedule 13 of Ontario Regulation 170/03 requires that at least one sample be taken every three months and tested for nitrates/nitrites.</p> <p>A review of the water quality monitoring data for the period in question confirmed that the nitrate/nitrite samples were collected in accordance with monitoring requirements prescribed by the legislation.</p> <p>Since the previous inspection nitrate/nitrite samples were collected on January 27, April 14, July 28, and October 13, all in 2022.</p>

Question ID	MRDW1089000	Question Type	Legislative
Question:			
Are all sodium water quality monitoring requirements prescribed by legislation conducted within the required frequency?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 13-8;		
Observation			
<p>All sodium water quality monitoring requirements prescribed by legislation were conducted within the required frequency.</p> <p>Section 13-8 of Schedule 13 of Ontario Regulation 170/03 requires that at least one sample be taken every 60 months and tested for sodium.</p> <p>A review of the water quality monitoring data for the period in question, confirmed that the sodium samples were collected in accordance with monitoring requirements prescribed by the legislation.</p> <p>Sodium was last sampled on April 2, 2019, and the result 35.7 mg/L, which is above the Ontario Drinking Water Quality Standard (ODWQS) guideline of 20 mg/L. Proper notification and corrective actions completed by owners; no concerns identified.</p> <p>Limoges DWS will not be required to collect samples for sodium before April 2, 2024 (+/- 90 days).</p>			

Question ID	MRDW1090000	Question Type	Legislative
Question:			

Where fluoridation is not practiced, are all fluoride water quality monitoring requirements prescribed by legislation conducted within the required frequency?	
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 13-9;
Observation	
All fluoride water quality monitoring requirements prescribed by legislation were conducted within the required frequency.	
Section 13-9 of Schedule 13 of Ontario Regulation 170/03 requires that at least one sample be taken every 60 months and tested for fluoride.	
A review of the water quality monitoring data for the period in question, confirmed that the fluoride samples were collected in accordance with monitoring requirements prescribed by the legislation.	
The last set of fluoride samples were collected on April 2, 2019, with a result of 0.1 mg/L, which is below the ODWQS limit of 1.5 mg/L.	
Limoges DWS will not be required to collect samples for fluoride before April 2, 2024 (+/- 90 days).	

Question ID	MRDW1085001	Question Type	Legislative
Question:			
Are all organic water quality monitoring requirements prescribed by legislation conducted within the required frequency?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 13-4 (1); SDWA O. Reg. 170/03 13-4 (2); SDWA O. Reg. 170/03 13-4 (3);		
Observation			
All organic water quality monitoring requirements prescribed by legislation were conducted within the required frequency.			
Section 13-4 of Schedule 13, Ontario Regulation 170/03 requires that at least one sample be taken every 36 months and tested for the required organic parameters identified under Schedule 24.			
A review of the organic water quality monitoring data for the period in question, confirmed that the required samples were collected on April 14, 2022, and that the monitoring requirements prescribed by the legislation were met. The last set of inorganic parameter samples was collected on April 21, 2021.			
The next sample to be tested for the required organic parameters identified under Schedule 24 of Ontario Regulation 170/03 shall be collected no later than April 14, 2025, (+/- 60			

days).

APPENDIX A
REFERENCE MATERIAL

Key Reference and Guidance Material for Municipal Residential Drinking Water Systems

Many useful materials are available to help you operate your drinking water system. Below is a list of key materials owners and operators of municipal residential drinking water systems frequently use.

To access these materials online click on their titles in the table below or use your web browser to search for their titles. Contact the Ministry if you need assistance or have questions at 1-866-793-2588 or waterforms@ontario.ca.

For more information on Ontario's drinking water visit www.ontario.ca/drinkingwater



PUBLICATION TITLE	PUBLICATION NUMBER
FORMS: Drinking Water System Profile Information Laboratory Services Notification Adverse Test Result Notification	012-2149E 012-2148E 012-4444E
Taking Care of Your Drinking Water: A Guide for Members of Municipal Councils	Website
Procedure for Disinfection of Drinking Water in Ontario	Website
Strategies for Minimizing the Disinfection Products Trihalomethanes and Haloacetic Acids	Website
Filtration Processes Technical Bulletin	Website
Ultraviolet Disinfection Technical Bulletin	Website
Guide for Applying for Drinking Water Works Permit Amendments, & License Amendments	Website
Certification Guide for Operators and Water Quality Analysts	Website
Guide to Drinking Water Operator Training Requirements	9802E
Community Sampling and Testing for Lead: Standard and Reduced Sampling and Eligibility for Exemption	Website
Drinking Water System Contact List	7128E01
Ontario's Drinking Water Quality Management Standard - Pocket Guide	Website
Watermain Disinfection Procedure	Website
List of Licensed Laboratories	Website

Principaux guides et documents de référence sur les réseaux résidentiels municipaux d'eau potable

De nombreux documents utiles peuvent vous aider à exploiter votre réseau d'eau potable. Vous trouverez ci-après une liste de documents que les propriétaires et exploitants de réseaux résidentiels municipaux d'eau potable utilisent fréquemment. Pour accéder à ces documents en ligne, cliquez sur leur titre dans le tableau ci-dessous ou faites une recherche à l'aide de votre navigateur Web. Communiquez avec le ministère au 1-866-793-2588, ou encore à waterforms@ontario.ca si vous avez des questions ou besoin d'aide.



Pour plus de renseignements sur l'eau potable en Ontario, consultez le site www.ontario.ca/eaupotable

TITRE DE LA PUBLICATION	NUMÉRO DE PUBLICATION
Renseignements sur le profil du réseau d'eau potable	012-2149F
Avis de demande de services de laboratoire	012-2148F
Avis de résultats d'analyse insatisfaisants et de règlement des problèmes	012-4444F
Prendre soin de votre eau potable - Un guide destiné aux membres des conseils municipaux	Site Web
Marche à suivre pour désinfecter l'eau potable en Ontario	Site Web
Stratégies pour minimiser les trihalométhanes et les acides haloacétiques de sous-produits de désinfection	Site Web
Filtration Processes Technical Bulletin (en anglais seulement)	Site Web
Ultraviolet Disinfection Technical Bulletin (en anglais seulement)	Site Web
Guide de présentation d'une demande de modification du permis d'aménagement de station de production d'eau potable	Site Web
Guide sur l'accréditation des exploitants de réseaux d'eau potable et des analystes de la qualité de l'eau de réseaux d'eau potable	Site Web
Guide sur les exigences relatives à la formation des exploitants de réseaux d'eau potable	9802F
Échantillonnage et analyse du plomb dans les collectivités : échantillonnage normalisé ou réduit et admissibilité à l'exemption	Site Web
Liste des personnes-ressources du réseau d'eau potable	Site Web
L'eau potable en Ontario - Norme de gestion de la qualité - Guide de poche	Site Web
Procédure de désinfection des conduites principales	Site Web
Laboratoires autorisés	Site Web

APPENDIX B

COMPONENT INFORMATION REPORT

DWS Component Information Report for 260006841

as of 03-FEB-2023

Drinking Water System Profile Information

DWS # 260006841
MOE Assigned Name Limoges Drinking Water System
Category LMRS
Regulation O.REG 170/03
DWS Type Well Supply
Source Type Ground Water
Address 269 Limoges Road, Limoges, Ontario, K0A 2M0, Canada
Region Eastern Region
District Cornwall Area Office
Municipality The Nation
Public Health Unit Eastern Ontario Health Unit

LWIS Component Name	LWIS Component Type	LWIS Component Sub-Type	Component Address	Comments
Distribution - Tardif Mhp Pump House	Other		Road 600 West,	Before being served by the Limoges Well Supply, the Ben Tardif Trailer Park was on its own well system. The pump house for the former well system is now used by the Nation Municipality to house a conduit equipped with pressure manometers and a sampling station connecting to the mobile home park distribution pipes. The Ben Tardif pump house is located on Route 600 ouest.
Well 1 Pumphouse Raw	Source		2460 Russland Road, Lot: 21, Conc.: 7,	<p>Located at 2460 Russland Road, production Well #1 is a 250 millimetre (mm) diameter, 24.5 metre (m) deep drilled well. 500 mm steel casing extends 6.0 metres below the ground surface. The annular space between the inner well casing and outer protective casing is filled with cement grout. The well was completed by Envirotecheau Limited of Montreal, Quebec. The well is enclosed inside a pump house with a concrete floor located approximately 250 mm above the surrounding ground level at the site. The well casing is raised above the floor by 200 mm. The pump unit sits securely on the casing and concrete pedestal. The well is located on a parcel of land, 45 m wide by 112 m deep, owned by The Nation Municipality.</p> <p>Well #1 is equipped with a vertical turbine pump with a rated capacity of 24.1 litres per second (L/sec) at a TDH of 19.6 m. It is also equipped with a flow control valve, a flow meter, a sodium hypochlorite metering pump, and a 750 L storage tank (not in use). All of the above equipment including a standby generator for the well supply is housed in a concrete block, aluminum clad service building. Well #1 is the main supply well for the drinking water system.</p>
Distribution - Forest Park Reservoir	Other		214 Maple Groves,	The Forest Park Reservoir and Pumphouse is located at 214 Maple Groves Street in the community of Forest Park. It consists of two on-line continuous chlorine analyzers (free and total chorine), a water storage reservoir with approximate volume of 700 m3, and a fill valve with PLC and telemetry system connected to the Limoges water treatment plant. There are also three electric driven turbine pumps (high lift) rated at 8 L/s at 42 m TDH and one diesel engine driven vertical turbine pump rated at

DWS Component Information Report for 260006841

as of 03-FEB-2023

LWIS Component Name	LWIS Component Type	LWIS Component Sub-Type	Component Address	Comments
				<p>47.3 L/s at 70 m TDH to supply emergency water.</p> <p>The Forest Park reservoir high lift pumps provide water from Limoges to the Forest Park community from 06:00 to 23:00, and from 23:00 to 06:00 the high lift pumps are shut off and water comes directly from the Limoges water treatment plant to replenish the Forest Park reservoir and provide for consumers' night time water demand.</p>
Distribution - General	Other			<p>The distribution system consists of PVC and polyethylene pipes ranging in size from 25 mm service connections to 300 mm diameter main. Piping in the local distribution network in the Village of Limoges, the community of Forest Park, and the Ben Tardif Mobile Home Park (MHP) consist largely of 150 mm and 200 mm PVC pipes. In addition, the municipal distribution system also contains fire hydrants, standard service connections, gate valves, valve chambers, isolation and interconnection valves, blow-off points, drain valve chambers and air and release chambers. A meter chamber is also located at the Forest Park Reservoir and Pumphouse for purposes of flow monitoring.</p> <p>There are approximately 1538 service connections in the distribution system, serving a self-reported population of about 2,000 persons.</p>
Well 2 Pumphouse Raw	Source		2476 Russland Road, Lot: 21, Conc.: 7,	<p>Located at 2476 Russland Road, production Well #2 is a 250 mm diameter, 21.5 m deep drilled well. The 500 mm steel casing extends 9.1 m below the ground surface. The annular space between the inner well casing and outer protective casing is filled with cement grout. The well was completed by Forage Metropolitan of St-Timothy, Quebec. The well is enclosed in a precast concrete chamber complete with a steel cover and locked access hatch. A sump pump is located inside the manhole chamber in order to remove water accumulation resulting from any snow melt or surface and ground infiltration. Electrical and telemetry controls are housed in an exterior weather proof locked control panel. The well is located on a parcel of land of 12 m wide by 18 m deep, owned by The Nation Municipality.</p> <p>Well #2 is equipped with a submersible pump with a rated capacity of 24.1 L/sec at a TDH of 19.6 m. It is also equipped with a flow control valve and a flow meter. Well #2 is used principally as the standby well.</p> <p>There is standby power available for both wells.</p>
Plant Treated	Treated Water Poe			<p>The water treatment plant consists of one tray aerator rated at 63 L/s, one aeration basin approximately 7 m diameter by 2.4 m high, and two air blowers rated at 75 SCFM at 6 psi to control the levels of methane and hydrogen sulphide. The aeration system is followed by a low lift pumping basin with two centrifugal pumps rated at</p>

DWS Component Information Report for 260006841

as of 03-FEB-2023

LWIS Component Name	LWIS Component Type	LWIS Component Sub-Type	Component Address	Comments
				<p>24.1 L/s at 13.7 m TDH.</p> <p>Two anthracite and greensand filters and a clarification tank with potassium permanganate and coagulant injection are used for the control of organic carbon, organic nitrogen, hydrogen sulphide, colour, trihalomethane (THM) precursors, iron and manganese.</p> <p>The plant is also equipped with backwash facilities, treated water storage, chlorination equipment, high lift pumping, and standby power generation. The water treatment plant uses polyaluminium silicate sulphate (PASS) as its coagulant. Continuous turbidity and chlorine analyzers are positioned on the treated water main exiting the clear well en route to the reservoir, as well as on the treated water effluent line to the distribution system.</p>

Ministry of the Environment, Conservation and Parks - Inspection Summary Rating Record (Reporting Year - 2022-2023)

DWS Name: LIMOGES DRINKING WATER SYSTEM
DWS Number: 260006841
DWS Owner: CORPORATION DE LA MUNICIPALITE DE LA NATION
Municipal Location: THE NATION

Regulation: O.REG. 170/03
DWS Category: DW Municipal Residential
Type of Inspection: Focused
Inspection Date: Jan-19-2023
Ministry Office: Cornwall Area Office

Maximum Risk Rating: 477

Inspection Module	Non Compliance Rating
Treatment Processes	0 / 35
Operations Manuals	0 / 14
Water Quality Monitoring	0 / 24
Other Inspection Findings	0 / 404
Overall - Calculated	0 / 477

Inspection Risk Rating: 0.00%

Final Inspection Rating: 100.00%

Ministry of the Environment, Conservation and Parks - Detailed Inspection Rating Record (Reporting Year - 2022-2023)

DWS Name: LIMOGES DRINKING WATER SYSTEM
DWS Number: 260006841
DWS Owner Name: CORPORATION DE LA MUNICIPALITE DE LA NATION
Municipal Location: THE NATION

Regulation: O.REG. 170/03
DWS Category: DW Municipal Residential
Type of Inspection: Focused
Inspection Date: Jan-19-2023
Ministry Office: Cornwall Area Office

All legislative requirements were met. No detailed rating scores.

Maximum Question Rating: 477

Inspection Risk Rating:	0.00%
-------------------------	-------

FINAL INSPECTION RATING:	100.00%
--------------------------	---------

APPLICATION OF THE RISK METHODOLOGY USED FOR MEASURING MUNICIPAL RESIDENTIAL DRINKING WATER SYSTEM INSPECTION RESULTS



The Ministry of the Environment (MOE) has a rigorous and comprehensive inspection program for municipal residential drinking water systems (MRDWS). Its objective is to determine the compliance of MRDWS with requirements under the Safe Drinking Water Act and associated regulations. It is the responsibility of the municipal residential drinking water system owner to ensure their drinking water systems are in compliance with all applicable legal requirements.

This document describes the risk rating methodology, which has been applied to the findings of the Ministry's MRDWS inspection

results since fiscal year 2008-09. The primary goals of this assessment are to encourage ongoing improvement of these systems and to establish a way to measure this progress.

MOE reviews the risk rating methodology every three years.

The Ministry's Municipal Residential Drinking Water Inspection Protocol contains 15 inspection modules consisting of approximately 100 regulatory questions. Those protocol questions are also linked to definitive guidance that ministry inspectors use when conducting MRDWS inspections.

ontario.ca/drinkingwater

The questions address a wide range of regulatory issues, from administrative procedures to drinking water quality monitoring. The inspection protocol also contains a number of non-regulatory questions.

A team of drinking water specialists in the ministry assessed each of the inspection protocol regulatory questions to determine the risk (not complying with the regulation) to the delivery of safe drinking water. This assessment was based on established provincial risk assessment principles, with each question receiving a risk rating referred to as the Question Risk Rating. Based on the number of areas where a system is deemed to be non-compliant during the inspection, and the significance of these areas to administrative, environmental, and health consequences, a risk-based inspection rating is calculated by the ministry for each drinking water system.

It is important to be aware that an inspection rating less than 100 per cent does not mean the drinking water from the system is unsafe. It shows areas where a system's operation can improve. The ministry works with owners and operators of systems to make sure they know what they need to do to achieve full compliance.

The inspection rating reflects the inspection results of the specific drinking water system for the reporting year. Since the methodology is applied consistently over a period of years, it serves as a comparative measure both provincially and in relation to the individual system. Both the drinking water system and the public are able to track the performance over time, which encourages continuous improvement and allows systems to identify specific areas requiring attention.

The ministry's annual inspection program is an important aspect of our drinking water safety net. The ministry and its partners share a common commitment to excellence and we continue to work toward the goal of 100 per cent regulatory compliance.

Determining Potential to Compromise the Delivery of Safe Water

The risk management approach used for MRDWS is aligned with the Government of Ontario's Risk Management Framework. Risk management is a systematic approach to identifying potential hazards, understanding the likelihood and consequences of the hazards, and taking steps to reduce their risk if necessary and as appropriate.

The Risk Management Framework provides a formula to be used in the determination of risk:

$$\text{RISK} = \text{LIKELIHOOD} \times \text{CONSEQUENCE}$$

(of the consequence)

Every regulatory question in the inspection protocol possesses a likelihood value (L) for an assigned consequence value (C) as described in **Table 1** and **Table 2**.

TABLE 1:	
Likelihood of Consequence Occurring	Likelihood Value
0% - 0.99% (Possible but Highly Unlikely)	L = 0
1 - 10% (Unlikely)	L = 1
11 - 49% (Possible)	L = 2
50 - 89% (Likely)	L = 3
90 - 100% (Almost Certain)	L = 4

TABLE 2:	
Consequence	Consequence Value
Medium Administrative Consequence	C = 1
Major Administrative Consequence	C = 2
Minor Environmental Consequence	C = 3
Minor Health Consequence	C = 4
Medium Environmental Consequence	C = 5
Major Environmental Consequence	C = 6
Medium Health Consequence	C = 7
Major Health Consequence	C = 8

The consequence values (0 through 8) are selected to align with other risk-based programs and projects currently under development or in use within the ministry as outlined in **Table 2**.

The Question Risk Rating for each regulatory inspection question is derived from an evaluation of every identified consequence and its corresponding likelihood of occurrence:

- All levels of consequence are evaluated for their potential to occur
- Greatest of all the combinations is selected.

The Question Risk Rating quantifies the risk of non-compliance of each question relative to the others. Questions with higher values are those with a potentially more significant impact on drinking water safety and a higher likelihood of occurrence. The highest possible value would be 32 (4×8) and the lowest would be 0 (0×1).

Table 3 presents a sample question showing the risk rating determination process.

TABLE 3:							
Does the Operator in Charge ensure that the equipment and processes are monitored, inspected and evaluated?							
Risk = Likelihood × Consequence							
C=1	C=2	C=3	C=4	C=5	C=6	C=7	C=8
Medium Administrative Consequence	Major Administrative Consequence	Minor Environmental Consequence	Minor Health Consequence	Medium Environmental Consequence	Major Environmental Consequence	Medium Health Consequence	Major Health Consequence
L=4 (Almost Certain)	L=1 (Unlikely)	L=2 (Possible)	L=3 (Likely)	L=3 (Likely)	L=1 (Unlikely)	L=3 (Likely)	L=2 (Possible)
R=4	R=2	R=6	R=12	R=15	R=6	R=21	R=16

Application of the Methodology to Inspection Results

Based on the results of a MRDWS inspection, an overall inspection risk rating is calculated. During an inspection, inspectors answer the questions related to regulatory compliance and input their “yes”, “no” or “not applicable” responses into the Ministry’s Laboratory and Waterworks Inspection System (LWIS) database. A “no” response indicates non-compliance. The maximum number of regulatory questions asked by an inspector varies by: system (i.e., distribution, stand-alone); type of inspection (i.e., focused, detailed); and source type (i.e., groundwater, surface water).

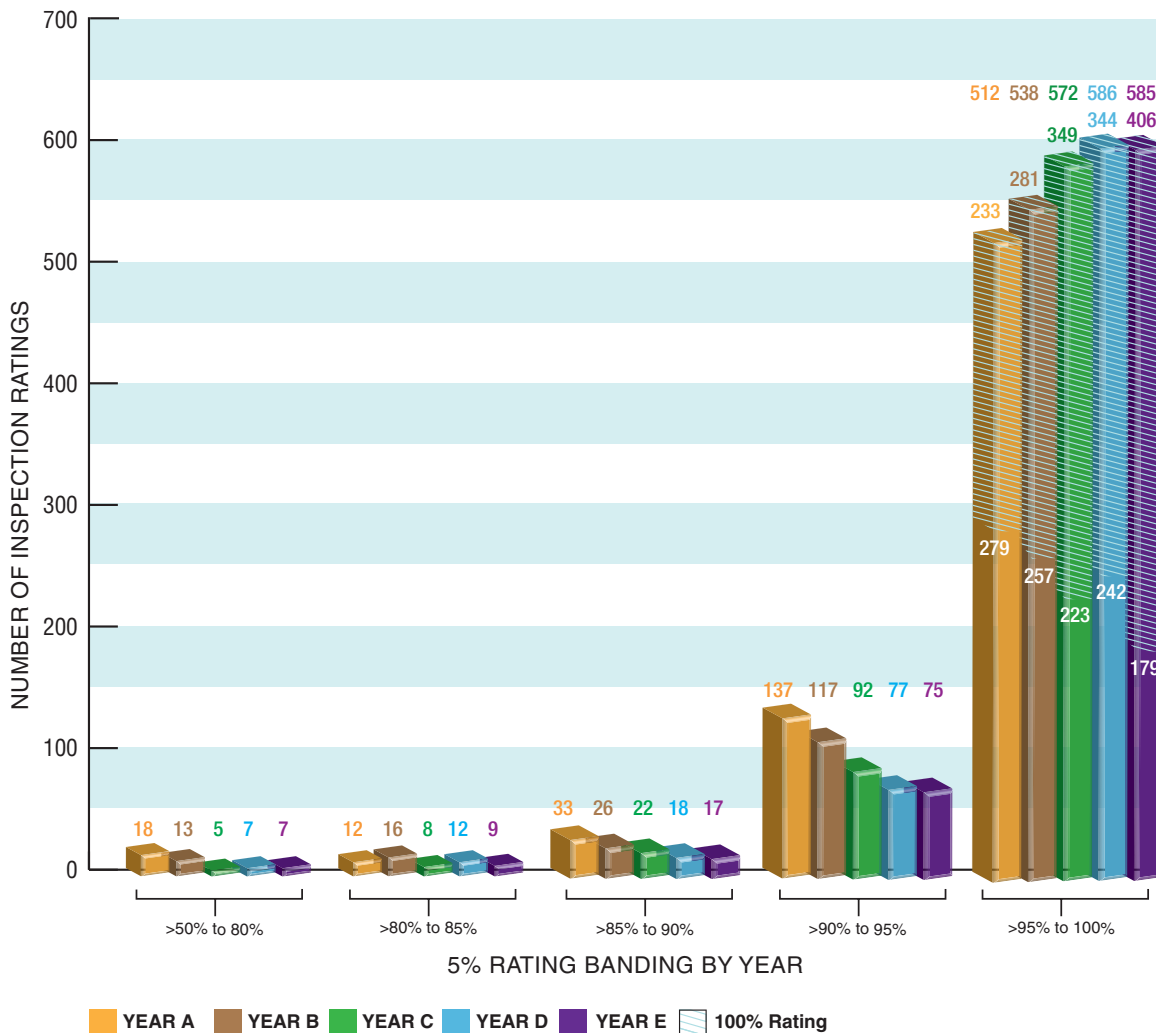
The risk ratings of all non-compliant answers are summed and divided by the sum of the risk ratings of all questions asked (maximum question rating). The resulting inspection risk rating (as a percentage) is subtracted from 100 per cent to arrive at the final inspection rating.

Application of the Methodology for Public Reporting

The individual MRDWS Total Inspection Ratings are published with the ministry's Chief Drinking Water Inspector's Annual Report.

Figure 1 presents the distribution of MRDWS ratings for a sample of annual inspections. Individual drinking water systems can compare against all the other inspected facilities over a period of inspection years.

Figure 1: Year Over Year Distribution of MRDWS Ratings



Reporting Results to MRDWS Owners/Operators

A summary of inspection findings for each system is generated in the form of an Inspection Rating Record (IRR). The findings are grouped into the 15 possible modules of the inspection protocol,

which would provide the system owner/operator with information on the areas where they need to improve. The 15 modules are:

- | | | | |
|-------------------------|---------------------------------|--|--|
| 1. Source | 5. Treatment Process Monitoring | 9. Logbooks | 13. Water Quality Monitoring |
| 2. Permit to Take Water | 6. Process Wastewater | 10. Contingency and Emergency Planning | 14. Reporting, Notification and Corrective Actions |
| 3. Capacity Assessment | 7. Distribution System | 11. Consumer Relations | 15. Other Inspection Findings |
| 4. Treatment Processes | 8. Operations Manuals | 12. Certification and Training | |

For further information, please visit www.ontario.ca/drinkingwater

**Ministry of the Environment,
Conservation and Parks**

Ottawa District Office
2430 Don Reid Drive, Suite 103
Ottawa ON K1H 1E1
Tel.: 613-521-3450 or 1-800-860-2195
Fax: 613-521-5437

**Ministère de l'Environnement, de la
Protection de la nature et des Parcs**

Bureau du district d'Ottawa
2430, promenade Don Reid, Unité 103
Ottawa ON K1H 1E1
Tél.: 613-521-3450 ou 1-800-860-2195
Télééc.: 613-521-5437



March 30, 2023

Sent by Email: npigeon@nationmun.ca

L'eau et des eaux usées / Water & Wastewater
La Municipalité de La Nation / The Nation Municipality
1752, chemin Innovation Road
Limoges, Ontario K0A 2M0

Attention: Nicholas Pigeon, C.E.T., Gérant de l'eau et des eaux usées/Water and
Wastewater Manager

Dear Nicholas:

Re: 2022-2023 St-Isidore Distribution System Inspection Report

Please find enclosed a copy of the final inspection report for the St-Isidore Distribution System.

Section 19 of the *Safe Drinking Water Act* (Standard of Care) creates a number of obligations for individuals who exercise decision-making authority over municipal drinking water systems. Please be aware that the Ministry has encouraged such individuals, particularly municipal councillors, to take steps to be better informed about the drinking water systems over which they have decision-making authority. These steps could include asking for a copy of this inspection report and a review of its findings. Further information about Section 19 can be found in "Taking Care of Your Drinking Water: A guide for members of Municipal Council" found under on the Ontario website at <https://www.ontario.ca/page/taking-care-your-drinking-water-guide-members-municipal-councils>

The format of the enclosed report has been updated, and you will note that the non-compliance and non-conformance items are now detailed at the beginning of the report. Instances of non-compliance and non-conformance were identified during the inspection and actions required and recommendations are made in the report. All questions that were assessed are included in the Inspection Details Section.

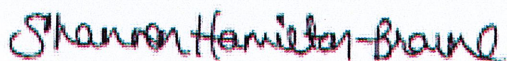
In order to measure individual inspection results, the Ministry has established an inspection compliance risk framework based on the principles of the Inspection, Investigation & Enforcement Secretariat and advice of internal/external risk experts. The Inspection Rating Record (IRR), provides the Ministry, the system owner and the local Public Health Units with a summarized quantitative measure of the drinking water system's annual inspection and regulated water quality testing performance. IRR ratings are published (for the previous year) in the ministry's Chief Drinking Water Inspector's Annual Report.

Please note that due to a change in IT systems, the IRR cannot be generated at the same time as the inspection report. The IRR will be sent separately and prior to any public release (typically within one to two months of the completion of the inspection).

If you have any questions or concerns regarding the rating, please contact Charlie Primeau, Water Compliance Supervisor, at 613-277-3727.

Thank you for the assistance provided during the inspection. Please do not hesitate to contact me if you have any questions or concerns about the attached report.

Sincerely,



Shannon Hamilton-Browne
Water Inspector/Provincial Officer, Badge #802
Drinking Water and Environmental Compliance Division
Ministry of the Environment, Conservation and Parks (MECP)
Ottawa District Office
Phone: 613-808-4255
Email: shannon.hamiltonbrowne@ontario.ca
Enclosure

cc: Doug Renaud, Directeur de l'eau et des eaux usées / Director of Water and Wastewater, La Municipalité de La Nation / The Nation Municipality, Email: DRenaud@nationmun.ca

- Josée Brizard, Chief Administrative Officer – Clerk, La Municipalité de La Nation / The Nation Municipality, Email : jbrizard@nationmun.ca
- Rami Basha, Program Manager, Eastern Ontario Health Unit, Email: rbasha@eohu.ca
- Sandra Mancini, Team Lead, Engineering, South Nation Conservation Authority, Email: smancini@nation.on.ca
- Charlie Primeau, Water Compliance Supervisor, MECP, Email: charlie.primeau@ontario.ca

cc: File SI-PR-NA-540 (2022-2023), St. Isidore Distribution System, DWS #260091026



ST. ISIDORE DISTRIBUTION SYSTEM
Inspection Report

System Number: 260091026
Entity: CORPORATION DE LA
MUNICIPALITE DE LA NATION
Inspection Start Date: 01/12/2023 (mm/dd/yyyy)
Inspection End Date: 03/20/2023 (mm/dd/yyyy)
Inspected By: Shannon Hamilton-Browne
Badge #: 802
Inspected By: Charlie Primeau
Badge #:

Shannon Hamilton-Brown

(signature)

NON-COMPLIANCE/NON-CONFORMANCE ITEMS

The following item(s) have been identified as non-compliance/non-conformance, based on a "No" response captured for a legislative or best management practice (BMP) question (s), respectively.

Question Group: Other Inspection Findings

Question ID	MRDW1115001	Question Type	Legislative
Question:			
Were the inspection questions sufficient to address other non-compliance items identified during the inspection period?			
Legislative Requirement	Not Applicable		
Observation/Corrective Action(s)			
Component Assessed: ST. ISIDORE DISTRIBUTION SYSTEM			
<p>The following instance(s) of non-compliance were also noted during the inspection:</p> <p>1. ACTIONS REQUIRED: By no later than April 17, 2023, provide to the signed Provincial Officer with a written action plan to ensure that the Summary Report lists all of the non-compliance with regulatory requirements identified in the MECP Inspection Reports.</p> <p>Subsection 22-2 (1) of Schedule 22 to O. Reg. 170/03 requires that the owner of a drinking water system shall ensure that, not later than March 31 of each year, a report is prepared in accordance with subsections (2) and (3) for the preceding calendar year and is given to, (a) in the case of a drinking water system owned by a municipality, the members of the municipal council. The report must, (a) list the requirements of the Act, the regulations, the system's approval and any order that the system failed to meet at any time during the period covered by the report and specify the duration of the failure; and, (b) for each failure referred to in clause (a), describe the measures that were taken to correct the failure.</p> <p>All of the non-compliance with regulatory requirements identified in the MECP Inspection Reports are to be included in the Summary Reports. The Owner's St. Isidore Annual Report 2022 did not list the non-compliance issues cited in the 2021-2022 MECP Inspection Report. It is recommended that the Owner remove the reference to operating under CofA # from the Annual Reports, and reference the DWWP and MDWL.</p>			

Question ID	MRDW1116001	Question Type	BMP
Question: Were the inspection questions sufficient to address other identified best practice issues?			
Legislative Requirement	Not Applicable		
Observation/Corrective Action(s)			
Component Assessed: ST. ISIDORE DISTRIBUTION SYSTEM			
<p>The following issues were also noted during the inspection:</p> <p>1. The Owner does not have an SOP for the calibration/verification and adjustment of the continuous chlorine residual analyzers.</p> <p>RECOMMENDATION: It is recommended that the Owner develop and implement an SOP for the calibration/ verification and adjustment of the continuous chlorine residual analyzers which includes the frequency of verification checks and triggers for the analyzer adjustment. Note that verification checks are to be carried out at a frequency necessary to ensure the accuracy of the on-line continuous analyzer and, when necessary, the adjustments were made to the on-line monitoring equipment as a result of verification checks. Analyzers should be calibrated, verified and maintained in accordance with the manufacturer's instructions (and range of accuracy, or as prescribed by O. Reg. 170/03).</p> <p>2. There are no certified operator initials, name or signature on the Owner's Connection Report - Water/Sewer Service Record completed on July 27, 2022.</p> <p>RECOMMENDATION: It is recommended that the certified operator(s) initial or sign the Connection Report - Water/Sewer Service Record confirming who was on-site for the work completed, including confirmation that chlorine was used for the service connection.</p> <p>3. It was reported that the ORO occasionally reviews the log books, and reviews all info on the Owner's main drive weekly. The OIC performs regular (weekly) checks of the logs and SCADA system. It is also logged and tracked through the Owner's DWQMS. However, it was advised that the ORO and OIC do not record their review of the log books/ logs.</p> <p>RECOMMENDATION: It is recommended that the ORO and OIC document their review of the logs/log books.</p> <p>4. Form 2 was provided for the addition of a new free and total chlorine residual analyzer at the Plantagenet Booster Pump Station, dated December 1, 2022. DWWP #179-201 lists the monitoring equipment description for the Plantagenet Booster Pump Station as:</p>			

Two (2) automatic analysers: one to continuously monitor the finished water free chlorine residual and one to continuously monitor the finished water total chlorine residual. Following the inspection it was advised that the new influent analyzer was installed and commissioned /calibrated to be used for in-house purposes only for now. It was reported that the chlorine analyzer is not registering or linked anywhere it is neither producing any alarms, nor even linked to the SCADA system. It was advised that the Director Notification Form will be prepared and sent within the 30 days once put into service. The reason is that the Owner is in the process of updating and changing their SCADA software at the end of 2023. After the upgrade (SCADA), the Owner will put the Influent analyzer on-line (into service).

RECOMMENDATION:

The Owner shall ensure that the Director Notification Form is completed/signed and submitted to the ministry within thirty (30) days of the placing into service the Owner's influent chlorine residual analyzer in accordance with Condition 2.4 of DWWP #179-201.

5. It was reported that the Owner only included their printed reports from each day in the Annual Report, as they take into consideration the minimum and maximum for each chlorine analyzer throughout the day.

RECOMMENDATION:

The Owner shall include the chlorine residual results tested at the same time as microbiological samples are taken in the Annual Reports as these are tests required by O. Reg. 170/03.

6. It was reported that the Owner does not have a formal leak detection program in place. It was advised that the system is still recent and small. The operators know the system flows and if the flows (L/sec) are higher than usual, it usually means there is a watermain break. The operators will then drive around until they find it. The Owner has never camera inspected the watermains.

RECOMMENDATION:

It is recommended that the Owner establish a formal leak detection and minimization program.

7. It was reported that alarms are not tested and the alarm dialer is not tested.

RECOMMENDATION:

It is recommended that critical alarms and the alarm dialer are tested on a regular basis to ensure they are functioning properly, and that a record is made of this testing. This can be done by operators or it can be done annually by Capital Controls when the continuous analyzers are calibrated with the operator on-site.

8. The result of the bench test for total chlorine on January 4, 2023 was missing in the St. Isidore Water Tower Log Book.

RECOMMENDATION:

It is recommended that the operators ensure that all bench test results are recorded in the log books.

INSPECTION DETAILS

This section includes all questions that were assessed during the inspection.

Ministry Program: DRINKING WATER | **Regulated Activity:** DW Municipal Residential
Component Assessed: ST. ISIDORE DISTRIBUTION SYSTEM

Question ID	MRDW1001001	Question Type	Information
Question:			
What was the scope of this inspection?			
Legislative Requirement	Not Applicable		
Observation			
<p>The primary focus of this inspection is to confirm compliance with Ministry of the Environment, Conservation and Parks (MECP) legislation as well as evaluating conformance with ministry drinking water policies and guidelines during the inspection period.</p> <p>This drinking water system is subject to the legislative requirements of the Safe Drinking Water Act, 2002 (SDWA) and regulations made therein, including Ontario Regulation 170/03, "Drinking Water Systems" (O. Reg. 170/03). This inspection has been conducted pursuant to Section 81 of the SDWA.</p> <p>This inspection report does not suggest that all applicable legislation and regulations were evaluated. It remains the responsibility of the owner to ensure compliance with all applicable legislative and regulatory requirements.</p> <p>This report is based on an inspection of a "stand-alone connected distribution system". This type of system receives treated water from a separately owned "donor" system. This report contains the elements required to assess key compliance and conformance issues associated with a "receiver" system. This report does not contain items associated with the inspection of the donor system, such as source waters, intakes/wells and treatment facilities.</p> <p>This report is based on a "focused" inspection of the system and was conducted remotely. Although the inspection involved fewer activities than those normally undertaken in a detailed inspection, it contained critical elements required to assess key compliance issues. This system was chosen for a focused inspection because the system's performance met the ministry's criteria, most importantly that there were no deficiencies as identified in O. Reg. 172/03 over the past 3 years. The undertaking of a focused inspection at this drinking water system does not ensure that a similar type of inspection will be conducted at any point in the future.</p> <p>On January 27, 2023, the undersigned Ministry of the Environment, Conservation and</p>			

Parks (MECP) Water Inspector/ Provincial Officer, Badge #802, herein also referred to as the "Water Inspector", performed a virtual announced inspection of the St. Isidore Distribution System.

The St. Isidore Distribution System herein also referred to as the "distribution system" (DS) or the "drinking water system (DWS)" is a standalone distribution system owned and operated by The Corporation of the Nation Municipality and their Water and Wastewater Division, which is part of the Water Public Works Department, herein referred to as "Owner" and/or the "Operating Authority". The distribution system is supplied drinking water by the Lefavre and Plantagenet Drinking Water System owned by the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet. The Nation Municipality entered into a written agreement with the Township of Alfred and Plantagenet in 2005 to connect the St-Isidore community to the Township of Alfred and Plantagenet Drinking Water System, connecting to the drinking water system at Alfred by building a watermain from Alfred through Plantagenet and then into St-Isidore. The Joint DWS shall be owned by Alfred and Plantagenet. The transmission line from Plantagenet to St-Isidore shall not be part of the Joint DWS and shall be owned by The Nation. The flow meter is part of the Joint DWS and Alfred and Plantagenet is responsible for the operation and maintenance of it. The agreement stipulates the responsibilities of Alfred and Plantagenet for the supply of potable water, delivery of water at such distribution points and at such supply pressure, and operate and maintain the Joint DWS in accordance with applicable laws and regulations. Alfred and Plantagenet shall immediately notify The Nation of any situation that would result in the Joint DWS being unable to provide potable water (quality, quantity, pressure) to The Nation. This agreement does not meet the agreement criteria that would exempt the St. Isidore Distribution System from most requirements of O. Reg. 170/03, as per subsection 5 (4). Therefore, the Drinking Water Systems Regulation (O. Reg. 170/03) applies to the distribution system.

Documentation associated with the operation, maintenance, sampling, testing and monitoring of the DWS was reviewed for the period of February 24, 2022, to January 17, 2023 at the MECP remote office. This period of time will herein also be referred to in the inspection report as the "Inspection Period".

The virtual inspection was conducted through Microsoft Teams with Doug Renaud, Director of Water and Wastewater, Nicholas Pigeon, C.E.T., Operator in Charge/Water and Wastewater Manager, and Sebastien Mainville, Operator with The Nation Municipality to gain insight into the operating procedures and best practices employed for the DS. Nicholas Pigeon also assisted the Water Inspector with the provision of documents and information to facilitate the inspection.

The St. Isidore Distribution System is categorized as a large municipal residential system under O. Reg. 170/03 ("Drinking Water Systems" Regulation).

During the inspection period, the DWS was operated under Municipal Drinking Water Licence (MDWL) Number 179-101, Issue Number 4 dated June 18, 2021; and Drinking Water Works Permit (DWWP) No. 179-201

Issue Number 3 dated June 18, 2021. The inspection examined compliance with, but was not limited to, the MDWL #179-101(Issue Number 4); and DWWP #179-201 (Issue Number 3), in addition to relevant MECP legislation SDWA and its regulations, including O. Reg. 170/03 Drinking Water Systems; Ontario Regulation 169/03 Ontario Drinking Water Standards (O. Reg. 169/03), and Ontario Regulation 128/04 Certification of Drinking Water System Operators and Water Quality Analysts (O. Reg. 128/04).

The previous inspection conducted on February 24, 2022, identified four (4) issues of non-compliance with regulatory requirements and actions required and made seven (7) recommendations. There are no outstanding issues.

Question ID	MRDW1000001	Question Type	Information
Question:			
Does this drinking water system provide primary disinfection?			
Legislative Requirement	Not Applicable		
Observation			
This Drinking Water System provides for only secondary disinfection and distribution of water. Primary disinfection is undertaken by another regulated Drinking Water System which provides treated water to this Drinking Water System.			

Question ID	MRDW1018001	Question Type	Legislative
Question:			
Has the owner ensured that all equipment is installed in accordance with Schedule A and Schedule C of the Drinking Water Works Permit?			
Legislative Requirement	SDWA 31 (1);		
Observation			
The owner had ensured that all equipment was installed in accordance with Schedule A and Schedule C of the Drinking Water Works Permit. The system description states the St. Isidore DS consists of one (1) booster pumping station, feeding through 16 km of 300mm diameter pipes to one elevated storage tank and approximately 0.5 kilometers of 250 mm diameter pipes, 1.9 km of 200 mm diameter pipes and 4.3 km of 150 mm diameter pipes.			
It was reported that there have been no changes to the equipment listed in the DWWP. Photos of the equipment were provided to the Water Inspector by the Owner. The system description listed in Schedule A of DWWP Number 179-201 was reviewed with the Owner and verified to be correct.			
It was reported that there have been no equipment failures.			

--

Question ID	MRDW1021001	Question Type	Legislative
Question:			
Is the owner/operating authority able to demonstrate that, when required during the inspection period, Form 2 documents were prepared in accordance with their Drinking Water Works Permit?			
Legislative Requirement	SDWA 31 (1);		
Observation			
<p>The owner/operating authority was in compliance with the requirement to prepare Form 2 documents as required by their Drinking Water Works Permit during the inspection period. Form 2 is used by the owner of a drinking water system to document minor modifications or replacements to the drinking water system that do not require a Schedule C application.</p> <p>The criteria to be used by the owner/operating authority in determining if a Form 2 is required versus a Schedule C application is found in Schedule B of the DWWP. These forms are required to be kept for a period of ten years and should be available for review by a Provincial Officer upon request.</p> <p>Form 2 was provided to the Water Inspector for the addition of a new free and total chlorine residual analyzer at the Plantagenet Booster Pump Station, dated December 1, 2022. It was reported that at the Plantagenet Booster Station there is a Chlorine analyzer for the Influent which is owned and operated by Alfred-Plantagenet (OCWA). The Owner also has a chlorine analyzer for the building effluent for the transmission watermain, which is own by The Nation Municipality. The Owner has now added an Influent analyzer to be parallel to the Alfred-Plantagenet analyzer. This will give the Owner better data for their dosing system if they need to boost the chlorine levels. The new Influent Chlorine Analyzer is: Evoqua, Wallace & Tiernan, Serial number: 2204874. Following the inspection, it was advised that this analyzer was installed and commissioned /calibrated to be used for in-house purposes only for now. It was reported that the chlorine analyzer is not registering or linked anywhere it is neither producing any alarms, nor even linked to the SCADA system. It was advised that the Director Notification Form will be prepared and sent within the 30 days once put into service. The reason is that the Owner is in the process of updating and changing their SCADA software at the end of 2023. After the upgrade (SCADA), the Owner will put the Influent analyzer on-line (into service). The Owner is required to notify the Director within 30 days of the placing into service of any addition, modification, replacement or extension of the drinking water system which would require an alteration to the description of a drinking water system component described in Schedule A of the DWWP.</p> <p>A review of the log books and quarterly reports showed that on December 1, 2022, an additional chlorine analyzer was installed on pre-injection (point of entry), but that it is not online as it still needs electrical work and missing parts. On December 13, 2022, Chloratech finished installing the new chlorine analyzer. The log book showed on</p>			

December 1, 2022, the Owner replaced both chemical dosage pumps and all piping and quill injectors with new Watson and Marlow QDOSCWTP pumps. Two new PRVs were also installed at the injection point. In addition, on December 9, 2022, they reinstalled the motor on Booster Pump #1 and restarted the pump.

Form 2 dated November 29, 2022 was provided to the Water Inspector for the replacement of both chemical dosage pumps (chlorine and ammonia) with new Watson and Marlow QDOSCWTP pumps for a better performance and less maintenance. The system previously used diaphragm pumps for the Ammonia and Chlorine. Both pumps were removed and new peristaltic dosing pumps replaced them. The new chlorine pump Qdos30 serial number is: 221013-526904 and the new ammonia pump Qdos30 serial number is: 211220-451824. It was advised that the new chemical dosing peristaltic pumps are easier and more precise. There is less maintenance for them, no need for foot valve or even check valves etc. For the adjustments of chemical, it is also easier because there is only one adjustment with the peristaltic, the scale factor and the SCADA output. This gives operators an easier SOP to follow and more reliable pumps due to the fact the peristaltic pumps do not air lock. Two new PRVs were also installed at the injection point.

Form 2 dated October 24, 2022 was provided to the Water Inspector for the replacement of Booster Pump #1 with the exact same pump.

Question ID	MRDW1024001	Question Type	Legislative
Question:			
Do records confirm that the water treatment equipment which provides chlorination or chloramination for secondary disinfection purposes was operated as required?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 1-2 (2);		
Observation			
Records confirmed that the water treatment equipment which provides chlorination or chloramination for secondary disinfection purposes was operated so that at all times and all locations in the distribution system the chlorine residual was never less than 0.05 mg/l free or 0.25 mg/l combined. Subsection 1-2(2) of Schedule 1 to O. Reg. 170/03 states that the owner of a drinking water system and the operating authority for the system shall ensure the following: If the drinking water system's water treatment equipment provides chlorination or chloramination for secondary disinfection, the equipment is operated so that, at all times and at all locations within the distribution system, the combined chlorine residual is never less than 0.25 mg/L, if the drinking water system provides chloramination. The maximum chlorine residual at any time and at any location within the distribution system should not exceed 3.0 mg/L when measured as combined chlorine.			
The recommended optimum target for combined chlorine residual for systems designed to operate with chloramination is 1.0 mg/L at all locations within the distribution system to suppress bacterial activity that converts ammonia to nitrite and nitrate.			

The free and total chlorine residuals are continuously monitored in the distribution system at both the Plantagenet Booster Station and at the St. Isidore Water Tower. It was advised that the combined chlorine residual in the drinking water received from the Lefavre & Plantagenet DWS is 1.0 mg/L, and the operators target a combined chlorine residual in the distribution system of 2.2 mg/L, with a maximum of 3.0 mg/L. The critical control point for combined chlorine residual in the distribution system is approximately 1.0 mg/L to 1.2 mg/L. It was advised that at the Booster Station, the chlorine residual is boosted to 2.15 mg/L and pumps cut off at a chlorine residual of 2.45 mg/L. At the Water Tower, the total chlorine residual is lower at 1.5 mg/L and comes in at 2.2 mg/L.

It was reported that chlorine residuals taken from the continuous online analyzers are recorded on the monthly spreadsheets.

Records reviewed for the inspection period showed that the combined chlorine residual monitored in the distribution system by continuous monitoring equipment ranged from 0.37 mg/L to 2.93 mg/L at the Plantagenet Booster Station and from 0.37 mg/L to 2.69 mg/L at the St. Isidore Water Tower. The records showed that the combined chlorine residual monitored in the system by grab samples ranged from 0.47 mg/L to 2.84 mg/L.

For the period of February 1, 2022 to December 31, 2022, the Daily Reports showed an average combined chlorine residual of 2.07 mg/L at the Plantagenet Booster Pumping Station and an average combined chlorine residual of 1.55 mg/L at the St. Isidore Water Tower, with the same range of combined chlorine residual results of 0.37 mg/L to 2.93 mg/L at the Plantagenet Booster Station and 0.37 mg/L to 2.69 mg/L at the St. Isidore Water Tower. The St. Isidore overall graph (spreadsheet of continuous results) for the same period showed the same range of results and same average combined chlorine residuals at the Booster Station and at the Water Tower. In December 2022, the Plantagenet Readings & In House Lab Testing results include Incoming from Alfred-Plantagenet and Outgoing to St. Isidore, both Bench and On Line Free Chlorine, Total Chlorine and Combined Chlorine Chlorine residual results.

Note: A combined chlorine residual of 3.0 mg/L is equivalent to the maximum acceptable concentration of 3.0 mg/L for chloramines allowed by the Ontario Drinking Water Quality Standards. DWS using only chloramination as a secondary disinfection, where addition of ammonia is properly adjusted as required, would not show any free chlorine residual in tests of distribution system samples. For such systems the measurement of total chlorine residual only would be adequate to represent the value of combined chlorine residual.

The 2022 Annual Report showed the combined chlorine residual measured continuously in the distribution ranged from 0.37 mg/L to 2.93 mg/L; and ranged from 1.26 mg/L to 2.84 mg/L measured using grab samples.

It was reported that there were no failures in the chloramination system during the inspection period.

Question ID	MRDW1038001	Question Type	Legislative
<p>Question:</p> <p>Is continuous monitoring equipment that is being utilized to fulfill O. Reg. 170/03 requirements performing tests for the parameters with at least the minimum frequency specified in the Table in Schedule 6 of O. Reg. 170/03 and recording data with the prescribed format?</p>			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)1-4;		
<p>Observation</p>			
<p>Continuous monitoring equipment that was being utilized to fulfill O. Reg. 170/03 requirements was performing tests for the parameters with at least the minimum frequency specified in the Table in Schedule 6 of O. Reg. 170/03 and recording data with the prescribed format. Section 6-5 (1) of Schedule 6 to O. Reg. 170/03 states that if a DWS uses continuous monitoring equipment for sampling and testing that is required under O. Reg. 170/03 or under DWWP, MDWL or order for a parameter set out in the Table to this section, the owner and operating authority shall ensure the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> - The continuous monitoring equipment must, except when no water is being directed to users of water sampled by the equipment, test for the parameter with at least the minimum frequency specified in the Table for the parameter, and record the date, time, sampling location and result of every test for the parameter with at least the minimum frequency referred to above. <p>The Table shows the minimum testing and recording frequency is 1 hour for free chlorine residual and total chlorine residual measured for the purpose of determining combined chlorine residual in a distribution sample. If the continuous monitoring equipment tests more often than required, the equipment may record the minimum, maximum and mean results of tests for every 1 hour, along with the sampling location, the date of the tests conducted and the time at the end of the period, and record the result of every test that causes an alarm, along with the sampling location, date and time of the test.</p> <p>All continuous monitoring results are transmitted to, trended, and stored by the SCADA system. The data is also inputted into spreadsheets. It was confirmed that an additional alarm input was added to prevent a SCADA computer shutdown and as soon as the UPS fails, SCADA fails or there is a loss of communication that the system alarms. During the inspection, it was advised there was no loss of data or trends, so no data gaps, but that there was a loss of communication. It was reported that freezing rain impacted the communication towers. One of those communication issues was between the Water Tower in St-Isidore and the Plantagenet Booster Station. On January 5, 2023 the Owner advised the MECP that they are having issues with some communication towers that cannot transmit data due to the freezing rain accumulation on them. The towers were affected on January 5, 2023 and since then they have an operator that reads the readings on the chlorine analyzer for every hour. The affected area is the St-Isidore Water Tower. They can see the chlorine levels in Plantagenet at the booster but there is no communication to the Water Tower in St-Isidore. St-Isidore only has chlorine analyzers, no treatment. The</p>			

Owner requested to sample every day instead of every hour for St-Isidore Water Tower, and that they would shut the booster pumps at the Plantagenet Booster when no operator is on-site. It was agreed by the MECP that the Owner will be monitoring chlorine residuals as per Schedule 7 of O. Reg. 170/03 by collecting at least one sample each day of the week and tested for combined chlorine residual until the communication is restored. It was understood that the MECP will be notified once the communication is restored and that secondary disinfection monitoring is returned to continuous monitoring. On January 9, 2023, the Owner advised the MECP that the freezing rain melted around the communication antenna on Saturday and operations returned to normal. Operators went to the site at least twice per day during those days. Everything remained normal during those days. St-Isidore tower came back at: January 7, 2023 at 4:55am.

It was reported that the continuous chlorine residual analyzers in Plantagenet are testing continuously (every second). It was reported that in St. Isidore, the continuous total chlorine residual analyzer is testing every 2.5 minutes, analyzer is testing every second, The SCADA (Wonderware) system is recording every 5 to 10 seconds; and the minimum, maximum and mean test results for every 24 hour period are recorded on the Daily Reports. The SCADA backs up to an external hard drive.

Question ID	MRDW1035001	Question Type	Legislative
Question:			
Are operators examining continuous monitoring test results and are they examining the results within 72 hours of the test?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)1-4; SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)5-10;		
Observation			
Operators were examining continuous monitoring test results and they were examining the results within 72 hours of the test. The St. Isidore DS has an operator on site five-days a week (Monday to Friday) and a designated on-call operator is available after hours and on weekends. The facilities are monitored by a Supervisory Control and Data Acquisition (SCADA) system.			
The SCADA system generates Daily Reports for both the Plantagenet Booster Station and the St. Isidore Water Tower, which is entered into the monthly report excel spreadsheet. As part of the operator duties, data review is to be examined when conducting morning routine inspections. It was advised that every day operators remotely review the online chlorine residual results monitored continuously and weekly on-site during routine sampling. It was advised that the Daily Reports are printed remotely and entered into an excel spreadsheet, and the Daily Reports are reviewed weekly on-site and daily during rounds. It was reported that operator's conduct a daily review of continuous monitoring data and trends during the week, and within 72 hours over weekends.			

The Owner provided the Water Inspector with copies of the Log Books for Plantagenet Booster Station from December 22, 2021 to January 12, 2023 and for St. Isidore Water Tower from February 15, 2022 to January 17, 2023.

It was advised that the ORO and OIC review the log books, spreadsheets and quarterly reports, and log and track them through the DWQMS. It was advised that the operator records their trend reviews on the spreadsheet at the WTP ("St. Isidore overall graph" spreadsheet provided to the Water Inspector), on which they enter their initials. Operators record the chlorine residuals at the time they looked at it on the SCADA (online/live "real-time" data) on the spreadsheet and they also review the Daily Reports. It was advised and confirmed that the continuous monitoring test results are reviewed daily during the week and within 72 hours over the weekends.

It was noted that spreadsheet entries were made daily during the week for the inspection period, and included a daily review of trends during the week, and within 72 hours on weekends. It was confirmed that all continuous monitoring test results were examined by operators within 72 hours of the test. On August 18, 2022, operators noted in the Booster Station Log Book that the analyzer reading fluctuated up and down similar to when an analyzer is put in calibration mode. The operators weren't on-site and were unsure what caused that trending.

Question ID	MRDW1037001	Question Type	Legislative
<p>Question: Are all continuous monitoring equipment utilized for sampling and testing required by O. Reg. 170/03, or MDWL or DWWP or order, equipped with alarms or shut-off mechanisms that satisfy the standards described in Schedule 6?</p>			
<p>Legislative Requirement SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)1-4; SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)5-10; SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1.1);</p>			
<p>Observation</p>			
<p>All continuous monitoring equipment utilized for sampling and testing required by O. Reg. 170/03, or Municipal Drinking Water Licence or Drinking Water Works Permit or order, were equipped with alarms or shut-off mechanisms that satisfy the standards described in Schedule 6. The Table in Schedule 6 of O. Reg. 170/03 does not state a maximum alarm standard for chlorine residual in the distribution, but it does state the minimum alarm standard for free chlorine residual and total chlorine residual measured for the purpose of determining combined chlorine residual in a distribution sample is 0.25 mg/L.</p> <p>The continuous monitoring equipment at the Booster Pumping Station was equipped with the following alarm set points:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Total Chlorine Residual low-low level alarm of 0.90 mg/L, low alarm of 1.50 mg/L, high alarm of 2.65 mg/L and high-high alarm of 2.90 mg/L. - Free Chlorine Residual low-low alarm of 0.00 mg/L, low alarm of 0.01 mg/L, and high 			

alarm of 0.35 mg/L.

- Combined Chlorine Residual low-low level alarm of 0.55 mg/L, low alarm of 0.60 mg/L, high alarm of 2.90 mg/L and high-high alarm of 2.95 mg/L.

The continuous monitoring equipment at the Water Tower was equipped with the following alarm set points:

- Total Chlorine Residual low-low level alarm of 0.95 mg/L, low alarm of 1.00 mg/L, high alarm of 2.95 mg/L and high-high alarm of 3.00 mg/L.
- Free Chlorine Residual low-low alarm of 0.00 mg/L, low alarm of 0.01 mg/L, high alarm of 0.30 mg/L. high-high alarm of 2.51 mg/L.
- Combined Chlorine Residual low-low level alarm of 0.75 mg/L, low alarm of 0.80 mg/L, high alarm of 2.90 mg/L and high-high alarm of 2.95 mg/L.

It was reported that there are no interlocks that automatically shut-down the pumps when a critical alarm set point is reached. It was advised that operators can shut pumps down remotely. It was advised that the chemical metering pumps are not equipped with flow sensors. It was reported that the chemical metering pumps are equipped with an automatic switchover mechanism that activates if a pump fails, and the chemical metering pumps are flow paced.

It was advised that a record is made of the date, time, location, result of every test that causes an alarm. It was reported that alarms are logged by the SCADA system. Alarm history is stored on the SCADA computer. It was advised that the UPS for the SCADA system lasts 3 to 6 hours.

Alarms are also recorded in the log book for the facility. An automatic alarms auto dialer is installed at the facility. The process alarms, smoke detection and intrusion alarms are sent to the auto dialer. Then, a sequence of calling operator on duty "on-call" is initiated upon receipt of the alarm. Alarms are generated through the alarm dialer to Falcon Security and in turn to the on-call operator pager.

It was reported that alarms and the alarm dialer are not tested. It is recommended that critical alarms and the alarm dialer are tested on a regular basis to ensure they are functioning properly, and that a record is made of the alarm testing. This can be done by operators or it can be done annually by Capital Controls when the continuous analyzers are calibrated with the operator on-site.

Question ID	MRDW1040000	Question Type	Legislative
Question:			
Are all continuous analysers calibrated, maintained, and operated, in accordance with the manufacturer's instructions or the regulation?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)1-4; SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)5-10;		

<p>Observation</p> <p>All continuous analysers were calibrated, maintained, and operated, in accordance with the manufacturer's instructions or the regulation. It was reported that once a week operators cross reference the continuous chlorine residual analyzers' results with a portable handheld chlorine analyzer (DPD colorimeter), and operators will adjust the continuous analyzer if it is off by more than +/- 0.10 mg/L to 0.15 mg/L, and look for tendencies, if it is drifting for several weeks then the operator will calibrate it. A review of the Facility Log Books showed operators record bench test results and comments regarding calibration and adjustments to analyzers, such as "calibrated total chlorine analyzer from 2.50 to 2.60 mg/L". Operators also record maintenance on analyzers and monthly maintenance in the log books and chlorine analyzer verification checks on the excel spreadsheet.</p> <p>It was also advised that the DPD portable (hand-held) chlorine analyzers (colorimeters) are calibrated yearly by ClearTech.</p> <p>It was advised that the Owner and Operating Authority staff maintain a "Water Preventative Maintenance Checklist" with monthly maintenance activities and semi-annual maintenance activities for each facility. A copy of the Preventative Maintenance Plan 2022 was provided to the Water Inspector.</p> <p>The Certificates of Calibration prepared by ClearTech showed the DR300 colorimeter, Pocket Colorimeter II, and DR3900 Spectrophotometer were verified and/or calibrated following factory specifications and standards on February 11, 2022.</p> <p>The Certificate of Calibration (Verification/ Calibration Reports) prepared by Capital Controls showed the flow meters all passed the annual calibration on October 14, 2022.</p> <p>The continuous analyzers are visually checked daily, with the real-time chlorine residual result at the time the operator looked at it recorded on a spreadsheet.</p>

Question ID	MRDW1108001	Question Type	Legislative
Question:	Where continuous monitoring equipment used for the monitoring of free chlorine residual, total chlorine residual, combined chlorine residual or turbidity, required by O. Reg. 170/03, an Order, MDWL, or DWWP issued under Part V, SDWA, has triggered an alarm or an automatic shut-off, did a qualified person respond in a timely manner and take appropriate actions?		
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)1-4; SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)5-10; SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1.1);		
Observation	Where required continuous monitoring equipment used for the monitoring of chlorine residual and/or turbidity triggered an alarm or an automatic shut-off, a qualified person		

responded in a timely manner and took appropriate actions. Section 6-5 of Schedule 6 to O. Reg. 170/03 requires that continuous monitoring equipment be designed and operated in accordance with the standards described in subsection (1.1).

If the continuous monitoring equipment does not have a feature that ensures that no water is directed to users in the event of a prescribed alarm, then in the event of an alarm a qualified person must be promptly dispatched to the plant and must arrive as soon as possible.

It was reported that alarm response can be done both remotely and in person on-site. It was advised that if there is a low chlorine residual, the operator will arrive on-site to check the system.

Alarms and alarm response are recorded in the facility log books. Alarms are also recorded through the SCADA system.

A review of the facility log books for the inspection period indicated that alarms were responded to by a certified operator in an appropriate manner. It was noted that log entries provide the date and time of alarm response, the alarm condition/details, the actions taken to restore the alarm condition and operator initials. If it is a low chlorine alarm then operators conduct a bench test upon arrival and also sometimes additional bench tests prior to departure. It was explained that operators can remotely dial-in to the SCADA system to view alarms from home; and that alarms are dialed out through the alarm dialer to the security company and on to the on-call pager. Operators acknowledge the alarms.

The Owner provided the Water Inspector with a copy of their SOP Alarms Response Protocol. An on-call staff member from The Nation is designated each week on a rotating basis to respond to all alarms associated with various of the facilities operated by this group. An automatic alarms auto dialer is installed at the facility. The alarms are sent to the auto dialer. Then a sequence of calling operator on duty "on-call" is initiated upon receipt of the alarm. Weekly on-call rotation between personnel is initiated on Friday's during regular working hours 7:00 to 16:00. It is the incoming on-call operator's responsibility to notify Falcon Security in the change of on-call duty operator for the up coming week. For responding to Alarm Pages: The on call operator acknowledges the auto dialer. The operator can log on to the SCADA system to define the alarm and reset it at distance. The operator refers to the SOP specific operational procedure, it covers the critical alarm situations that can occurs at the facility. Should a page be received during regular working hours, the on-call operator should acknowledge the page as soon as possible. Response to and restore normal operations. Document the event in the appropriate log book. It was reported that operators respond to an alarm typically within 30 minutes.

A review of the log books showed alarms and alarm responses were documented, including high total chlorine alarm, low total chlorine alarm, communication fault and power outage.

Question ID	MRDW1033001	Question Type	Legislative
<p>Question: Is the secondary disinfectant residual measured as required for the large municipal residential distribution system?</p>			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 7-2 (3); SDWA O. Reg. 170/03 7-2 (4);		
<p>Observation</p>			
<p>The secondary disinfectant residual was measured as required for the large municipal residential distribution system. Subsection 7-2 (3) of Schedule 7 of O. Reg. 170/03 requires that the owner of a large municipal residential system that provides secondary disinfection and the operating authority for the system shall ensure that at least seven distribution samples are taken each week and are tested immediately for, free chlorine residual, or combined chlorine residual, if the system provides chloramination.</p> <p>Sampling should be conducted daily or on two different days of the week. For daily sampling, each sample must be collected from a separate location. For sampling on two days, there must be at least 48 hours between the last sample of one day and the first sample of the next sampling day. Four samples are to be taken one day and three on the other. All distribution residual measurement locations and sampling dates must be documented.</p> <p>When more than one sample is taken on the same day of the week, each sample must be taken from a different location. Secondary disinfection residual sampling and testing may also be performed by continuous monitoring equipment in accordance with Schedule 6 of O. Reg. 170/03. For a drinking water system using only chloramination for secondary disinfection, the measurement of total chlorine residual only would be adequate to represent the value of combined chlorine residual.</p> <p>Chlorine residuals are continuously monitored in the distribution system. Continuous online chlorine residual analyzers are located at the Plantagenet Booster Pumping Station and at the St. Isidore Water Tower, which continuously monitor the free, total and combined chlorine residuals. The SCADA system continuously monitors, trends and stores the free, total and combined chlorine residuals. The SCADA screen shows the real-time free, total and combined chlorine residuals at the Plantagenet Booster Pumping Station and at the St. Isidore Water Tower.</p> <p>Chlorine residuals are also monitored in the distribution system when conducting weekly microbiological sampling and during routine flushing twice a year, which includes dead ends. Operators test the chlorine residuals before and after flushing. The dead end flushing records for 2022 showed the total chlorine residual >0.50 mg/L.</p> <p>The facility log books and log sheets showed the bench test results for free and total chlorine residuals.</p>			

The monthly St. Isidore Readings and In House Lab Testing spreadsheet and the monthly Plantagenet Readings and In House Lab Testing spreadsheet record the weekly bench test results and on-line test results for free chlorine residual and total chlorine residual, along with the date. The Daily Reports for the Plantagenet Booster Station and the Water Tower show the daily minimum, maximum and average results for the free, total and combined chlorine residuals. The continuous chlorine residual results at the time the operator reviewed them (real-time data) are entered into an excel spreadsheet. The records showed that the secondary disinfectant residual was measured continuously, with the exception of one communication event from January 5-7, 2023 due to freezing rain, during which the chlorine residuals were tested daily. One of the communication issues was between the Water Tower in St. Isidore and the Plantagenet Booster Station. Operators were able to see the Plantagenet Booster Station, but not the St-Isidore Water Tower. The communication towers could not transmit data due to the freezing rain accumulation on them. An operator was reading and recording the chlorine residual result every hour. The affected area was the St-Isidore Water Tower. Operators could see the chlorine levels in Plantagenet at the Booster Station, but there was no communication to the Water Tower in St-Isidore. St-Isidore only has chlorine analyzers, no treatment. The Owner requested permission from the MECP to sample every day instead of every hour for St-Isidore Water Tower. The Owner would shut the booster pumps at the Plantagenet Booster Station when no operators are on-site.

Question ID	MRDW1099001	Question Type	Information
Question:			
Do records show that all water sample results taken during the inspection review period did not exceed the values of tables 1, 2 and 3 of the Ontario Drinking Water Quality Standards (O. Reg. 169/03)?			
Legislative Requirement	Not Applicable		
Observation			
Records showed that all water sample results taken during the inspection review period did not exceed the values of tables 1, 2 and 3 of the Ontario Drinking Water Quality Standards (O. Reg. 169/03).			

Question ID	MRDW1081001	Question Type	Legislative
Question:			
For LMR systems, are all microbiological water quality monitoring requirements for distribution samples being met?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 10-2 (1); SDWA O. Reg. 170/03 10-2 (2); SDWA O. Reg. 170/03 10-2 (3);		
Observation			

All microbiological water quality monitoring requirements prescribed by legislation for distribution samples in a large municipal residential system were being met. The St. Isidore DS is categorized as a large municipal residential DWS. Therefore, under Section 10-2 of Schedule 10 to O. Reg. 170/03, the Owner shall ensure that at least eight distribution samples, plus one additional distribution sample for every 1,000 people served by the system, are to be taken every month, with at least one of the samples being taken in each week. Each of the samples taken is to be tested for Escherichia coli (E. coli); and Total Coliforms. At least 25 per cent of the samples taken are to be tested for general bacteria population expressed as colony counts on a heterotrophic plate count (HPC).

It was reported that the St. Isidore DS consists of approximately 307 service connections and services a population of 1,000. Therefore, at least nine (9) distribution samples are to be taken every month, with at least one of the samples being taken in each week.

A review of the records for the period of December 29, 2021 to December 29, 2022, confirmed that three (3) distribution samples were taken each week and at least nine (9) distribution samples were taken each month, with monthly distribution sampling ranging from 12 to 15 samples per month, and tested for E. coli and Total Coliforms, and one of three samples a week tested for HPC. All three weekly distribution samples were also tested for Background counts.

The results show the distribution system absent of E. coli and Total Coliforms (0 cfu/100 mL). The results for HPC in the distribution system ranged from <2 cfu/mL to 8 cfu/mL. Background counts were all 0 cfu/100 mL. The Owner sends the drinking water samples to Caduceon Environmental Laboratories in Ottawa for testing.

The Owner creates a Sampling Schedule for each year. In 2022, the sampling day was Thursday and in 2023, the sampling day is Tuesday.

Question ID	MRDW1096001	Question Type	Legislative
<p>Question: Do records confirm that chlorine residual tests are being conducted at the same time and at the same location that microbiological samples are obtained?</p>			
<p>Legislative Requirement SDWA O. Reg. 170/03 6-3 (1);</p>			
<p>Observation</p>			
<p>Records confirmed that chlorine residual tests were being conducted at the same time and at the same location that microbiological samples were obtained. The Chain of Custodies record the date, time, location, free and total chlorine residual results and name of person who took the sample and performed the test as required by Schedule 6 of O. Reg. 170/03.</p> <p>The free chlorine residual and total chlorine residual are tested at the same time and at the same location that microbiological samples are obtained. A review of the chain of custody</p>			

records from December 29, 2021 to December 29, 2022, showed that the total chlorine residual ranged from 0.53 mg/L to 2.28 mg/L; and the combined chlorine residual ranged from 0.47 mg/L to 2.18 mg/L.

Note: The 2022 Annual Report states that combined chlorine residual grab ranged from 1.26 mg/L to 2.84 mg/L. However, the Chain of Custody records showed that the chlorine residual tested at the same time as microbiological samples were taken ranged from 0.47 mg/L (December 1, 2022 – total chlorine 0.53 – free chlorine 0.06). It was reported that the Owner only included their printed reports from each day in the Annual Report, as they take into consideration the minimum and maximum for each analyzer throughout the day. The bench tests were not calculated for those entries. It is recommended that the Owner include the chlorine residuals tested at the same time as microbiological samples were taken in the Annual Reports as these are tests required to be performed by O. Reg. 170/03.

Question ID	MRDW1086001	Question Type	Legislative
<p>Question: Are all haloacetic acid water quality monitoring requirements prescribed by legislation conducted within the required frequency and at the required location?</p>			
<p>Legislative Requirement SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (1); SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (2); SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (3); SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (4); SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (5); SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (6);</p>			
<p>Observation</p>			
<p>All haloacetic acid water quality monitoring requirements prescribed by legislation were conducted within the required frequency and at the required location. Subsection 13-6.1(1) of Schedule 13 to O. Reg. 170/03 requires that the owner and operating authority of a drinking water system that provides chlorination or chloramination shall ensure that at least one distribution sample is taken in each calendar quarter, from a point in the drinking water systems distribution system, or plumbing that is connected to the drinking water system, that is likely to have an elevated potential for the formation of haloacetic acids and is tested for haloacetic acids (HAA).</p> <p>The test results were reviewed for the inspection period. The results showed that distribution samples were taken from the distribution system and tested once every 3 months for total HAA on the following dates with the following test results:</p> <ul style="list-style-type: none"> - January 27, 2022 with HAA result of 38.4 ug/L. - April 14, 2022 with HAA result of 35.2 ug/L; - July 28, 2022 with HAA result of 48.8 ug/L; - October 13, 2022 with HAA result of 46 ug/L; and, - January 17, 2023 with HAA result of 37.4 ug/L. <p>The Ontario Drinking Water Quality Standard of 80 ug/L is expressed as a Running Annual</p>			

Average (RAA), where the RAA is defined as the average for quarterly HAA results for a drinking water system. For 2022, the RAA for HAA was 42.1 ug/L or 0.0421 mg/L, which is more than one-half of the standard.

For the inspection period, the RAA for HAA was 41.85 ug/L or 0.04185 mg/L, which is more than one-half of the standard.

Question ID	MRDW1087001	Question Type	Legislative
Question:			
Have all trihalomethane water quality monitoring requirements prescribed by legislation been conducted within the required frequency and at the required location?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 13-6 (1); SDWA O. Reg. 170/03 13-6 (2); SDWA O. Reg. 170/03 13-6 (3); SDWA O. Reg. 170/03 13-6 (4); SDWA O. Reg. 170/03 13-6 (5); SDWA O. Reg. 170/03 13-6 (6);		
Observation			
<p>All trihalomethane water quality monitoring requirements prescribed by legislation were conducted within the required frequency and at the required location. Section 13-6 (1) of Schedule 13 to O. Reg. 170/03 requires that the owner and operating authority of a drinking water system that provides chlorination or chloramination to ensure that at least one distribution sample is taken in each calendar quarter, from a point in the drinking water system's distribution system, or plumbing that is connected to the drinking water system, that is likely to have an elevated potential for the formation of trihalomethanes and that each sample is tested for trihalomethanes.</p> <p>The test results were reviewed for the inspection period. The results showed that distribution samples were taken from the distribution system and tested once every 3 months for Total Trihalomethanes (THM) on the following dates with the following test results respectively:</p> <ul style="list-style-type: none"> - January 27, 2022 with THM result of 41 ug/L. - April 14, 2022 with THM result of 44 ug/L; - July 28, 2022 with THM result of 66 ug/L; - October 13, 2022 with THM result of 47 ug/L; and. - January 17, 2023 with THM result of 40 ug/L. <p>For 2022, the running annual average (RAA) for Total THM was 49.5 ug/L (0.0495 mg/L), and for the inspection period the RAA for Total THM was 49.25 ug/L (0.04925 mg/L), which are all below the Ontario Drinking Water Quality Standard of 100 ug/L (0.100 mg/L).</p>			

Question ID	MRDW1101001	Question Type	Legislative
--------------------	-------------	----------------------	-------------

Question:	
For LMR Systems, have corrective actions (as per Schedule 17 of O. Reg. 170/03) been taken to address adverse conditions, including any other steps as directed by the Medical Officer of Health?	
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 17-1; SDWA O. Reg. 170/03 17-10 (1); SDWA O. Reg. 170/03 17-11; SDWA O. Reg. 170/03 17-12; SDWA O. Reg. 170/03 17-13; SDWA O. Reg. 170/03 17-14; SDWA O. Reg. 170/03 17-2; SDWA O. Reg. 170/03 17-3; SDWA O. Reg. 170/03 17-4; SDWA O. Reg. 170/03 17-5; SDWA O. Reg. 170/03 17-6; SDWA O. Reg. 170/03 17-9;
Observation	
Corrective actions (as per Schedule 17), including any other steps that were directed by the Medical Officer of Health, had been taken to address adverse conditions.	

Question ID	MRDW1104000	Question Type	Legislative
Question:			
Were all required verbal notifications of adverse water quality incidents immediately provided as per O. Reg. 170/03 16-6?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 16-6 (1); SDWA O. Reg. 170/03 16-6 (2); SDWA O. Reg. 170/03 16-6 (3); SDWA O. Reg. 170/03 16-6 (3.1); SDWA O. Reg. 170/03 16-6 (3.2); SDWA O. Reg. 170/03 16-6 (4); SDWA O. Reg. 170/03 16-6 (5); SDWA O. Reg. 170/03 16-6 (6);		
Observation			
All required notifications of adverse water quality incidents were immediately provided as per O. Reg. 170/03 16-6.			

Question ID	MRDW1059000	Question Type	Legislative
Question:			
Do the operations and maintenance manuals contain plans, drawings and process descriptions sufficient for the safe and efficient operation of the system?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 128/04 28;		
Observation			
The operations and maintenance manuals contained plans, drawings and process descriptions sufficient for the safe and efficient operation of the system. Operations and maintenance manual(s) for the DS were reviewed and found to be in order, containing			

plans and detailed process descriptions. The manuals are kept at the DS and are readily available to all DS staff.

It was previously advised that there is also a binder which contains abbreviated (condensed) operations and maintenance manuals, and that there is also the full technical series of operations and maintenance manuals and binders on-site.

Standard Operating Procedures (SOPs) and facility contingency/emergency plans were reviewed in electronic format, but hard copies are available on-site.

It was advised that the current MDWL and DWWP are available on-site and on the municipal server.

Question ID	MRDW1060000	Question Type	Legislative
<p>Question: Do the operations and maintenance manuals meet the requirements of the DWWP and MDWL issued under Part V of the SDWA?</p>			
Legislative Requirement	SDWA 31 (1);		
<p>Observation</p>			
<p>The operations and maintenance manuals met the requirements of the Drinking Water Works Permit and Municipal Drinking Water Licence issued under Part V of the SDWA.</p>			
<p>The manuals are readily available to St. Isidore DS staff. The operation and maintenance manuals and the emergency/ contingency plans are reviewed on an annual schedule and are updated if needed.</p>			
<p>Condition 16.1 of MDWL Number 179-101 states that an up-to-date operations and maintenance manual or manuals shall be maintained and applicable parts of the manual or manuals shall be made available for reference by all persons responsible for all or part of the operation or maintenance of the drinking water system.</p>			
<p>Condition 16.2 of the MDWL states the operations and maintenance manual or manuals shall include at a minimum:</p>			
<p>16.2.1 The requirements of this licence and associated procedures;</p>			
<p>16.2.2 The requirements of the drinking water works permit for the drinking water system;</p>			
<p>16.2.3 A description of the processes used to achieve secondary disinfection within the drinking water system.</p>			
<p>16.2.4 Procedures for monitoring and recording the in-process parameters necessary for the control of any treatment subsystem and for assessing the performance of the drinking water system;</p>			
<p>16.2.5 Procedures for the operation and maintenance of monitoring equipment;</p>			
<p>16.2.6 Contingency plans and procedures for the provision of adequate equipment and</p>			

material to deal with emergencies, upset conditions and equipment breakdown;
16.2.7 Procedures for dealing with complaints related to the drinking water system, including the recording of the nature of the complaint and any investigation and corrective action taken in respect of the complaint.

The following information is to be included as a minimum with regards to the contents of the Operations and Maintenance Manual: Distribution systems procedures addressing valve exercising, hydrant maintenance, storage tank maintenance, monitoring for chlorine, nitrification, etc. It was identified that the manual now includes a procedure for valve exercising and hydrant maintenance SOP 053 Operations on the Distribution system (Valve, Hydrant).

The Owner's Operational Plan is reviewed annually. The Operational Plan includes Essential Supplies and Services. It was advised that operators review the DWQMS and SOPs every 2 to 3 months.

The Owner's "WATER PREVENTATIVE MAINTENANCE CHECKLIST" is used to record preventative maintenance activities for the drinking water system and includes monthly maintenance for the Booster Station (Generator, Free and Total Chlorine Analyzers) and Water Tower (Free and Total Chlorine Analyzers). The Water Maintenance records also showed six months maintenance activities for the Booster Station, including manipulate all valves once a year. The Owner also maintains separate records/reports for valve and hydrant maintenance and inspection activities. The maintenance program for fire hydrant inspection and the distribution valve operation is part of the maintenance board at the Limoges DWS. Fire hydrant inspection is performed every year and valve manipulation performed every 2 years. However it was reported during the inspection that all valves will be operated annually from now on.

The Owner provided the Water Inspector with the Standard Operating Procedures (SOPs) including the following: Adverse Water Quality; Water Main Break; Community Complaint; Shutdown of Water Feed (before Plantagenet Clearwell (St. Isidore)); Intrusion/Vandalism; Alarm Response Protocol; Chemical Feed Pump Failure; Chlorine Analyzer Failure; Chlorine Analyzer Alarm; Power Failure; PLC Failure; Procedure for Water Tower Bypass (out of service for maintenance, draining and cleaning); Low Free Chlorine (Clearwell); Chemical Pumps at Booster Station for low combined chlorine; Legibility of Records; Loss of Communication; OIC Designation; Booster Pump Failure; Disinfecting of Water Mains; and Disinfecting of Water Storage Facilities.

It was advised that there were no complaints received during the inspection period. The Owner's Complaint Report documents who the complaint was received from, complaint info, municipality info - who took the call, date, transferred to, date, supervisor advised, action taken, closed date and signature.

The Owner provided the Water Inspector with a copy of their Watermain Break Report, which meets the requirements of the MECP's Watermain Disinfection Procedure.

Question ID	MRDW1061001	Question Type	Legislative
Question:			
Are logbooks properly maintained and contain the required information?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 128/04 27 (1); SDWA O. Reg. 128/04 27 (2); SDWA O. Reg. 128/04 27 (3); SDWA O. Reg. 128/04 27 (4); SDWA O. Reg. 128/04 27 (5); SDWA O. Reg. 128/04 27 (6); SDWA O. Reg. 128/04 27 (7);		
Observation			
<p>Logbooks were properly maintained and contained the required information. Section 27 of O. Reg. 128/04 requires that an operator-in-charge or a person authorized by an operator-in-charge shall record the following information in the logs or other record keeping mechanisms in respect of each operating shift:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. The date, the time of day the shift began and ended and the number or designation of the shift. 2. The names of all operators on duty during the shift. 3. Any departures from normal operating procedures that occurred during the shift and the time they occurred. 4. Any special instructions that were given during the shift to depart from normal operating procedures and the person who gave the instructions. 5. Any unusual or abnormal conditions that were observed in the subsystem during the shift, any action that was taken and any conclusions drawn from the observations. 6. Any equipment that was taken out of service or ceased to operate during the shift and any action taken to maintain or repair equipment during the shift. <p>Flows, levels, pressure, pump hours, generator hours, and online continuous chlorine residuals are entered into an excel spreadsheet and the readings and in-house lab testing and laboratory analysis information are also entered into spreadsheets. It was advised that daily checks by certified operators are recorded on the excel spreadsheets and weekly checks by certified operators are recorded in the log books.</p> <p>The Log Book from the Plantagenet Booster Pump Station was reviewed for the period of December 22, 2021 to January 12, 2023; and the Log Book for the St. Isidore Water Tower was reviewed for the period of February 15, 2022 to January 17, 2023. A review of the bound Log Books with numbered pages found the Date; Name; OIC initials; ORO; On Site In and Out Times; Time of Entry; Details & Comments; and Operator Initials. Details concerning unusual conditions, or abnormal observations, actions taken to investigate and correct unusual conditions/abnormal observations, and departures from normal operating procedures are recorded. The review also found entries are made chronologically. Details & Comments included weekly and monthly rounds; bench tests; maintenance on analyzers; calibrated and adjusted analyzers; monthly maintenance; bacti sampling; quarterly sampling; alarm response; calibration of analyzers and analyzer adjustments (based on bench tests); on-site for visual inspections; flushing hydrants; valve manipulation; addition of chemicals; hydrant inspections; and installation/replacement of equipment. The result of</p>			

the bench test for total chlorine on January 4, 2023 was missing in the St. Isidore Water Tower Log Book.

Entries were made one to three times per week.

It was noted that on-site in and out times are recorded in the log books. It was advised that regular hours are 7am-4pm Monday to Friday and on-call after hours and on weekends. It was advised that the operators all meet at the same location every morning at 6:45am and then they leave doing different operator tasks. It was also noted that the names of operators on duty during the shift is not recorded in the log books. The operator on duty is listed on the "on calls calendar", making them the person on call for that week. The on call operator is responsible to respond to any alarms. Note that time sheets can be considered as logs of all operators on duty for any given time period. The operator's performing activities and making entries are identified in the log books.

Question ID	MRDW1062001	Question Type	Legislative
Question:			
Do records or other record keeping mechanisms confirm that operational testing not performed by continuous monitoring equipment is being done by a certified operator, water quality analyst, or person who meets the requirements of O. Reg. 170/03 7-5?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 7-5;		
Observation			
Records or other record keeping mechanisms confirmed that operational testing not performed by continuous monitoring equipment was being done by a certified operator, water quality analyst, or person who suffices the requirements of O. Reg. 170/03 7-5. The Water Inspector reviewed facility spreadsheets and log book entries for recording results of operational checks and testing and observed from the above noted records, the required testing was conducted by a certified operator employed by the Owner.			

Question ID	MRDW1071000	Question Type	BMP
Question:			
Has the owner provided security measures to protect components of the drinking water system?			
Legislative Requirement	Not Applicable		
Observation			
The owner had provided security measures to protect components of the drinking water system. It was reported that all components of the DS are completely fenced, covered, secure, and under lock and key at all times.			

It was advised that the Booster Pump Station and Water Tower are equipped with the following security measures: locked entrance doors; security lighting; security fencing surrounding the perimeter complete with locked access gates and the fence for the water tower is equipped with barbed wiring; signage warning of no trespassing; the buildings/entrances are equipped with intrusion alarms; and there are security cameras installed at the Booster Station and at the Water Tower.

Operators visit each site once a week and dial in to the SCADA system to review trends and operations on a daily basis.

Regarding cyber security provisions, the radio frequency is under the Owner's name and locked; all data is backed up and secured; only the municipal server is connected to the internet; operators have to be on site to make changes through the SCADA system (connected using radio frequency); and operators can dial in remotely to view the SCADA system using the internet.

There have been no reports of vandalism or intrusion in the drinking water system.

In addition, on August 18, 2022 operators noted that the analyzer reading fluctuated up and down similar to when an analyzer is put in calibration mode. The operators weren't on-site and were unsure what caused that trending. However, as the Owner is sharing this building with another operating authority, the Owner wanted to remove the potential for operational errors, and installed a password protected analyzer and installed a camera pointing on the Owner's analyzer and chemical dosing system to prevent any tampering.

Question ID	MRDW1073001	Question Type	Legislative
Question:			
Has the overall responsible operator been designated for all subsystems which comprise the drinking water system?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 128/04 23 (1);		
Observation			
The overall responsible operator had been designated for each subsystem.			
The St. Isidore Distribution System is classed as a Class 3 Water Distribution Subsystem.			
For the St. Isidore Distribution System, responsibility for the overall operation of the system must be placed with an operator who holds a Class 3 or higher WDS operator certificate. If the ORO is absent or unable to act, the owner or the ORO if the owner authorizes it, may designate an operator who holds a Class 2 WDS certificate or higher.			
Doug Renaud, Director of Water and Wastewater is designated as the overall responsible operator (ORO) for the St. Isidore DS. He holds a valid Class 3 Water Distribution			

Subsystem drinking water operator certificate. With the St. Isidore DS classified as a Class 3 WDS, only the designated ORO possesses an applicable certificate that is of the same class as the facility that they have responsibility for. All other operators hold valid Class 1 or Class 2 WDS drinking water operator certificates, with one operator also holding a valid Class 3 Water Treatment Subsystem operator certificate.

The Owner's Public Works Department - Water and Wastewater Report No. WS 02-2019 dated January 21, 2019 was prepared for the Designation of the Operators in Charge (OIC) and Overall Responsible Operator (ORO) of all water and wastewater systems, and lists the names of the Operators in Charge (OIC) and the Overall Responsible Operator (ORO) for both systems, water and wastewater. The report lists Doug Renaud as the ORO for the St. Isidore DWS. Council approved the WS-02-2019 Report recognizing all the operators mentioned in the report as Operators in Charge and Overall Responsible Operator in charge for the water system in Council Resolution No. 39-2019.

It was reported that the designated ORO was not absent or unable to act during the inspection period. The Backup/Alternate ORO is the Water and Wastewater Manager/ Operator In Charge who holds a valid Class 2 WDS operator certificate and a valid Class 3 WTS operator certificate. If the ORO designated is absent or unable to act, the owner or operating authority or, if the owner or operating authority authorizes it, the ORO may designate an operator who holds a certificate that is applicable to that type of subsystem and, if applicable, that is not more than one class lower than the class of the subsystem to act in the place of the overall responsible operator. In the case of St. Isidore DS, responsibility for the overall operation of the Class 3 distribution subsystem may be delegated to an operator who holds a Class 2 distribution subsystem operator's certificate. This shall not be relied on by the owner or operating authority of a municipal residential subsystem for more than 150 days in any 12-month period (O. Reg. 128/04, s. 23 (6)).

The ORO is identified in the log books. It was reported that the ORO will be absent in February 2023 and that the Water & Wastewater Manager will be ORO in his place.

An On-Call Schedule/Calendar is made out for the calendar year, which identifies which operator is on-call each week from Friday to Friday.

Question ID	MRDW1074001	Question Type	Legislative
Question: Have operators-in-charge been designated for all subsystems for which comprise the drinking water system?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 128/04 25 (1);		
Observation			
Operators-in-charge had been designated for all subsystems which comprise the drinking water system. The Owner's Public Works Department - Water and Wastewater Report No.			

WS 02-2019 dated January 21, 2019 prepared for the Designation for the Operator in Charge (OIC) and Overall Responsible Operator (ORO) of all water and wastewater systems states that they have an on-call operator at all times for emergencies; and the possibility of having several operators in charge is necessary otherwise the on-call operator must, at all times, communicate with his supervisor. The report lists the names of the Operators in Charge (OIC) for the water system. It lists four (4) operators for the OIC for Water. Council approved the WS-02-2019 Report recognizing all the operators mentioned in the report as Operator in Charge for the water system in Council Resolution No. 39-2019.

Standard Operating Procedure (SOP) 049 - OIC Designation states that the Senior Operator or ORO designates the OIC prior to each shift, designated OIC is written in the log books and on boards at Innovation Garage and at the WTP. SOP 049A - OIC Designation states all the undersigned operators below acknowledged that they have attended the discussion of the SOP 049, presented by the Director of Water and Wastewater on Tuesday, February 19th, 2019 at the municipal garage of Limoges.

It was reported that all operators can act as the OIC and the operators are the OIC when they're on call.

It was observed that the OIC is identified in the log books.

Question ID	MRDW1075001	Question Type	Legislative
Question: Do all operators possess the required certification?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 128/04 22;		
Observation			
All operators possessed the required certification. Photos of the operator certificates for the operators working in the subsystem were provided to the Water Inspector and showed that every operator employed in the subsystem holds a valid operator certificate.			

Question ID	MRDW1076001	Question Type	Legislative
Question: Do only certified operators make adjustments to the treatment equipment?			
Legislative Requirement	SDWA O. Reg. 170/03 1-2 (2);		
Observation			
Only certified operators made adjustments to the treatment equipment. It was reported that the SCADA system was re-done by Capital Controls to make it easier for the operators to adjust the chemical dosages. Now the system varies by its own depending on the amount			

of chlorine entering the clearwell. The pumps are working with a PID, which means that the 4-20mva signal is fluctuating to maintain the level of chlorine set in the program. The level set to exit the Booster Station is 2.25 mg/L of combined chlorine. The operators don't need to adjust the chemical pumps. There are no measurements on the chemical solution tanks because they barely use that system, and when the system is not in use, there are no chemicals.

A review of the log books conducted by the Water Inspector for the Inspection Period indicate that only certified operators made adjustments to the treatment equipment. It was explained that operators will contact the ORO or OIC when making adjustments to the treatment equipment and these adjustments are recorded in the log books, and a record of this communication is made in the log books.

It was reported that the ORO occasionally reviews the log books, and reviews all info on the Owner's main drive weekly. The OIC performs regular (weekly) checks of the logs and SCADA system. It is also logged and tracked through the Owner's DWQMS. However, it was advised that the ORO and OIC do not record their review of the log books/ logs.

Question ID	MRDW1115001	Question Type	Legislative
Question:			
Were the inspection questions sufficient to address other non-compliance items identified during the inspection period?			
Legislative Requirement	Not Applicable		
Observation			
The following instance(s) of non-compliance were also noted during the inspection:			
<p>1. ACTIONS REQUIRED:</p> <p>By no later than April 17, 2023, provide to the signed Provincial Officer with a written action plan to ensure that the Summary Report lists all of the non-compliance with regulatory requirements identified in the MECP Inspection Reports.</p> <p>Subsection 22-2 (1) of Schedule 22 to O. Reg. 170/03 requires that the owner of a drinking water system shall ensure that, not later than March 31 of each year, a report is prepared in accordance with subsections (2) and (3) for the preceding calendar year and is given to,</p> <p>(a) in the case of a drinking water system owned by a municipality, the members of the municipal council. The report must,</p> <p>(a) list the requirements of the Act, the regulations, the system's approval and any order that the system failed to meet at any time during the period covered by the report and specify the duration of the failure; and,</p> <p>(b) for each failure referred to in clause (a), describe the measures that were taken to correct the failure.</p>			

All of the non-compliance with regulatory requirements identified in the MECP Inspection Reports are to be included in the Summary Reports. The Owner's St. Isidore Annual Report 2022 did not list the non-compliance issues cited in the 2021-2022 MECP Inspection Report. It is recommended that the Owner remove the reference to operating under CofA # from the Annual Reports, and reference the DWWP and MDWL.

Question ID	MRDW1116001	Question Type	BMP
Question:			
Were the inspection questions sufficient to address other identified best practice issues?			
Legislative Requirement	Not Applicable		
Observation			
The following issues were also noted during the inspection:			
<p>1. The Owner does not have an SOP for the calibration/verification and adjustment of the continuous chlorine residual analyzers.</p> <p>RECOMMENDATION: It is recommended that the Owner develop and implement an SOP for the calibration/ verification and adjustment of the continuous chlorine residual analyzers which includes the frequency of verification checks and triggers for the analyzer adjustment. Note that verification checks are to be carried out at a frequency necessary to ensure the accuracy of the on-line continuous analyzer and, when necessary, the adjustments were made to the on-line monitoring equipment as a result of verification checks. Analyzers should be calibrated, verified and maintained in accordance with the manufacturer's instructions (and range of accuracy, or as prescribed by O. Reg. 170/03).</p> <p>2. There are no certified operator initials, name or signature on the Owner's Connection Report - Water/Sewer Service Record completed on July 27, 2022.</p> <p>RECOMMENDATION: It is recommended that the certified operator(s) initial or sign the Connection Report - Water/Sewer Service Record confirming who was on-site for the work completed, including confirmation that chlorine was used for the service connection.</p> <p>3. It was reported that the ORO occasionally reviews the log books, and reviews all info on the Owner's main drive weekly. The OIC performs regular (weekly) checks of the logs and SCADA system. It is also logged and tracked through the Owner's DWQMS. However, it was advised that the ORO and OIC do not record their review of the log books/ logs.</p> <p>RECOMMENDATION: It is recommended that the ORO and OIC document their review of the logs/log books.</p>			

4. Form 2 was provided for the addition of a new free and total chlorine residual analyzer at the Plantagenet Booster Pump Station, dated December 1, 2022. DWWP #179-201 lists the monitoring equipment description for the Plantagenet Booster Pump Station as: Two (2) automatic analysers: one to continuously monitor the finished water free chlorine residual and one to continuously monitor the finished water total chlorine residual. Following the inspection it was advised that the new influent analyzer was installed and commissioned /calibrated to be used for in-house purposes only for now. It was reported that the chlorine analyzer is not registering or linked anywhere it is neither producing any alarms, nor even linked to the SCADA system. It was advised that the Director Notification Form will be prepared and sent within the 30 days once put into service. The reason is that the Owner is in the process of updating and changing their SCADA software at the end of 2023. After the upgrade (SCADA), the Owner will put the Influent analyzer on-line (into service).

RECOMMENDATION:

The Owner shall ensure that the Director Notification Form is completed/signed and submitted to the ministry within thirty (30) days of the placing into service the Owner's influent chlorine residual analyzer in accordance with Condition 2.4 of DWWP #179-201.

5. It was reported that the Owner only included their printed reports from each day in the Annual Report, as they take into consideration the minimum and maximum for each chlorine analyzer throughout the day.

RECOMMENDATION:

The Owner shall include the chlorine residual results tested at the same time as microbiological samples are taken in the Annual Reports as these are tests required by O. Reg. 170/03.

6. It was reported that the Owner does not have a formal leak detection program in place. It was advised that the system is still recent and small. The operators know the system flows and if the flows (L/sec) are higher than usual, it usually means there is a watermain break. The operators will then drive around until they find it. The Owner has never camera inspected the watermains.

RECOMMENDATION:

It is recommended that the Owner establish a formal leak detection and minimization program.

7. It was reported that alarms are not tested and the alarm dialer is not tested.

RECOMMENDATION:

It is recommended that critical alarms and the alarm dialer are tested on a regular basis to ensure they are functioning properly, and that a record is made of this testing. This can be done by operators or it can be done annually by Capital Controls when the continuous analyzers are calibrated with the operator on-site.

8. The result of the bench test for total chlorine on January 4, 2023 was missing in the St.

Isidore Water Tower Log Book.

RECOMMENDATION:

It is recommended that the operators ensure that all bench test results are recorded in the log books.

Question ID	MRDW1117001	Question Type	Information
Question:			
Are there any other DWS related items that should be recognized in this report?			
Legislative Requirement	Not Applicable		
Observation			
<p>The following items are noted as being relevant to the Drinking Water System: The water agreement between The Nation and the Township of Alfred and Plantagenet is for a full build out; however the system is only currently operating at 208 m3/day out of a capacity of 1277 m3/day.</p> <p>It was reported that the SCADA System Upgrade Phase 1 is planned for 2023 and that the SCADA system is to be replaced with a newer version.</p>			

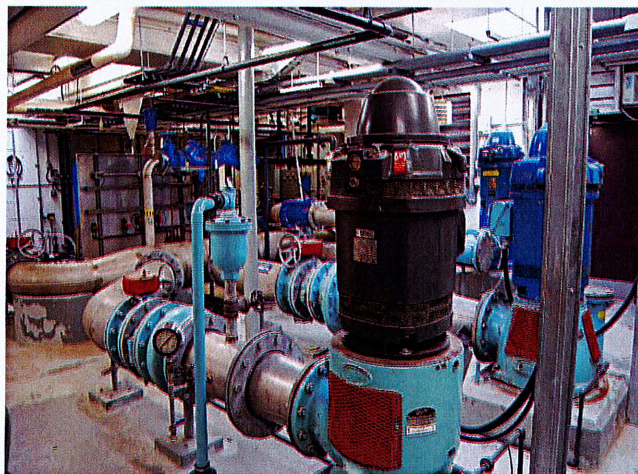
APPENDIX A
STAKEHOLDER SUPPORT

Key Reference and Guidance Material for Municipal Residential Drinking Water Systems

Many useful materials are available to help you operate your drinking water system. Below is a list of key materials owners and operators of municipal residential drinking water systems frequently use.

To access these materials online click on their titles in the table below or use your web browser to search for their titles. Contact the Ministry if you need assistance or have questions at 1-866-793-2588 or waterforms@ontario.ca.

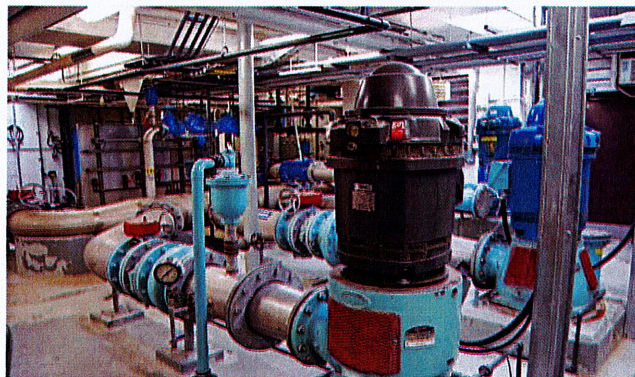
For more information on Ontario's drinking water visit www.ontario.ca/drinkingwater



PUBLICATION TITLE	PUBLICATION NUMBER
FORMS:	
Drinking Water System Profile Information	012-2149E
Laboratory Services Notification	012-2148E
Adverse Test Result Notification	012-4444E
Taking Care of Your Drinking Water: A Guide for Members of Municipal Councils	Website
Procedure for Disinfection of Drinking Water in Ontario	Website
Strategies for Minimizing the Disinfection Products Trihalomethanes and Haloacetic Acids	Website
Filtration Processes Technical Bulletin	Website
Ultraviolet Disinfection Technical Bulletin	Website
Guide for Applying for Drinking Water Works Permit Amendments, & License Amendments	Website
Certification Guide for Operators and Water Quality Analysts	Website
Guide to Drinking Water Operator Training Requirements	9802E
Community Sampling and Testing for Lead: Standard and Reduced Sampling and Eligibility for Exemption	Website
Drinking Water System Contact List	7128E01
Ontario's Drinking Water Quality Management Standard - Pocket Guide	Website
Watermain Disinfection Procedure	Website
List of Licensed Laboratories	Website

Principaux guides et documents de référence sur les réseaux résidentiels municipaux d'eau potable

De nombreux documents utiles peuvent vous aider à exploiter votre réseau d'eau potable. Vous trouverez ci-après une liste de documents que les propriétaires et exploitants de réseaux résidentiels municipaux d'eau potable utilisent fréquemment. Pour accéder à ces documents en ligne, cliquez sur leur titre dans le tableau ci-dessous ou faites une recherche à l'aide de votre navigateur Web. Communiquez avec le ministère au 1-866-793-2588, ou encore à waterforms@ontario.ca si vous avez des questions ou besoin d'aide.



Pour plus de renseignements sur l'eau potable en Ontario, consultez le site www.ontario.ca/eaupotable

TITRE DE LA PUBLICATION	NUMÉRO DE PUBLICATION
Renseignements sur le profil du réseau d'eau potable	012-2149F
Avis de demande de services de laboratoire	012-2148F
Avis de résultats d'analyse insatisfaisants et de règlement des problèmes	012-4444F
Prendre soin de votre eau potable - Un guide destiné aux membres des conseils municipaux	Site Web
Marche à suivre pour désinfecter l'eau potable en Ontario	Site Web
Stratégies pour minimiser les trihalométhanes et les acides haloacétiques de sous-produits de désinfection	Site Web
Filtration Processes Technical Bulletin (en anglais seulement)	Site Web
Ultraviolet Disinfection Technical Bulletin (en anglais seulement)	Site Web
Guide de présentation d'une demande de modification du permis d'aménagement de station de production d'eau potable	Site Web
Guide sur l'accréditation des exploitants de réseaux d'eau potable et des analystes de la qualité de l'eau de réseaux d'eau potable	Site Web
Guide sur les exigences relatives à la formation des exploitants de réseaux d'eau potable	9802F
Échantillonnage et analyse du plomb dans les collectivités : échantillonnage normalisé ou réduit et admissibilité à l'exemption	Site Web
Liste des personnes-ressources du réseau d'eau potable	Site Web
L'eau potable en Ontario - Norme de gestion de la qualité - Guide de poche	Site Web
Procédure de désinfection des conduites principales	Site Web
Laboratoires autorisés	Site Web

APPENDIX B

DWS COMPONENT INFORMATION REPORT

DWS Component Information Report for 260091026

as of 29-MAR-2023

Drinking Water System Profile Information

DWS # 260091026
MOE Assigned Name St. Isidore Distribution System
Category LMRS
Regulation O.REG 170/03
DWS Type Distribution System
Source Type Distribution
Address Village Of St-Isidore
Region Eastern Region
District Cornwall Area Office
Municipality The Nation
Public Health Unit Eastern Ontario Health Unit

LWIS Component Name	LWIS Component Type	LWIS Component Sub-Type	Component Address	Comments
Water Tower	Treated Water Poe		Lot: 5, Conc.: XVIII,	The elevated storage tank is an elevated steel tank on a concrete pedestal which contains a total of 950 cu. metres of which 533 cu. metres is for fire protection, 227 cu. metres is equalization and 190 cu. metres is for emergency purposes.
Booster Pump Station	Treated Water Poe	Booster Station	County Road No. 9, Lot: 6, Conc.: VI,	<p>The Plantagenet Booster Pump Building is located on a permanent easement owned by the Nation Municipality on the south side of the existing Plantagenet Water Treatment Plant. The site is located at the south side of the Village of Plantagenet on the west side of the South Nation River. It is equipped with two (2) vertical turbine pumps (Goulds) placed on a concrete platform. One pump (the second pump will be used as a standby) will be operated during non-peak demand hours in order to replenish the volume of water in the St. Isidore water storage reservoir consumed by the residents of the Village of St. Isidore during any given day. Each pump has a rated capacity of 20L/sec or 1,728 cu metres/day with a 20 kW and 30 HP sizing. The building is constructed over a new concrete clear well storage area of 84, 420 Litres, and also uses the existing Plantagenet Water Treatment Plant clearwell even though the remainder of the plant is decommissioned.</p> <p>An emergency diesel generator (125 kW) is located at the east side of the booster pump building and mounted on an exterior 3.0 m by 3.0 m concrete platform and encased with a steel "Sound Shield" enclosure.</p> <p>A chloramination system consisting of two Ammonia Sulphate Proportional Feed Metering pumps, (one duty, one standby) each rated at 7.5 L/hr and one plastic ammonia sulphate storage vessel and containment tank of 250 litres in capacity, dosing ammonium sulphate (as needed) into the transmission water main that flows to the St. Isidore elevated storage tower.</p> <p>One (1) flowmeter located in the transmission water main after the St. Isidore high lift pumps.</p> <p>And two (2) automatic analyzers: one to continuously monitor the finished water free chlorine residual and one to continuously monitor the finished total chlorine</p>

DWS Component Information Report for 260091026

as of 29-MAR-2023

LWIS Component Name	LWIS Component Type	LWIS Component Sub-Type	Component Address	Comments
				<p>residual.</p> <p>A multi-vent dust collector for the ammonium sulphate powder and a custom made puck dechlorinator unit to treat the analyzer waste water is also installed there and all necessary piping, appurtenances, instrumentation and controls.</p>
Distribution System				<p>Treated water is pumped from the Plantagenet Booster Pumping Station directly to the Village of St-Isidore's elevated water storage tower via a combination of 150 mm, 200 mm and 250 mm diameter PVC transmission pipes. The water is initially treated at the Lefaire WTP, with secondary disinfection by chloramination. Secondary disinfection by chloramination is then boosted as necessary at the Plantagenet Booster Pumping Station.</p> <p>The existing elevated water storage tanks are "floating" on the corresponding Alfred, Plantagenet and St-Isidore area water distribution systems, i.e. the pressure in the distribution mains will be maintained by the water level in each of the corresponding elevated water tanks (a pressure transducer is mounted on the riser pipe at the St-Isidore Water Tower).</p> <p>St-Isidore's distribution consists of PVC and Polyethylene pipes ranging in size for 25 mm service connections to 250 mm mains. Piping in the local distribution network consists largely of 150 mm, 200 mm and 250 diameter PVC pipes.</p> <p>The distribution system contains 44 hydrants (including 2 on the feeder main), 307 standard service connections, 50 gate valves, isolation and interconnection valves, blow-off points and drain valve chambers. There are 4,330 metres of 150 mm diameter pipe, 1,925 metres of 200 mm diameter pipe and 530 metres of 250 mm diameter pipe.</p> <p>A detailed analysis of the distribution network was completed in 1991 using the Micro Hardy Cross Model. Normal operating pressures without fire flows were found to be in the accepted operating range of 350 to 550 kilopascals (kPa). The model calculated maximum pressures as not exceeding 700 kPa under any condition. Under conditions of simultaneous maximum day and fire flow demands, pressure did not fall below 140 kPa. Pressure was calculated not to fall below 275 kPa during peak hour demand.</p> <p>Another hydraulic conditions analysis was completed by the Consulting Engineering firm for this project and is contained on f</p>
	Amanda Simard			

La municipalité de La/The Nation Municipality

Building Permit Statistics For the month of March

	2023	2022	2021	2020	2019
Agricultural - Accessory	\$1,400,300.00	\$1,400,300.00	\$490,000.00	\$0.00	\$0.00
Agricultural - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$500,000.00	\$0.00	\$0.00
Agricultural - New	\$0.00	\$0.00	\$1,600,000.00	\$0.00	\$1,200,000.00
Commerical - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$73,000.00	\$0.00	\$0.00
Commerical - New	\$500,000.00	\$500,000.00	\$625,000.00	\$0.00	\$0.00
Industrial - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Industrial - New	\$14,031,250.00	\$14,031,250.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Institutional - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$105,000.00
Miscellaneous	\$102,000.00	\$102,000.00	\$3,000.00	\$0.00	\$10,000.00
Residential - Accessory	\$214,500.00	\$214,500.00	\$970,000.00	\$0.00	\$20,000.00
Residential - Addition / Alterations	\$357,000.00	\$357,000.00	\$411,000.00	\$7,500.00	\$231,000.00
Residential - Dwelling Units	\$5,648,000.00	\$5,648,000.00	\$2,030,000.00	\$500,000.00	\$700,000.00
Total Construction Value	\$4,148,000.00	\$22,253,050.00	\$6,702,000.00	\$507,500.00	\$2,266,000.00
Total Number of Permits Issued	16	33	37	3	1
Total Dwelling Units Created	4	25	5	2	
Total Permit Fees Collected	\$15,823.13	\$128,662.38	\$39,309.29	\$3,734.38	\$17,785.90

La municipalité de La/The Nation Municipality

Building Permit Statistics Year to Date Report for March

	2023	2022	2021	2020	2019
Agricultural - Accessory	\$350,000.00	\$1,700,300.00	\$690,000.00	\$0.00	\$0.00
Agricultural - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$500,000.00	\$0.00	\$0.00
Agricultural - New	\$1,500,000.00	\$0.00	\$1,600,000.00	\$0.00	\$1,200,000.00
Commerical - Addition / Alterations	\$55,000.00	\$2,000.00	\$298,000.00	\$0.00	\$0.00
Commerical - New	\$0.00	\$700,000.00	\$2,425,000.00	\$350,000.00	\$240,000.00
Industrial - Addition / Alterations	\$150,000.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Industrial - New	\$0.00	\$14,031,250.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Institutional - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$105,000.00
Miscellaneous	\$5,000.00	\$104,000.00	\$3,000.00	\$15,000.00	\$20,000.00
Residential - Accessory	\$268,000.00	\$234,500.00	\$970,000.00	\$76,000.00	\$135,000.00
Residential - Addition / Alterations	\$555,000.00	\$357,000.00	\$411,000.00	\$109,500.00	\$231,000.00
Residential - Dwelling Units	\$2,035,000.00	\$6,168,000.00	\$4,809,000.00	\$2,000,000.00	\$1,030,000.00
Total Construction Value	\$4,918,000.00	\$23,297,050.00	\$11,706,000.00	\$2,550,500.00	\$2,961,000.00
Total Number of Permits Issued	25	40	51	16	23
Total Dwelling Units Created	7	32	15	14	5
Total Permit Fees Collected	\$58,047.73	\$146,481.66	\$81,750.40	\$25,192.93	\$24,715.91

Leroux Consultant

Eric Leroux

655, Rue Albert Plantagenet, Ontario K0B 1L0

Cell: (613) 223-9824

March 31st, 2023

File Reference 2023-0304

The Nation Municipality
3248 county Road 9
Fournier, Ontario
K0A 1G0

Attention : Ms. Joanne Bougie-Normand

RE : Drainage Superintendent Duties

Dear Ms. Bougie-Normand

Please find enclosed a brief description of work performed for the period between from March 1st to March 31st, 2023.

General Drainage concerns

- 1) We have prepared a special report for the Cross Creek / Prescott & Russell Recreational Trail emergency culvert replacement report including pictures of the work performed. This report was provided for the municipal council to view. I went to pick up the signs that were set to close the snow mobile trail during the work schedule as soon as the trail closure came to be.
- 2) We have assisted the finance department and clerk doing the research of engineer's report to provide detailed plans of the watershed assessed and work completed on the municipal drains in 2022 to send with the cost shares invoices to landowners showing where the work was done and details of how it is assessed cost, and the watershed limits. This could help to give details saving some calls from landowners not aware of their land being part of a municipal drain watershed.
- 3) We have done filing of documents from the past years into the digital files.
- 4) I have completed the maintenance grant application form, and sent it to the Treasurer to have it reviewed and signed to be able to complete the application online at Transfer Payment Ontario. Both the Drainage Superintendent and municipalities Treasurer as to sign off on the application to agree on the information on the form. This process as to be completed before April 31st of each year. The application was completed at the end of the month of March being over a month ahead of the deadline.

- 5) I attended the D.S.A.O. meeting where we had discussions in regards to provincial Bill 23 where a member of South Nation Conservation gave us information about Conservation Authority not being able to review and comment any development or construction for any municipality being set in the law itself. Municipalities will not be able to hire conservation authorities for this work. We had a presentation by a member Drainage engineer in regards to the Planning Act and how it affects municipal drains which shows the need for planners and Drainage Superintendent as to work together to find the bet avenue to have a sufficient outlet that will be looking at the structure in its entirety to make sure all landowners have a good working system, and not have parts with negative effects to some landowners.
- 6) We have reviewed land severances requests to provide the municipal planner with comments and recommendations to update schedule of assessments of existing engineer's reports to be able to save on engineering cost to land owners in the future as OMAFRA requires to have updated information prior to planning future maintenance to municipal drains. An update of the schedule can be done with no cost to owners if to have a written agreement of the cost shares for each divided parcel of land. We prepare agreements using the latest engineer's report cost shares to have realistic shares used in the future.
- 7) We worked with the clerk as we are preparing an onsite meeting with the landowners of the Ranger municipal drain in the Township of the Nation, affecting one landowner in the Township of Champlain, and the township of North Glengarry. The invitations where sent at the end of the month of March to all landowners of this municipal drain watershed. The onsite meeting will be held in the Township of the Nation in April to give information and gather concerns from owners in regards to this drain. This process has been initiated by the Township of the Nation were two culverts had to be replaced under an emergency designation by the OMAFRA Minister. The process under section 78(1) as to follow due process as the culverts had to be widened to meet the United-Counties By-law.
- 8) I went to the Ottawa Valley Farm show to tend the D.S.A.O. booth to represent our municipality. I always meet many owners from our area, and answer general drainage questions, or give details to landowners in regards to different drainage issues. It is a good way to reach out to landowners and give them information and education about procedures to have better watercourse structures by following mitigation measures under best management practices prescribed by the agencies and existing laws to reduce erosion causing less need for future maintenance.
- 9) I attended the South Nation Flood risk prediction online meeting held for municipal staff working in the field having received an invitation. We were given the water levels management and comparatives to other similar years as the winter precipitations received and weather predictions that are used to give out this springs flood risk predictions. The agencies that manage water ways as the St-Lawrence Seaway, the Ottawa River, the water basins control by electric dams, and the South Nation River are all working together to oversee the water levels, and weather patterns to come to a flood risk prediction for our area.

The consensus was that if the patterns continue as predicted, and the cool weather persist, it would be a low risk for flooding in our area, as the snow would melt relatively slow as the previous year, and the chances to get extended flood season is low.

- 10) A final revision of the Cobb's Lake Creek landowner's list was completed to prepare the envelopes with owners addresses to be given to the municipality of the City of Clarence-Rockland being the initiating municipality, to send the invitation for the meeting-to-consider the final draft of the engineer's report written and presented by the appointed drainage engineer's. The meeting will be organised by the City of Clarence-Rockland and held at the Bourget Community Centre near the end of the month of May. The initial engineer's report was passed by the municipality of Clarence-Rockland in the past (where the existing physical drain is), giving this municipality the authority to appoint a drainage engineer to draft a report to update the report. The reason for this appointment was to extend the jurisdiction of the drain not having a sufficient outlet anymore due to erosion and sediment accumulation in the downstream section of the Nation municipality. The Alfred-Plantagenet does not have a direct benefit of having the physical Cobb's Lake Creek municipal drain in its jurisdiction, but is part of the watershed as the Dickinson Creek natural water course which as a very large watershed connecting to the Cobb's Lake Creek to find it's outlet. The Dickinson Creek is a major part of the sediment accumulation from the connection to the downstream area towards the South Nation River causing water retention to the upstream section of the Cobb's Lake Creek. I attended a team meeting to discuss the meeting to consider planning stage with the municipal clerk and Public Works Manager as we are getting closer to presenting the final draft of the engineer's report to the municipal council and watershed landowners. We reviewed the engineer's report assessment schedule and sent some changes that needed to be updated to reflect some land severance completed since the last copy was sent to us. The engineer's had to divide cost for these severances to have the most updated version of the schedule possible to possibly get less appeals for this issue, and to make that new owners would receive the invitation and report to have the opportunity to appeal if they would consider it not to be accurate or fair. We have prepared the final mailing list and addresses stickers to prepare the envelopes to be sent. The engineer's had to send the final draft of the report to AODA/WCAG to be reviewed to meet all requirements as the municipality will send the document link to owners to be able to have the information online and meet standards for everyone to see or hear. We will also need to have some hard copies printed if owners do not have access to a computer, as the municipality has to do its due diligence to make sure all landowners within the watershed limits can get the complete information and an opportunity to appeal for technical or financial cost during the process. The meeting invitation should be sent at the end of the month of April or early May for the meeting that should be held in late May at the Bourget Community Centre.

- 11) I attended the webinar presented by the MECP agency, held to give us the excess soils regulations "low risk" section of the new laws coming in force. The D.S.A.O. as been sending feedback to OMAFRA and MECP in latest years to give concerns of costly measures that would have large costs and add delay to perform maintenance to municipal drains where the spoils are usually coming from close by land where minimal risks usually occur in fields where this work is completed. Our concerns seemed to have been heard, as municipal drains are mainly exempted from the regulated soil tests being a very low risk environment.
- 12) We have continued to convert hard copy files to digital files for the Caledonia old Township municipal drains.

Hoping the above is to your satisfaction, I remain.
Yours truly,

Eric Leroux

Eric Leroux
Leroux Consultant

ZONING BY-LAW NO. 67-2023

Amending Comprehensive Zoning By-Law 2-2006

Corporation of The Nation Municipality

Part of Lots 28 & 29, Concession 2, former Township of Cambridge,
now The Nation Municipality
Ladouceur Subdivision

prepared by

The Nation Municipality
958, Route 500 west
Casselman ON. K0A 1M0

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 67-2023

BEING A BY-LAW TO AMEND THE COMPREHENSIVE ZONING BY-LAW 2-2006, AS AMENDED;

WHEREAS By-Law 2-2006, the Comprehensive Zoning By-Law, regulates the use and erection of buildings and structures in The Nation Municipality;

WHEREAS an application has been received to change the zoning of a certain parcel of land in The Nation Municipality;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of The Nation Municipality considers it appropriate to amend the Zoning By-Law 2-2006, as described;

NOW THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

Section 1: The property described as Part of lots 28 & 29, Concession 2 in the former Township of Cambridge, now in The Nation Municipality, County of Russell, shown on Schedule "A", attached to and forming part of this By-Law, shall be the property affected by this By-Law.

Section 2: Schedule "A" of Zoning By-Law 2-2006 is hereby amended by changing from "Low Density Residential Zone – Holding (R1-H)", and "Rural Zone (RU)" to "Low Density Residential Zone (R1)", "Medium Density Residential Zone – (R2)", "High Density Residential Zone – Exception (R3-X33)" "High Density Residential Zone – Exception (R3-X34)" and "Rural Zone – Holding (RU-H) the symbol of the property indicated on the attached Schedule "A" hereto made fully part of this by-law.

Section 3: Subsection 5.5.4 of Zoning By-Law 2-2006 entitled "Exception Zones", is hereby amended by adding the following new paragraphs:

"5.5.4.33 R3-X33,

Notwithstanding Section 5.5, "High Density Residential Zone" of Zoning By-Law 2-2006, hereof to the contrary, on the land zoned R3-X33 the following provisions shall apply:

Permitted use only: -Row dwelling (4 units maximum per block)

Provisions:

Minimum lot area	115 m ² / per dwelling unit
Minimum lot frontage	6 m. / per dwelling unit
Front yard	7.5 metres
Rear yard	6 metres
Exterior Side Yard	4.5 metres
Interior Side Yard	1.2 metres
Max. Building height	10.6 metres
Max. Lot Coverage	45%
Driveway setback from side lot line	3 metres

Section 4: Subsection 5.5.4 of Zoning By-Law 2-2006 entitled "Exception Zones", is hereby amended by adding the following new paragraphs:

"5.5.4.34 R3-X34,

Notwithstanding Section 5.5, "High Density Residential Zone" of Zoning By-Law 2-2006, hereof to the contrary, on the land zoned R3-X34 the following provisions shall apply:

Permitted use only: Apartment dwelling.

Provisions:

Minimum lot area	115 m ² / per dwelling unit
Minimum lot frontage	30 metres
Front yard	7.5 metres
Rear yard	4.5 metres
Exterior Side Yard	4.5 metres
Interior Side Yard	1.2 metres
Max. Building height	13 metres
Max. Lot Coverage	55%
Driveway setback from side lot line	3 metres

Section 7: All provisions of By-Law 2-2006 shall continue to apply.

Section 8: Subject to the giving of notice of passing of this By-Law, in accordance with Section 34(18) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended, this By-Law shall come into force on the date of passing by the Council of the Corporation of The Nation Municipality where no notice of appeal or objection is received, pursuant to Section 34(21) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended.

**READ FIRST AND SECOND TIME
READ A THIRD TIME AND PASSED**

this 24th day of April 2023.
this 24th day of April 2023.

**Francis Briere
Mayor**

**Josée Brizard
Clerk**

SEAL

NOTE EXPLICATIVE

But et effet du Règlement # 67-2023

La propriété concernée par cette modification au règlement de zonage 2-2006 est décrite comme le lotissement Ladouceur.

La modification a pour but de permettre divers usages résidentiels à l'intérieur du lotissement et de rencontrer les conditions d'approbations du dossier de lotissement SUB-02-2021.

EXPLANATORY NOTE

Purpose and Effects of By-Law # 67-2023

The property affected by this amendment to Zoning By-Law 2-2006 is described as Ladouceur Subdivision.

The purpose of the amendment is to allow multiple residential uses within the Subdivision and to meet approval conditions for Subdivision file SUB-02-2021.



<p>Area(s) affected by this by-law</p> <p>Part of Lots 28 & 29, Concession 2 in the former Township of Cambridge, now The Nation Municipality.</p> <p>Certificate of Authenticity</p> <p>Schedule "A" to By-Law No. 67-2023</p> <p>_____ Francis Briere Mayor</p>	<p>This plan is Schedule "A" to Zoning By-Law 67-2023 passed the 24th day of April, 2023.</p> <p>Prepared by:</p> <p>The Nation Municipality 958, Route 500 west Casselman ON. K0A 1M0</p> <p>_____ Josée Brizard Clerk</p>
---	--

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-04-05 To 2023-04-25

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
13438	C	2023-04-25	102	CITE DE CLARENCE-ROCKLAND	\$490.42	O
13439	C	2023-04-25	221	LA CHAMBRE DE COMMERCE DE PRESCOTT-RUSSELL INC	\$141.25	O
13440	C	2023-04-25	227	LAFLECHE SALES AND SERVICE	\$790.87	O
13441	C	2023-04-25	290	MINISTER OF FINANCE	\$6,671.27	O
13442	C	2023-04-25	294	MINISTRY OF TRANSPORTATION	\$41.25	O
13443	C	2023-04-25	369	DELTA POWER EQUIPMENT	\$2,315.32	O
13444	C	2023-04-25	433	THE NATION MUNICIPALITY	\$12,891.15	O
13445	C	2023-04-25	435	THE PEPSI BOTTLING GROUP (CANADA) ULC	\$980.03	O
13446	C	2023-04-25	451	UNITED RENTALS OF CANADA INC	\$197.75	O
13447	C	2023-04-25	465	VISA DESJARDINS	\$96.82	O
13448	C	2023-04-25	502	RICEVILLE AGRICULTURE SOCIETY	\$2,500.00	O
13449	C	2023-04-25	667	CLUB DU BONHEUR DE LIMOGES	\$300.00	O
13450	C	2023-04-25	669	BANQUE ALIMENTAIRE C.C.S.	\$730.18	O
13451	C	2023-04-25	786	LANDERS AUTO GLASS & STEREO INC.	\$642.97	O
13452	C	2023-04-25	816	CLUB OPTIMISTE DE CASSELMAN	\$250.00	O
13453	C	2023-04-25	825	CLUB OPTIMISTE DE ST-ALBERT	\$500.00	O
13484	C	2023-04-25	923	CLYDE & CO. LLP	\$3,608.65	O
13485	C	2023-04-25	939	SSQ INSURANCE COMPANY INC.	\$104.94	O
13486	C	2023-04-25	1163	CLUB LES BONS, AMIS, ST ALBERT	\$300.00	O
13487	C	2023-04-25	1335	CLUB RENAISSANCE ST ISIDORE	\$300.00	O
13488	C	2023-04-25	1440	NATION AREA SENIORS' CLUB	\$300.00	O
13489	C	2023-04-25	1536	CORPS DE CADETS DE L'ARMEE 57 SD&G HIGHLANDERS	\$200.00	O
13490	C	2023-04-25	1608	FIRE MARSHAL'S PUBLIC FIRE SAFETY COUNCIL	\$279.18	O
13491	C	2023-04-25	1725	GROENEVELD LUBRICATION SOLUTIONS INC.	\$1,608.08	O
13492	C	2023-04-25	1868	ULINE CANADA CORPORATION	\$1,785.64	O
13493	C	2023-04-25	1878	GROUPE COMMUNAUTAIRE DE ST-ALBERT	\$1,550.00	O
13494	C	2023-04-25	1886	MUSHING DAVID	\$100.00	O
13495	C	2023-04-25	2014	D.M. VALVE & CONTROLS INC.	\$868.66	O
13496	C	2023-04-25	2040	CLUB OPTIMISTE ST-ISIDORE	\$500.00	O
13497	C	2023-04-25	2041	CLUB D'ÂGE D'OR DE CASSELMAN (CLUB 60)	\$150.00	O
13498	C	2023-04-25	2144	COMITE CONSULTATIF DE ST-BERNARDIN	\$300.00	O
13499	C	2023-04-25	2245	BOULANGER INDUSTRIAL GROUP	\$1,292.07	O
13500	C	2023-04-25	2383	CLUB OPTIMISTE DE FOREST PARK	\$500.00	O
13501	C	2023-04-25	3111	SHADE GROUP INC	\$3,638.60	O
13502	C	2023-04-25	3125	ACCESSEQUIP INC.	\$687.31	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-04-05 To 2023-04-25

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
13503	C	2023-04-25	3203	FACCA INCORPORATED	\$422,591.98	O
13504	C	2023-04-25	3236	LINE-X PROTECTIVE COATINGS	\$3,117.61	O
13505	C	2023-04-25	3262	ROBINSON CONSULTANTS	\$6,740.45	O
13506	C	2023-04-25	3293	SEGUIN, RENE	\$1,500.00	O
13507	C	2023-04-25	3294	TREASURER, DSAO CHAPTER 6	\$360.00	O
13508	C	2023-04-25	3296	GRABS, SIEGFRIED	\$100.00	O
13509	C	2023-04-25	3297	BEAUREGARD MEDIA	\$4,746.00	O
13510	C	2023-04-25	3298	EVV ENGINEERING	\$18,948.07	O
13511	C	2023-04-25	3299	GRAVEL, GISELE & HERVE	\$846.92	O
13512	C	2023-04-25	3301	PATENAUDE SIMONE JOANNE	\$322.94	O
13513	C	2023-04-25	3302	SIGLER J JEFFREY & SIGLER J ISABEL	\$370.21	O
64802	E	2023-04-25	9	AALTO TECHNOLOGIES	\$138.99	O
64803	E	2023-04-25	11	ABC DISPOSAL	\$613.42	O
64804	E	2023-04-25	12	A/C MECHANICAL REFRIGERATION LTD	\$1,519.29	O
64805	E	2023-04-25	15	AFFUTAGE LEROUX H	\$148.08	O
64806	E	2023-04-25	30	AUTO PARTS EXTRA PIECES D'AUTO	\$5,993.45	O
64808	E	2023-04-25	36	BDO DUNWOODY SRL/LLP	\$24,182.00	O
64809	E	2023-04-25	49	BERTRAND MECHANIC	\$4,407.57	O
64810	E	2023-04-25	51	M.R BLAIS SALES & SERVICES INC	\$18,056.61	O
64811	E	2023-04-25	56	BOURGEOIS WELL DRILLING LTD	\$282.50	O
64812	E	2023-04-25	71	BYTOWN LUMBER	\$115.22	O
64813	E	2023-04-25	75	CADUCEON ENTREPRISES INC	\$4,010.83	O
64815	E	2023-04-25	80	MAXIBURO LTEE	\$326.83	O
64816	E	2023-04-25	91	CASSELMAN GAS BAR	\$1,124.41	O
64817	E	2023-04-25	100	CIMA CANADA INC	\$1,050.90	O
64818	E	2023-04-25	101	LBEL INC	\$364.31	O
64819	E	2023-04-25	116	UNIAG COOPERATIVE	\$1,008.99	O
64820	E	2023-04-25	117	COOPERATIVE AGRICOLE D'EMBRUN	\$1,561.60	O
64821	E	2023-04-25	145	ELECTROTEK INC	\$3,814.73	O
64822	E	2023-04-25	149	ENTRETIEN PAYSAGER RACINE	\$2,836.30	O
64823	E	2023-04-25	158	FERNAND DENIS INC	\$186.45	O
64824	E	2023-04-25	171	FUTURE OFFICE PRODUCTS	\$3,358.48	O
64825	E	2023-04-25	174	BERCIER ELECTRIC INC	\$2,306.55	O
64826	E	2023-04-25	175	G.D.S HYDRAULIC INC	\$325.36	O
64827	E	2023-04-25	180	GARAGE M.H BERCIER INC	\$378.55	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-04-05 To 2023-04-25

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
64828	E	2023-04-25	191	HORIZON FIRE & LIFE SAFETY INC	\$1,980.87	O
64829	E	2023-04-25	201	J & R ADAM LTEE	\$212.84	O
64830	E	2023-04-25	202	J.B. MOBILE MECHANIC INC	\$20,407.83	O
64831	E	2023-04-25	204	J.R BRISSON EQUIP LTEE	\$4,117.31	O
64832	E	2023-04-25	225	GFL ENVIRONMENTAL INC	\$8,831.55	O
64833	E	2023-04-25	256	LEROUX JOSEE	\$37.16	O
64834	E	2023-04-25	262	LES SERVICES EXP INC	\$39,862.93	O
64835	E	2023-04-25	264	LEVAC PROPANE INC	\$12,380.53	O
64836	E	2023-04-25	269	LOCATION SHALKA RENTAL LTD	\$1,695.00	O
64837	E	2023-04-25	276	MAJOR JACINTHE	\$200.00	O
64838	E	2023-04-25	289	MIKE'S WASTE DISPOSAL INC	\$58,319.72	O
64839	E	2023-04-25	313	OMERS	\$85,561.48	O
64840	E	2023-04-25	316	ONTARIO ASSOCIATION OF FIRE CHIEFS	\$4,599.10	O
64841	E	2023-04-25	323	PAPETERIE GERMAIN INC	\$2,327.78	O
64842	E	2023-04-25	351	PNEU LANDRIAULT TIRE	\$7,769.37	O
64843	E	2023-04-25	359	PUROLATOR COURRIER LTD	\$187.16	O
64844	E	2023-04-25	371	RESURFICE CORP	\$608.56	O
64845	E	2023-04-25	382	SANI-SOL INC	\$250.69	O
64846	E	2023-04-25	419	SUPREME OFFICE PRODUCTS	\$248.58	O
64847	E	2023-04-25	444	TRAITEMENT D'EAU DESFORGES	\$223.74	O
64848	E	2023-04-25	449	PRO-TECH AUTO SOLUTION	\$320.75	O
64849	E	2023-04-25	458	VIA RAIL CANADA INC	\$1,635.00	O
64850	E	2023-04-25	537	AUTO SELECT CASSELMAN	\$168.37	O
64851	E	2023-04-25	639	LE CLUB LE REVEIL DE FOURNIER	\$300.00	O
64852	E	2023-04-25	830	SP MASTERTECH INC.	\$3,270.13	O
64853	E	2023-04-25	841	KB MEDIA CORP	\$3,079.25	O
64854	E	2023-04-25	852	MICHELIN NORTH AMERICA (CANADA) INC	\$2,600.17	O
64855	E	2023-04-25	899	EMOND HARNDEN LLP/S.R.L.	\$4,707.03	O
64856	E	2023-04-25	954	CDW CANADA INC.	\$20,227.16	O
64857	E	2023-04-25	1063	MALBEUF TECH SOLUTIONS	\$2,752.28	O
64858	E	2023-04-25	1276	CAPITAL CONTROLS	\$7,638.90	O
64859	E	2023-04-25	1280	JOE JOHNSON EQUIPMENT	\$1,522.81	O
64860	E	2023-04-25	1336	ON CALL CENTRE	\$229.55	O
64861	E	2023-04-25	1375	ALIMPLUS INC	\$2,128.65	O
64862	E	2023-04-25	1393	BEACON LITE (OTTAWA) LTD.	\$532.23	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-04-05 To 2023-04-25

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
64863	E	2023-04-25	1405	ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC	\$817.10	O
64864	E	2023-04-25	1773	A.D.R. DISTRIBUTION	\$23.00	O
64865	E	2023-04-25	1829	MAXI POWER ELECTRICAL SERVICES INC.	\$962.82	O
64866	E	2023-04-25	1868	ULINE CANADA CORPORATION	\$1,987.24	O
64867	E	2023-04-25	1902	MATERIAUX PONT-MASSON RONA	\$50.83	O
64868	E	2023-04-25	2031	HACH SALES & SERVICE CANADA LP	\$791.59	O
64869	E	2023-04-25	2083	LEROUX CONSULTANT	\$8,043.68	O
64870	E	2023-04-25	2088	CASSELMAN TIRECRAFT	\$44.10	O
64871	E	2023-04-25	2261	MD AUTO CARE INC	\$2,515.28	O
64872	E	2023-04-25	2321	J.B. TOWING AND RECOVERY INC.	\$452.00	O
64873	E	2023-04-25	2389	INNOVATIVE SURFACE SOLUTIONS CANADA	\$14,037.73	O
64874	E	2023-04-25	2423	W.O. STINSON & SON LTD.	\$7,555.05	O
64875	E	2023-04-25	2913	ESI CONSEIL INC.	\$1,542.45	O
64876	E	2023-04-25	3024	BOURDEAU METAL SHOP	\$395.50	O
64877	E	2023-04-25	3041	AIRON HVAC AND CONTROL LTD.	\$1,078.87	O
64878	E	2023-04-25	3218	AMAZON BUSINESS	\$3,251.64	O
64879	E	2023-04-25	3295	J.L. RICHARDS & ASSOCIATES LTD.	\$847.50	O
B2B2C	E	2023-04-25	560	B2B2C	\$152.55	O
BELL CANADA	E	2023-04-25	43	BELL CANADA	\$492.46	O
BELL CANADA	E	2023-04-25	46	BELL CANADA	\$2,329.94	O
BELL MOBILITY INC.	E	2023-04-25	47	BELL MOBILITY INC.	\$2,732.95	O
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE	E	2023-04-25	3017	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE	\$37,514.32	O
ENBRIDGE CONSUMER GAS	E	2023-04-25	146	ENBRIDGE CONSUMER GAS	\$10,101.11	O
HYDRO ONE NETWORKS INC	E	2023-04-25	198	HYDRO ONE NETWORKS INC	\$72,253.48	O
IMPERIAL - FIRE #188891	E	2023-04-25	199	IMPERIAL - FIRE #188891	\$480.33	O
IMPERIAL OIL - ROAD- 188890	E	2023-04-25	479	IMPERIAL OIL - ROAD-188890	\$390.79	O
JOHN DEERE FINANCIAL	E	2023-04-25	16	JOHN DEERE FINANCIAL	\$92.04	O
QUADIENT CANADA LTD.	E	2023-04-25	303	QUADIENT CANADA LTD.	\$697.79	O
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	E	2023-04-25	366	RECEVEUR GENERAL DU CANADA	\$69,605.66	O
THE BEER STORE	E	2023-04-25	42	THE BEER STORE	\$6,261.70	O
ULTRAMAR- PARKLAND FUEL CORPORATION	E	2023-04-25	3120	ULTRAMAR-PARKLAND FUEL CORPORATION	\$235.34	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-04-05 To 2023-04-25

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
VISA DESJARDINS	E	2023-04-25	465	VISA DESJARDINS	\$48,798.83	O
WORKPLACE SAFETY & INSURANCE	E	2023-04-25	474	WORKPLACE SAFETY & INSURANCE	\$13,717.17	O
WORKPLACE SAFETY INSURANCE	E	2023-04-25	475	WORKPLACE SAFETY INSURANCE	\$1,626.32	O
					Cleared	\$0.00
					TOTAL	\$1,198,181.65

Formulaire de demande de don

Nom de l'organisation

Union Culturelle des Franco-Ontarienne de St Isidore

Adresse postale

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

Téléphone

[REDACTED]

Nom de la personne ressource

Nicole Beauchesne

Téléphone

[REDACTED]

Adresse courriel

[REDACTED]

Section B - Sommaire de la demande

Votre demande est pour:

- Une activité / événement
- Activité pour l'année

Montant demandé

\$500.00

Cas échéant: si le montant demandé est plus que l'année précédente, veuillez justifier

C'est surtout pour nous aidé a defrayer le cout du loyer du local ou nous avons toute nos réunion.

Nom de l'activité ou liste des activités

Nous avons eu la Journée de la Femme le 4 Mars et nous aurons aussi notre Marché D'Automne a la Ferme de l'Artisan a Fournier.

Description de l'activité ou liste des activités

Pour le loyer, nous avons notre réunion tous les premier mercredi du mois .
Pour Notre Marché d'Automne chez la Ferme de l'Artisan, nous allons louer des tables a des artisans qui vendrons leur produits , Nous offrirons de l'artisanat que nos membres auront faits.

Date de début de l'activité

09/23/2023

Endroit(s) de l'activité / des activités

Pour nos réunions, Le Centre paroissalle qui est l'Eglise de St Isidore
Pour Notre Marché d'Automne c'est chez la Ferme de l'Artisan, 3932 concession 14 Fournier Ontario K0B 1G0

Est-ce que vous chargez un frais d'admission?

- Non

Décrire comment la contribution de La Nation sera-t-elle reconnue

Nous donnons des dons a des organistes communautaires, comme le Bac a don etc...
Fesons aussi des paniers de Noel. C'est vraiment pour aider notre communauté.

Le cas échéant, l'organisme consent à remettre un rapport au Conseil de La Nation

Oui



Club Optimiste St-Isidore #2017

C .P. 247
St-Isidore, ON, K0C 2B0
cluboptimistestisidore@gmail.com

Mercredi le 12 avril, 2023

Municipalité de la Nation
958 Route 500 Ouest
Casselman, Ontario
K0A 1M0
Attention: Mme. Josée Brizard

Chère Mme Brizard,

Re: Demande de permis d'occasion spéciale

Le samedi 10 juin 2023, lors du Festival du Canard et de la plume, le Club Optimiste de St-Isidore organise une soirée impliquant un groupe de musique et un bar qui sera situé à l'extérieur sur le terrain de baseball du Centre recreatif de St-Isidore (20 rue de L'Aréna St-Isidore Ontario).

Notre organisme souhaite déposer une demande auprès de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario pour obtenir un « permis d'occasion spéciale » afin de pouvoir servir de la boisson dans une zone désignée. Josianne Dupuis signera le permis d'alcool et supervisera le bar. Des bénévoles avec des certificats de « Smart Serve » s'occuperont du bar. Nous vous demandons que l'événement soit désigné par le conseil municipal comme étant d'envergure municipale.

Veuillez communiquer avec la soussignée si vous avez des questions au sujet de cet événement.

Votre sincèrement,

Stéphanie Quesnel
Présidente du Club Optimiste de St-Isidore #2017



Julie Langlois-Caisse

From: Ligue de Darts de Fournier [REDACTED]
Sent: 13 avril 2023 08:53
To: Josée Brizard; Admin
Subject: New submission from Demande de don

Formulaire de demande de don

Nom de l'organisation

Ligue de Darts de Fournier

Adresse postale

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

Téléphone

[REDACTED]

Nom de la personne ressource

Alain Chrétien

Téléphone

[REDACTED]

Adresse courriel

[REDACTED]

Section B - Sommaire de la demande

Votre demande est pour:

- Activité pour l'année

Montant demandé

200

Nom de l'activité ou liste des activités

Ligue de Darts de Fournier, activité chaque semaine

Description de l'activité ou liste des activités

Ligue de darts qui se rencontrent 1 fois par semaine pendant environ 6 mois chaque année au centre communautaire de Fournier. Partenariat avec le Club le Reveil de Fournier.
Nous avons plus que 24 personnes dans la ligue.

Date de début de l'activité

09/04/2019

Endroit(s) de l'activité / des activités

Centre Communautaire de Fournier (Municipalité de La Nation)

Est-ce que vous chargez un frais d'admission?

- Oui
- Autre

Décrire comment la contribution de La Nation sera-t-elle reconnue

Les membres seront avisé du don et un logo de La Nation serait mis sur les boards de darts.

Le cas échéant, l'organisme consent à remettre un rapport au Conseil de La Nation

Non

From: Limoges Recreation Committee [REDACTED] >
Sent: 16 avril 2023 11:15
To: Josée Brizard; Admin
Subject: New submission from Donation Request

Donation request form

Organization's Name

Limoges Recreation Committee

Mailing Address

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

Telephone

[REDACTED]

Contact person's name

Peggy O'Meara

Telephone

[REDACTED]

Email

[REDACTED]

Section B - Application Summary

Your request is for

- Activities for the year

Amount Requested

community day-\$2,000, Casino Night-\$1,500= total \$3,500

If the amount is more than the amount previously given, please justify

We are asking for more money this year to help with the rising cost of renting activities. We would like to maintain or expand what we can offer to our community for these events that we host.

Name of activity or list of activities

Limoges Community Day in the park-June event
Casino Night-November event

Description of activity / activities' summary:

Community day-family games, sports events, bands, BBQ, fireworks, bouncy castles, local entertainment, bar.

Casino Night-casino tables, gambling games, band, buffet snacks, bar.

Activity Start Date

06/24/2023

Location of activity / activities

Community Day- Rodolphe Latreille Park in Limoges
Casino Night-Limoges Community Center

Is admission free?

- Other

If yes, what is the admission fee?

community day admission is free, Casino night-door entrance fee \$20.00

Describe how The Nation will be recognized during your event(s)?

- our social media page (before, during and after the events)
- announcement at the event (thanking sponsors)
- Nation Sign posted at the events
- advertisement flyer that is sent out in the mail (sponsors at bottom of flyer)

If the amount requested is more than \$1,000.00, please explain how the money will be used. A financial report may be requested by Council.

Community day- help cover the cost of bouncy castle rentals and other family activities

Casino Night-Casino gambling table rental fee

If applicable, the organism consents to sending a report to The Nation Council

Yes

Julie Langlois-Caisse

From: Limoges Recreation <limoges.recreation@hotmail.com>
Sent: 19 avril 2023 09:53
To: Admin
Subject: Amendment: Donation Request for Limoges Recreation Committee 2023

Good Morning

We apologize for the inconvenience, but would request that our Donation request submitted by Peggy O'Meara be amended so that our request is increased by \$1000. We would attribute this increase to the Community Day portion of the request. With increasing costs of all events, attractions and especially Fireworks, this additional funding would go a long way to support this Flagship community event.

Thank you

Matthew Brozincevic

Peggy O'Meara

Co-Presidents

Limoges Recreation Committee

Julie Langlois-Caisse

From: Limoges Recreation Committee (for Limoges Optimist Club) <info@cinnamontoast.ca>
Sent: 17 avril 2023 08:07
To: Josée Brizard; Admin
Subject: New submission from Donation Request

Donation request form

Organization's Name

Limoges Recreation Committee (for Limoges Optimist Club)

Mailing Address

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

Telephone

[REDACTED]

Contact person's name

Matthew Brozincevic

Telephone

[REDACTED]

Email

[REDACTED]

Section B - Application Summary

Your request is for

- Activities for the year

Amount Requested

\$500

Name of activity or list of activities

In lieu of the Limoges Optimist club being inactive, we would request these funds to help offset costs throughout the year that were previously supported by the Optimist Club. The biggest additional expense in their absence (and due to new by-laws) is insurance for our activities and events.

Description of activity / activities' summary:

These funds would be directly attributed to our insurance costs.

Activity Start Date

04/01/2023

Location of activity / activities

Mainly at Rodolphe Latreille Park, Limoges Community Centre and The Nation Sports Complex.

Is admission free?

- Other

Describe how The Nation will be recognized during your event(s)?

As always the Nation logo will be displayed at our events, they will receive mentions in our thank you posts on social media and at our events.

If applicable, the organism consents to sending a report to The Nation Council

Yes

Flambées en cours

Prenez note qu'une flambée est en cours dans les établissements suivants.

Format de la date : année-mois-jour

DATE: 2023-04-19

ÉTABLISSEMENT	LIEU	TYPE DE FLAMBÉE	ORGANISME IDENTIFIÉ	SIGNALÉ RAPPORTÉ	DATE DE LA FIN DE LA FLAMBÉE	DERNIÈRE MISE À JOUR
Lancaster Long Term Care	Lancaster	Respiratoire	COVID-19	2023-04-17		2023-04-17
Pinecrest Nursing Home	Plantagenet	Respiratoire	COVID-19	2023-04-13		2023-04-13
Sandfield Place LTC	Cornwall	Entérique	Inconnu	2023-04-13		2023-04-13
Château Cornwall	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2023-04-12		2023-04-12
Manoir McGill 1	Hawkesbury	Respiratoire	COVID-19	2023-04-11		2023-04-11
Heartwood LTC	Cornwall	Respiratoire	Rhinovirus	2023-04-11		2023-04-11
The Palace Retirement Home	Alexandria	Respiratoire	COVID-19	2023-04-11		2023-04-11
Crysler Residence – Retirement Home	Crysler	Respiratoire	Inconnu	2023-04-03	2023-04-13	2023-04-13
Riverdale Terrace	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2023-04-03	2023-04-11	2023-04-11
Sunset Cove Retirement Home	Long Sault	Respiratoire	Métapneumovirus humain	2023-03-30	2023-04-17	2023-04-17
Château Cornwall	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2023-03-29	2023-04-11	2023-04-11
McGill Manor 1	Hawkesbury	Entérique	Inconnu	2023-03-21	2023-04-03	2023-04-03
Dundas Manor	Winchester	Respiratoire	COVID-19	2023-03-20	2023-04-13	2023-03-13
The Palace Long Term Care	Alexandria	Respiratoire	COVID-19	2023-03-17	2023-04-05	2023-04-05
Heritage Heights	Cornwall	Respiratoire	Inconnu	2023-03-17	2023-04-03	2023-04-03
Glengarry Memorial Hospital (Medicine & Rehab units)	Alexandria	Respiratoire	COVID-19	2023-03-16		2023-03-16
Château Cornwall	Cornwall	Entérique	Inconnu	2023-03-14	2023-04-03	2023-04-03
Garden Villa Retirement Home	Chesterville	Respiratoire	COVID-19	2023-03-13	2023-04-03	2023-03-13
St-Jacques Nursing Home	Embrun	Respiratoire	Métapneumovirus humain	2023-03-13	2023-04-03	2023-04-03

Définition d'une écloison de COVID-19 dans un établissement

À partir du 3 février 2022, la définition d'une écloison de COVID-19 dans un établissement consiste de la présence d'au moins deux cas confirmés parmi les résidents et/ou le personnel/autres visiteurs dans une résidence, chacun avec un test PCR OU un test moléculaire rapide OU un test antigène rapide positif, ET qui sont reliés par un lien épidémiologique, dans une période de 10 jours.

Activité grippale dans la région

Il y a cas sporadiques d'influenza A et B signalé dans la région.

- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale dans la province](#)

- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale au pays.](#)

-
- [Cliquez ici pour retourner à la page précédente.](#)
 - [Cliquez ici pour retourner à la page d'accueil.](#)



EOHU.ca • BSEO.ca • 613-933-1375 • 1 800 267-7120



CORNWALL • ALEXANDRIA • CASSELMAN • HAWKESBURY • ROCKLAND • WINCHESTER

© EOHU. All Rights Reserved/Tous droits réservés.



April 6, 2023

In This Issue

- Next steps for Conservation Authorities and municipalities.
- Register for Regional Energy Planning webinar - April 17.
- Call for nominations for 2023 OSUM Executive Committee.
- Submit your entry for the 2023 PJ Marshal Awards.
- Amendments proposed for floating accommodations regulations.
- Applications open for 2023-24 Inclusive Community Grants.
- NG9-1-1 Transfer Payment Program.
- Summer employment opportunities with Ontario Parks for students.
- Housing Accelerator Fund announced.
- Drainage advocacy to Minister of Transport and CN.
- OSUM Conference: Registration and program.
- Register for AMO's Ending Homelessness Symposium May 2-3.
- Register for the AMO 2023 Annual General Meeting and Conference.
- AMO Conference 2023: Exhibitor and sponsorship information.
- AMO's Land Use Planning training: fall dates.
- Navigating Conflict for Elected Officials and Human Rights & Equity - new dates.
- LAS announces a new cyber incident management program.
- Public procurement and ESGs - Do they matter?
- Las Blog: Carbon tax - Reducing emissions and driving innovation.
- Improving roads in the Town of Essex.
- Belleville Seniors Apartment gets LED upgrade.
- Whitby discovers energy treasures in recent workshop.
- Registration now open: Road & Sidewalk Assessment webinar.
- Canoe vendor spotlight: Spatial Technologies.
- ORFA's Spring 2023 Professional Development Program, Mississauga.
- Ontario Bike Summit returns April 30.
- Careers: Township of Tiny and City of London.

AMO Matters

On April 19 at 1pm, Conservation Ontario and AMO are hosting a [joint webinar](#) that will provide information regarding implementation of the changes to the *Conservation Authorities Act*.

Municipal elected officials and staff are [invited to AMO's webinar](#), April 17, on regional energy planning, featuring the Ontario Energy Board and utilities.

The [Call for Nominations for the 2023 Ontario Small Urban Municipalities \(OSUM\) Executive Committee](#) is open. Those interested in running for the OSUM election are required to fill out the [nomination form](#) by 4 pm April 14.

The [PJ Marshall Award](#) recognizes municipal governments demonstrating excellence in the use of innovative approaches in the areas of capital, service delivery show

casing examples where Ontario municipalities have implemented and can point to tangible outcomes from new, more cost-effective ways of providing public services and facilities. The deadline to submit is May 26.

Provincial Matters

The MNRF updated an [ERO proposal to a regulation](#) under the *Public Lands Act* on the use of floating accommodations. Comments due by April 11.

Applications for the [2023-24 Inclusive Community Grants](#) are open until April 20. Municipalities and other organizations can apply for up to \$60,000 for projects that help older residents and people with disabilities participate in community life.

Public Safety Answering Points will be notified on applications for NG-911 transition funding for 2022-2023. The funding program has been implemented to help support the transition CRTC deadline of March 4, 2025. For information contact ESTD.NG9-1-1@ontario.ca.

There are between 1500-2000 summer student positions at Ontario Parks across the province. Municipalities may share [opportunities](#) with students in their communities. Students can contact ontarioparksjobs@ontario.ca with any questions.

Federal Matters

Local governments are eligible to apply to the Housing Accelerator Fund. [Register for webinars](#) happening April 6 and 13 for information on program and funding details, expected outcomes, and resources for applying.

The Drainage Superintendents Association of Ontario and AMO have prepared a [template letter](#) for Councils to send to the Minister of Transport. Councils are also encouraged to support [Warwick's resolution](#).

Eye on Events

Springtime in Paris is hosted by the County of Brant, April 26 - 28, inviting municipal leaders from small urban municipalities to this important event. [Register](#) for the Ontario Small Urban Municipalities Conference and view the program [here](#).

AMO understands action is required and is holding an [Ending Homelessness Symposium](#) May 3-4. This important event will offer perspectives on the root causes of homelessness including income insecurity, insufficient supply of deeply affordable housing, insufficient responses to mental health and addictions challenges and the policy responses required. The one and a half-day event is open to elected officials; municipal staff; social, health, and economic partners; and all interested sector associations. [Register today](#). - space is limited.

AMO is excited about this year's Conference hosted by the City of London at RBC Place London and DoubleTree by Hilton, August 20-23. [Register](#) now for this important event.

Don't miss out on the opportunity to exhibit or sponsor at the 2023 AMO Conference - the largest municipal conference in Ontario. Full details on how your organization can participate is located [here](#).

AMO's Foundations in Planning and Deeper Dive training prepares elected officials in understanding planning concepts and requirements as well making strategic decisions on the complex issues you will face over the coming term. Register [here](#) and [here](#).

AMO has designed its training to support members in your leadership roles. Our training offers skills to navigate the many relationships you encounter as an elected official. [Navigating Conflict Relationships for Elected Officials](#) is a top-rated course you shouldn't miss. New dates available for our [Human Rights & Equity](#) training offering insights, understanding and skills to support your role as an employer in these complex areas.

LAS

LAS is pleased to announce a [new program](#) designed to help municipalities manage cyber incidents in today's ever changing IT environment. LAS is partnering with ISA Cybersecurity.

Environmental, Social, and Governance (ESG) goals have become common when talking about sustainable organizations. Canoe and CivicInfoBC are hosting a webinar on April 27 @ 1PM EST focused on ESG goals and how they relate to local governments. [Register here](#) for this informative discussion.

Putting a price on carbon pollution is widely recognized as the most efficient means to reduce greenhouse gas emissions while also driving innovation. Our [latest blog](#) helps to understand how carbon pricing is broken down.

Check out this [case study](#) featuring the Town of Essex who use the [LAS Road & Sidewalk program](#) to survey and manage their streets. Are you in need of a road needs study this year? [Contact Tanner](#) to learn how this program will work in your community.

Hastings County's Belleville Seniors Apartment recently took advantage of LAS' [Facility Lighting Service](#). The project was a huge success saving the County thousands of dollars in monthly energy bills and collecting IESO incentives close to 10% of project cost. Interested in finding out more? Contact [Christian Tham](#) for a free lighting proposal.

The Town of Whitby recently offered their staff an [LAS Energy Training workshop](#) with a focus on net zero emissions. Their energy treasure hunt revealed thousands of dollars in potential savings opportunities. Contact [Christian Tham](#) to find out how you can uncover hidden treasure in your buildings.

Join us on April 20 for an informative webinar featuring the [LAS Road and Sidewalk Assessment Service](#). Learn about NEW program features including gravel road assessments, streetview imagery, and updates to the Streetlogix software.

Canoe's Survey Equipment category now includes [Spatial Technologies \(2017\)](#), a provider of geospatial measurement and survey equipment. A great way to replenish your survey team's supplies. [Contact Simon](#) to learn more.

Municipal Wire*

Registration now open for [ORFA's Spring 2023 Professional Development Program](#), May 1-5. Take advantage of sessions on emerging issues, trends, and challenges, training courses, and a recreation industry focused tradeshow. Join in-person or connect virtually!

Canada's premier [Cycling Planning and Policy](#) conference will run April 30 to May 2 in Hamilton, Ontario. Early [registration](#) ends March 31.

Careers

Director of Planning & Development - Township of Tiny. Responsible to plan, direct and lead the Planning & Development Department operation. Visit www.tiny.ca for a detailed job description. Apply by 12 noon on April 11.

Manager, Rewards and Recognition - City of London. Leads programs, initiatives and projects including pensions, benefits, compensation, and recognition programs, job analysis, and organizational design. Apply on-line by April 24.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](https://twitter.com/AMOPolicy) on Twitter!

AMO Contacts

AMO Watchfile Tel: 416.971.9856

Conferences/Events

Policy and Funding Programs

LAS Local Authority Services

MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario

ONE Investment

Media Inquiries

Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions

AMO's Partners



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Please consider the environment
before printing this.

Association of Municipalities of Ontario
200 University Ave. Suite 801, Toronto ON Canada M5H 3C6
To unsubscribe, please [click here](#)





April 13, 2023

In This Issue

- Next steps for Conservation Authorities and municipalities.
- Register for Regional Energy Planning webinar - April 17.
- Call for nominations for 2023 OSUM Executive Committee.
- Submit your entry for the 2023 PJ Marshal Awards.
- Justice of the Peace vacancies.
- NG9-1-1 Transfer Payment Program.
- Summer employment opportunities with Ontario Parks for students.
- Applications now open for 2023-24 Inclusive Community Grants.
- Drainage advocacy to Minister of Transport and CN.
- OSUM Conference: Registration and program.
- Register for AMO's Ending Homelessness Symposium May 3-4.
- Register for the AMO 2023 Annual General Meeting and Conference.
- AMO Conference 2023: Exhibitor and sponsorship information.
- AMO's Land Use Planning training: fall dates.
- Navigating Conflict for Elected Officials and Human Rights & Equity - new dates.
- Public procurement and ESGs - Do they matter?
- ORFA's Spring 2023 Professional Development Program, Mississauga.
- Ontario Bike Summit returns April 30.
- Careers: Wilmot, Durham, Brampton, and Windsor.

AMO Matters

On April 19 at 1pm, Conservation Ontario and AMO are hosting a [joint webinar](#) that will provide information regarding implementation of the changes to the *Conservation Authorities Act*.

Municipal elected officials and staff are invited to AMO's webinar, April 17, on regional energy planning, featuring the Ontario Energy Board and utilities. [Register here](#).

The [Call for Nominations for the 2023 Ontario Small Urban Municipalities \(OSUM\) Executive Committee](#) is open. Those interested in running for the OSUM election are required to fill out the [nomination form](#) by 4 pm April 14.

The [PJ Marshall Award](#) recognizes municipal governments demonstrating excellence in the use of innovative approaches in the areas of capital, service delivery show casing examples where Ontario municipalities have implemented and can point to tangible outcomes from new, more cost-effective ways of providing public services and facilities. The deadline to submit is May 26.

Provincial Matters

At the request of the [Attorney General](#) and in accordance with the [Justices of the Peace Act](#), the Justices of the Peace Appointments Advisory Committee invites applications for [vacant Justice of the Peace positions](#) in the Province of Ontario. The

Committee is accepting applications for vacancies until May 31.

Public Safety Answering Points will be notified on applications for NG-911 transition funding for 2022-2023. The funding program has been implemented to help support the transition CRTC deadline of March 4, 2025.

There are between 1500-2000 summer student positions at Ontario Parks across the province. Municipalities may share opportunities with students in their communities. Students can contact ontarioparksjobs@ontario.ca with any questions.

Applications for the 2023-24 Inclusive Community Grants are open until April 20. Municipalities and other organizations can apply for up to \$60,000 for projects that help older residents and people with disabilities participate in community life.

Federal Matters

The Drainage Superintendents Association of Ontario and AMO have prepared a template letter for Councils to send to the Minister of Transport. Councils are also encouraged to support Warwick's resolution.

Eye on Events

Springtime in Paris is hosted by the County of Brant, April 26 - 28, inviting municipal leaders from small urban municipalities to this important event. Register for the Ontario Small Urban Municipalities Conference and view the program here.

AMO understands action is required and is holding an Ending Homelessness Symposium May 3-4. This important event will offer perspectives on the root causes of homelessness including income insecurity, insufficient supply of deeply affordable housing, insufficient responses to mental health and addictions challenges and the policy responses required. The one and a half-day event is open to elected officials; municipal staff; social, health, and economic partners; and all interested sector associations. Register today - space is limited.

AMO is excited about this year's Conference hosted by the City of London at RBC Place London and DoubleTree by Hilton, August 20-23. Register now for this important event.

Don't miss out on the opportunity to exhibit or sponsor at the 2023 AMO Conference - the largest municipal conference in Ontario. Full details on how your organization can participate is located here here.

AMO's Foundations in Planning and Deeper Dive training prepares elected officials in understanding planning concepts and requirements as well making strategic decisions on the complex issues you will face over the coming term. Register here and here.

AMO has designed its training to support members in your leadership roles. Our training offers skills to navigate the many relationships you encounter as an elected official. Navigating Conflict Relationships for Elected Officials is a top-rated course you shouldn't miss. New dates available for our Human Rights & Equity training offering insights, understanding and skills to support your role as an employer in these complex areas.

LAS

Environmental, Social, and Governance (ESG) goals have become common when talking about sustainable organizations. Canoe and CivicInfoBC are hosting a webinar

on April 27 at 1PM EST focused on ESG goals and how they relate to local governments. [Register here](#) for this informative discussion.

Municipal Wire*

Registration now open for [ORFA's Spring 2023 Professional Development Program](#), May 1-5. Take advantage of sessions on emerging issues, trends, and challenges, training courses, and a recreation industry focused tradeshow. Join in-person or connect virtually!

Canada's premier [Cycling Planning and Policy](#) conference will run April 30 to May 2 in [Hamilton](#), Ontario.

Careers

[Manager of Communications and Strategic Initiatives - Township of Wilmot](#).

Responsible for public relations, engagement, and communications support for the township and Council strategic initiatives, programs, and services. [Apply online](#) by April 23.

[Project Engineer, Rapid Transit - Regional Municipality of Durham](#). Support the coordination and delivery of Regional road and/or rapid transit projects in a manner that achieves a safe and efficient Regional Road system that balances mobility requirements with the needs of the Regional community. [Apply online](#) by May 8.

[Program Leader, Zero Emission Mobility - City of Brampton](#). Responsible for overall planning, design, construction, operation and performance, warranty and maintenance considerations under the zero emission mobility program. [Apply online](#) by April 28.

[Chief Financial Officer/City Treasurer - City of Windsor](#). Responsible for all matters of financial significance, ensuring optimal fiscal and budgetary management of resources and assets, formulates the financial policies and practices of the municipality. [Apply online](#) by April 18.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watchfile](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)

[LAS Local Authority Services](#)

[MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario](#)

[ONE Investment](#)

[Media Inquiries](#)

[Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions](#)

AMO's Partners



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Please consider the environment
before printing this.

Association of Municipalities of Ontario
200 University Ave. Suite 801, Toronto ON Canada M5H 3C6
To unsubscribe, please [click here](#)





March 30, 2023

In This Issue

- AMO member resolution campaign on homelessness.
- AMO responds to Minister's reporting regulation on planning matters.
- Call for nominations for 2023 OSUM Executive Committee.
- Submit your entry for the 2023 PJ Marshal Awards.
- Amendments proposed for floating accommodations regulations.
- Applications now open for 2023-24 Inclusive Community Grants.
- NG9-1-1 Transfer Payment Program.
- Proposed updates to Normal Farm Practices Protection Board due April 3.
- Housing Accelerator Fund (HAF) announced.
- Drainage advocacy to Minister of Transport and CN.
- Register for Regional Energy Planning webinar - April 17.
- OSUM Conference: Registration and accommodations are open.
- OSUM Conference: Exhibitor information.
- Register for AMO's Ending Homelessness Symposium May 2-3.
- Register for the AMO 2023 Annual General Meeting and Conference.
- AMO 2023: Opening keynote announcement.
- AMO Conference 2023: Exhibitor and sponsorship information.
- AMO's Land Use Planning training: fall dates.
- Strengthen your leadership: AMO's New Councillor Training.
- Navigating Conflict for Elected Officials and Human Rights & Equity - new dates.
- AMO LAS 2023 Municipal Energy Symposium: Call for proposals.
- Canoe vendor spotlight: Eppendorf.
- Waterloo Innovation Summit returns to Toronto.
- Ontario Bike Summit returns April 30.
- Careers: Lakeshore, Orillia, Central Elgin, and Ministry of Labour.

AMO Matters

AMO encourages municipalities and DSSABs to consider passing a resolution ahead of the provincial budget (anticipated late March), calling on the province to end homelessness. A [resolution template](#) is available.

AMO has made a [submission](#) to MMAH's consultation on municipal reporting on planning matters. The submission makes 5 recommendations based on consultation with municipalities requested to submit a housing pledge.

The [Call for Nominations for the 2023 Ontario Small Urban Municipalities \(OSUM\) Executive Committee](#) is now open. Those interested in running for the Committee election are required to fill out the [nomination form](#) by 4 pm April 14.

The [PJ Marshall Award](#) recognizes municipal governments demonstrating excellence in the use of innovative approaches in the areas of capital, service delivery showing examples where Ontario municipalities have implemented and can point to

tangible outcomes from new, more cost-effective ways of providing public services and facilities.

Provincial Matters

The MNR updated an [ERO proposal to a regulation](#) under the *Public Lands Act* on the use of floating accommodations. Comments due by April 11.

Applications for the [2023-24 Inclusive Community Grants](#) are open until April 20. Municipalities and other organizations can apply for up to \$60,000 for projects that help older residents and people with disabilities participate in community life.

Public Safety Answering Points (PSAPs) will be notified on applications for NG-911 transition funding for 2022-2023. The funding program has been implemented to help support the transition CRTC deadline of March 4, 2025. For information contact ESTD.NG9-1-1@ontario.ca.

The Normal Farm Practices Protection Board is proposing updates to its Rules of Practice and Procedure. See the [ERO posting](#) for details.

Federal Matters

Local governments are eligible to apply to the Housing Accelerator Fund. [Register for webinars](#) happening April 6 and 13 for information on program and funding details, expected outcomes, and resources for applying.

The Drainage Superintendents Association of Ontario and AMO have prepared a [template letter](#) for Councils to send to the Minister of Transport. Councils are also encouraged to support [Warwick's resolution](#).

Eye on Events

Municipal elected officials and staff are [invited to AMO's webinar](#), April 17, on regional energy planning, featuring the Ontario Energy Board and utilities.

Springtime in Paris is hosted by the County of Brant, April 26 - 28, inviting municipal leaders from small urban municipalities to this important event. [Register](#) for the Ontario Small Urban Municipalities Conference and view the program [here](#).

Information on how vendors can participate in the Ontario Small Urban Municipalities Conference (OSUM) is [here](#).

AMO understands action is required and is holding an [Ending Homelessness Symposium](#) May 3-4. This important event will offer perspectives on the root causes of homelessness including income insecurity, insufficient supply of deeply affordable housing, insufficient responses to mental health and addictions challenges and the policy responses required. The one and a half-day event is open to elected officials; municipal staff; social, health, and economic partners; and all interested sector associations. [Register today](#) - space is limited.

AMO is excited about this year's Conference hosted by the City of London at RBC Place London and DoubleTree by Hilton, August 20 - 23. [Register](#) now for this important event.

AMO 2023 is pleased to welcome the Hon. Catherine McKenna, Former Minister of the Environment and Climate Change as the Opening Keynote speaker. Get more details and registration information [here](#).

Don't miss out on the opportunity to exhibit or sponsor at the 2023 AMO Conference - the largest municipal conference in Ontario. Full details on how your organization can participate is located here [here](#).

AMO's Foundations in Planning and Deeper Dive training prepares elected officials in understanding planning concepts and requirements as well making strategic decisions on the complex issues you will face over the coming term. Register [here](#) and [here](#).

AMO training examines the realities, responsibilities, challenges and opportunities of municipally elected officials in today's context. Essential information on legislation, policy, roles, responsibilities and managing relationships are only some of the things attendees will gain insight and tools on. Register today for [New Councillor training](#).

AMO has designed its training to support members in your leadership roles. Our training offers skills to navigate the many relationships you encounter as an elected official. [Navigating Conflict Relationships for Elected Officials](#) is a top-rated course you shouldn't miss. New dates available for our [Human Rights & Equity](#) training offering insights, understanding and skills to support your role as an employer in these complex areas.

The 2023 Municipal Energy Forum is again providing an opportunity to municipalities to showcase their innovations on strategies and programs to address energy generation, demand and consumption. Submit your proposal by April 14 [here](#). Registration opening soon!

LAS

We're pleased to welcome Eppendorf to the [Canoe Procurement Group](#), a leading supplier of Laboratory and Medical Supplies including instruments, consumables, lab equipment, and more. Contact [Simon](#) to learn more.

Municipal Wire*

The University of Waterloo and MaRS take on the future of local and global transportation on April 21. [Learn what's changing in sustainable travel](#) and why it matters.

Canada's premier [Cycling Planning and Policy](#) conference will run April 30 to May 2 in [Hamilton](#), Ontario. Early [registration](#) ends March 31.

Careers

[Division Leader - Community Planning \(Manager\) - Municipality of Lakeshore](#).

Responsible for managing the land-use planning unit, including long range planning and development approvals. [Apply online](#) by April 20, at 4:00 pm.

[Senior Financial Planning Analyst - City of Orillia](#). Develops and maintains long-range financial plans providing a 10-year fiscal and economic outlook, including trends. Applications will only be accepted by [applying online](#) by April 11, at noon.

[Chief Administrative Officer/Clerk - Municipality of Central Elgin](#). Reports directly to Council and is the senior administrator for the Municipality. [Apply online](#) by April 28.

[Inquiry Officer, Bilingual \(English/French\) - Ministry of Labour, Immigration, Training and Skills Development](#). Provides detailed information on the program requirements of the Ontario Immigrant Nominee Program. [Apply online](#) by April 13.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watchfile](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)

[LAS Local Authority Services](#)

[MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario](#)

[ONE Investment](#)

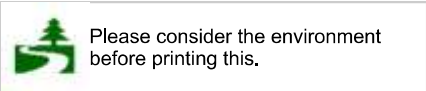
[Media Inquiries](#)

[Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions](#)

AMO's Partners



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Association of Municipalities of Ontario
200 University Ave. Suite 801, Toronto ON Canada M5H 3C6
To unsubscribe, please [click here](#)





234-2023-1754

Le 6 avril 2023

Bonjour,

Aujourd'hui, notre gouvernement a annoncé de nouvelles mesures pour faire face à la crise du logement et atteindre notre but de construire 1,5 million de logements d'ici 2031. La *Loi de 2023 visant à aider les acheteurs et à protéger les locataires* fait partie d'un train de mesures que prend le gouvernement pour accroître l'offre de logements et aider un plus grand nombre d'Ontariennes et d'Ontariens à trouver un logement qu'ils peuvent se permettre.

Malgré les défis économiques externes qui freinent la construction de logements neufs, notamment l'inflation et la flambée des taux d'intérêt, le plan de l'Ontario d'accélérer la construction de plus de logements fonctionne; en 2021 et 2022, le nombre de mises en chantier a atteint un sommet inégalé en plus de 30 ans, et l'an dernier, nous avons enregistré plus de mises en chantier de logements locatifs que jamais auparavant.

Vous trouverez les détails concernant l'éventail des mesures que renferme notre plan dans le [communiqué de presse ici](#).

Dans le cadre de ce plan, notre gouvernement instaure une nouvelle politique d'aménagement du territoire qui s'appliquera à l'échelle de l'Ontario et qui donnera aux municipalités plus de souplesse, réduira les doubles emplois, permettra de créer plus de logements dans les collectivités urbaines et rurales, soutiendra les économies locales et créera des emplois tout en continuant de protéger l'environnement (en maintenant les mesures actuelles de protection de la ceinture de verdure) et la sécurité publique. Ce plan obligerait également les municipalités et les conseils scolaires à collaborer plus tôt au cours du processus d'aménagement pour déterminer les besoins en écoles et en services de garde d'enfants, afin que les familles qui emménagent dans les nouveaux logements puissent envoyer leurs enfants dans des écoles locales.

L'Ontario entreprend une période de consultation de 60 jours sur la nouvelle Déclaration provinciale sur l'aménagement du territoire qui est proposée; cette consultation se terminera le 6 juin 2023 <https://ero.ontario.ca/fr/notice/019-6827>

Ce plan prévoit également de nombreuses autres mesures pour faire face à la crise du logement en Ontario, dont les suivantes:

- Investissement de 6,5 millions de dollars pour nommer 40 autres arbitres et engager cinq employés afin d'améliorer les normes de service et de continuer à réduire le nombre de demandes en cours et les délais de décision à la

- Commission de la location immobilière. Cette augmentation fait plus que doubler le nombre d'arbitres à temps plein de la Commission.
- Changements proposés pour faciliter la vie des locataires au moyen de modifications qui clarifieraient et amélioreraient le droit des locataires d'installer des climatiseurs dans leur logement. Nous proposons aussi de renforcer les mesures de protection contre les expulsions fondées sur la rénovation, la démolition, la conversion ou l'usage par le locateur.
- Modifications proposées à la *Loi sur l'aménagement du territoire*, à la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* et à la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et du Logement* afin d'appuyer la nouvelle Déclaration provinciale sur l'aménagement du territoire proposée ainsi que d'autres priorités en matière d'offre de logements.
- Nouvelles mesures pour mieux protéger les premiers acheteurs de logements et leurs économies en élargissant l'assurance-dépôts pour les comptes d'épargne pour l'achat d'une première propriété dans les credit unions de l'Ontario.
- Nous envisageons de prévoir une période de réflexion ou d'annulation pour les acheteurs de logements francs neufs, et de rendre obligatoire pour eux un avis juridique avant de signer une convention d'achat pour ce qui représente l'un des achats les plus importants de leur vie : celui d'un nouveau foyer.

On peut consulter ces changements ainsi que d'autres consultations connexes dans le [Registre environnemental de l'Ontario et le Registre de réglementation de l'Ontario](#).

Notre plan s'appuie sur les documents *A Blueprint for Action* de l'AMO et *Task Force Report on Attainable Housing and Purpose-Built Rentals* de ROMA, qui ont été publiés en 2022. Ces changements prolongent les efforts déployés jusqu'ici afin de bâtir des assises solides pour s'attaquer à la crise du logement de l'Ontario à long terme et seront renforcés par les mesures que nous continuerons à prendre à cet égard dans l'avenir.

Notre plan d'action pour l'offre de logements constitue la toute nouvelle mesure d'une série d'initiatives prises par notre gouvernement pour accroître l'offre de logements et aider un plus grand nombre d'Ontariennes et d'Ontariens à trouver un logement qu'ils peuvent se permettre. Nous nous réjouissons à la perspective de poursuivre la collaboration avec nos partenaires municipaux afin de construire les logements dont la population a besoin aujourd'hui, demain et durant les décennies à venir.

Recevez mes sincères salutations.

Le ministre,

A handwritten signature in blue ink that reads "Steve Clark".

Steve Clark

c. Directrice ou directeur général



Community Services

Legislative Services

March 29, 2023

Sent via email: premier@ontario.ca

The Honourable Doug Ford
Premier of Ontario
Legislative Building, Queen's Park
Toronto, ON M7A 1A1

Honourable and Dear Sir:

Re: Barriers for Women in Politics – Town of Grimsby Correspondence

Please be advised the Municipal Council of the Town of Fort Erie at its meeting of March 27, 2023 received and supported correspondence from the Town of Grimsby dated February 24, 2023 requesting other municipalities in Ontario and across Canada to join in supporting women in politics and promoting gender equality in all areas of society and to encourage action at the provincial level to create legislation to ensure equality, safety and security.

Attached please find a copy of the Town of Grimsby correspondence dated February 24, 2023.

Thank you for your attention to this matter.

Yours very truly,

Carol Schofield, Dipl.M.A.
Manager, Legislative Services/Clerk
cschofield@forterie.ca

CS:dlk
Attach.

c.c. The Honourable Steve Clark, Minister of Municipal Affairs and Housing minister.mah@ontario.ca
Wayne Gates, MPP - Niagara Falls wgates-co@ndp.on.ca
Tony Baldinelli, MP, Niagara Falls tony.baldinelli@parl.gc.ca
The Association of Municipalities of Ontario amo@amo.on.ca
All Ontario Municipalities

Mailing Address:

The Corporation of the Town of Fort Erie
1 Municipal Centre Drive, Fort Erie ON L2A 2S6

Office Hours 8:30 a.m. to 5:00 p.m. Phone: (905) 871-1600 FAX: (905) 871-4022

Web-site: www.forterie.ca

B

B



**The Corporation of the Town of Grimsby
Administration**
Office of the Town Clerk
160 Livingston Avenue, Grimsby, ON L3M 0J5
Phone: 905-945-9634 Ext. 2171 | **Fax:** 905-945-5010
Email: bdunk@grimsby.ca

February 24, 2023

SENT VIA E-MAIL

Premier of Ontario
Legislative Building
Queen's Park
Toronto ON M7A 1A1

Attention: Doug Ford, Premier

Dear Mr. Ford

RE: Barriers for Women in Politics

Please be advised that the Council of the Corporation of the Town of Grimsby at its meeting held on February 21, 2023 passed the following resolution:

C-23-055

Moved by: Councillor DiFlavio; Seconded by: Councillor Freake

WHEREAS, the Town of Grimsby values equality and inclusivity in all areas of life, including politics;

WHEREAS, women have historically been underrepresented in politics, and continue to face barriers and discrimination in their pursuit of elected office;

WHEREAS, misogyny and harassment have been identified as significant challenges for women in politics, both in Canada and around the world;

WHEREAS, the Town of Grimsby believes that all individuals have the right to participate in a political environment that is free from discrimination, harassment, and misogyny;

THEREFORE, BE IT RESOLVED, that the Town of Grimsby expresses its support for women in politics and their right to participate in a political environment that is free from misogyny and harassment, and where everyone feels equal.

RECEIVED

MAR 27 2022

BY COUNCIL

BE IT FURTHER RESOLVED, that the Town of Grimsby commits to taking steps to ensure that our political environment is inclusive and welcoming to all individuals, regardless of gender, race, ethnicity, religion, sexual orientation, or other identity factors.

BE IT FURTHER RESOLVED, that the Town of Grimsby encourages other municipalities in Ontario and across Canada to join us in supporting women in politics and promoting gender equality in all areas of society.

BE IT FURTHER RESOLVED, that a copy of this resolution be sent to all Ontario Municipalities for endorsement, the Premier of Ontario, the Minister of Municipal Affairs and Housing, Grimsby's MP and MPP, and the Association of Municipalities of Ontario to express the Town of Grimsby's commitment to this issue and encourage action at the provincial level to create legislation to ensure equality, safety, and security.

UNANIMOUSLY CARRIED

If you require any additional information, please let me know.

Regards,



Bonnie Nistico-Dunk
Town Clerk

cc.

All Ontario Municipalities
Steve Clark, Minister of Municipal Affairs and Housing
Dean Allison, MP – Niagara West
Sam Oosterhoff, MPP – Niagara West
Association of Municipalities of Ontario



Community Services

Legislative Services

March 29, 2023

Sent via email: minister.mah@ontario.ca

The Honourable Steve Clark, Minister of Municipal Affairs and Housing
Ministry of Municipal Affairs and Housing
17th Floor, 777 Bay Street
Toronto, ON M7A 2J3

Honourable and Dear Sir

**Re: Declarations of Emergency for Homelessness, Mental Health and Opioid
Addiction – Region of Niagara Correspondence**

Please be advised the Municipal Council of the Town of Fort Erie at its meeting of March 27, 2023 received and supported correspondence from the Region of Niagara dated February 24, 2023 regarding Declarations of Emergency for Homelessness, Mental Health and Opioid Addiction and requesting the Regional Chair to send correspondence regarding:

- Action be taken to allocate a model for homelessness based on the results of the Auditor General 2021 report;
- The province immediately commit to fully funding gaps in mental health services as identified in the Needs Based Planning Project by Niagara Ontario Health Team's Mental Health and Additions Working Group, as well as ongoing annual funding increases;
- Reaffirming Regional Council's motion dated October 22, 2020 urging the Federal Government convene a task force to explore the legal regulations and decriminalization of all drugs in Canada;
- Requesting targeted advocacy be conducted in these areas, including development of a singular motion that can be ratified by municipal councils across Ontario calling on the province to take immediate action, and
- Urge the federal government to declare homelessness as a humanitarian crisis.

.../2

Mailing Address:

The Corporation of the Town of Fort Erie
1 Municipal Centre Drive, Fort Erie ON L2A 2S6

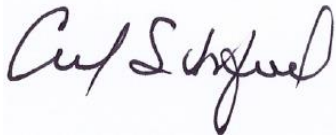
Office Hours 8:30 a.m. to 5:00 p.m. Phone: (905) 871-1600 FAX: (905) 871-4022

Web-site: www.forterie.ca

Attached please find a copy of the Region of Niagara correspondence dated February 24, 2023.

Thank you for your attention to this matter.

Yours very truly,



Carol Schofield, Dipl.M.A.
Manager, Legislative Services/Clerk
cschofield@forterie.ca

CS:dlk

Attach

c.c:

The Honourable Jean-Yves Duclos, Minister of Health jean-yves.duclos@parl.gc.ca

The Honourable David Lametti, Minister of Justice and Attorney General david.lametti@parl.gc.ca

Matthew Anderson, President and CEO, Ontario Health info@ontariohealth.ca

Dr. M. Mustafa Hirji, Acting Medical Officer of Health and Commissioner, Public Health Mustafa.Hirji@niagararegion.ca

The Association of Municipalities of Ontario amo@amo.on.ca

Federation of Municipalities of Ontario resolutions@fcm.ca

All Ontario Municipalities

Local Area Municipalities

Niagara Region

A

A



Administration

Office of the Regional Clerk

1815 Sir Isaac Brock Way, PO Box 1042, Thorold, ON L2V 4T7

Telephone: 905-980-6000 Toll-free: 1-800-263-7215 Fax: 905-687-4977

www.niagararegion.ca

February 24, 2023

CL 3-2023, February 23, 2023
PHSSC 2-2023, February 14, 2023
COM-C 14-2023, February 14, 2023

DISTRIBUTION LIST

SENT ELECTRONICALLY

Motion Respecting Declarations of Emergency for Homelessness, Mental Health and Opioid Addiction

COM-C 14-2023

Regional Council, at its meeting held on February 23, 2023, passed the following recommendation, as amended, of its Public Health and Social Services Committee:

Whereas Niagara Regional Council acknowledges that the challenges of homelessness, mental health and the opioid crisis are exceptionally complex issues that have a measurable and significantly detrimental impact on the residents of the Niagara region, including the loss of life;

Whereas addressing these issues places extreme stress on upper and lower-tier municipal programs and services, the Niagara Regional Police, Niagara Health, Emergency Medical Services and various non-profit service providers across the region;

Whereas the challenges of homelessness, mental health and opioids have seen a trend of becoming more prevalent in recent years and continue to have a significant impact on the Niagara community;

Whereas Niagara Region, through the staff in Community Services and Public Health, has taken many steps to address these issues with the development and provision of best-practice programming designed to mitigate their impact on the community;

Whereas Niagara Regional Council acknowledges that the challenges of homelessness, mental health and the opioid crisis are intrinsically diverse and should not be viewed as a single monolithic problem;

Whereas addressing these challenges will require strategies and tactics that are specifically designed for each of the unique issues;

Whereas Niagara Region accepts that the responsibility to address these challenges rests with multiple stakeholders, including the provincial government and its agencies;

RECEIVED
MAR 27 2022
BY COUNCIL

Whereas 26 Niagara agencies within the Region, including Public Health and Emergency Medical Services, have collaboratively developed a Substance Use Prevention Strategy known as the Opioid Prevention and Education Network of Niagara, and are actively implementing it;

Whereas Niagara Region is a “Built for Zero” community that has accurate and timely data regarding its homeless population and delivers programs and services targeted for strategically helping those individuals experiencing homelessness;

Whereas the challenges of homelessness, mental health and opioid addiction are found throughout the entire province of Ontario and are not unique to Niagara;

Whereas Niagara Regional Council recognizes that municipal emergencies in Ontario are declared by the head of council as per the process detailed in the Emergency Management and Civil Protections Act; and

Whereas Niagara Regional Council acknowledges that the declaration of an emergency does not immediately result in a municipality receiving any additional funds or resources from senior levels of government.

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED:

1. That the Regional Chair **BE DIRECTED** to formally issue three separate declarations of emergency, in the areas of homelessness, mental health and opioid addiction, as per the procedure outlined in the Emergency Management and Civil Protection Act;
2. That the Regional Chair **BE DIRECTED** to send correspondence to the Provincial Government requesting that action be taken on the eight measures proposed by the Association of Local Public Health Agencies (as previously endorsed by Regional Council on June 23, 2022), including:
 - a. Creation of a multi-sectoral task force to guide the development of a robust provincial opioid response plan that will ensure necessary resourcing, policy change, and health and social system coordination;
 - b. Expanding access to evidence informed harm reduction programs and practices including lifting the provincial cap of 21 Consumption and Treatment Service (CTS) Sites, funding Urgent Public Health Needs Sites (UPHNS) and scaling up safer supply options;
 - c. Revision of the current CTS model to address the growing trends of opioid poisoning amongst those who are using inhalation methods;
 - d. Expanding access to opioid agonist therapy for opioid use disorder through a range of settings (e.g. mobile outreach, primary care, emergency departments, Rapid Access to Addiction Medicine Clinics), and a variety of medication options;

- e. Providing a long-term financial commitment to create more affordable and supportive housing for people in need, including people with substance use disorders;
 - f. Addressing the structural stigma and harms that discriminate against people who use drugs, through provincial support and advocacy to the Federal government to decriminalize personal use and possession of substances and ensure increased investments in health and social services at all levels;
 - g. Increasing investments in evidence-informed substance use prevention and mental health promotion initiatives that provide foundational support for the health, safety and well-being of individuals, families, and neighbourhoods, beginning from early childhood; and
 - h. Funding additional and dedicated positions for public health to support the critical coordination and leadership of local opioid and substance abuse strategies;
3. That the Regional Chair **BE DIRECTED** to send correspondence to the Minister of Municipal Affairs and Housing requesting action be taken to correct the funding allocation model for homelessness based on the results of Auditor General's 2021 report which found that provincial funding in this area is incorrect;
 4. That the Regional Chair **BE DIRECTED** to send correspondence to the Ministry of Health and the CEO of Ontario Health requesting that the province immediately commit to fully funding gaps in mental health service as have been identified in the Needs Based Planning project by Niagara Ontario Health Team's Mental Health and Addictions Working Group, as well as funding ongoing annual increases as required by inflation and population need;
 5. That the Regional Chair **BE DIRECTED** to send correspondence to Federal Minister of Justice and Attorney General, David Lametti, and Federal Minister of Health, Jean-Yves Duclos, reaffirming Regional Council's October 22, 2020 motion urging the Federal government convene a task force to explore the legal regulation and decriminalization of all drugs in Canada;
 6. That the Regional Chair **BE DIRECTED** to send correspondence to the Association of Municipalities of Ontario (AMO) requesting that targeted advocacy be conducted in these areas, including the development of a singular motion that can be ratified by municipal councils across Ontario calling on the province to take immediate action;
 7. That Niagara Region, through its Public Health and Social Services Committee, **URGE** the federal government to declare homelessness as a humanitarian crisis;
and

8. That this motion **BE CIRCULATED** to the local area municipalities, all municipalities in Ontario, the Federation of Canadian Municipalities (FCM), and local MPs and MPPs.

Yours truly,



Ann-Marie Norio
Regional Clerk
:kl

CLK-C 2023-019

Distribution List:

Local Area Municipalities
All Ontario Municipalities
Federation of Canadian Municipalities
Chris Bittle, Member of Parliament, St. Catharines
Vance Badawey, Member of Parliament, Niagara Centre
Tony Baldinelli, Member of Parliament, Niagara Falls
Dean Allison, Member of Parliament, Niagara West
Jennie Stevens, Member of Provincial Parliament, St. Catharines
Jeff Burch, Member of Provincial Parliament, Niagara Centre
Wayne Gates, Member of Provincial Parliament, Niagara Falls
Sam Oosterhoff, Member of Provincial Parliament, Niagara West



758070 2nd Line E
Mulmur, Ontario
L9V 0G8

Local **(705) 466-3341**
Toll Free from 519 only **(866) 472-0417**
Fax **(705) 466-2922**

April 6, 2023

Bill 5—Stopping Harassment and Abuse by Local Leaders Act, 2022

At the meeting held on April 5, 2023, Council of the Township of Mulmur passed the following resolution in support of Bill 5 – Stopping Harassment and Abuse by Local Leaders Act, 2022

Moved by Cunningham and Seconded by Clark

WHEREAS Bill 5—Stopping Harassment and Abuse by Local Leaders Act, 2022 was introduced in the Ontario Legislature by MPP Stephen Blais through a Private Member's Bill on August 10, 2022;

AND WHEREAS the Township of Mulmur and Council are committed to demonstrating good governance and greater accountability to its Code of Conduct and workplace policies;

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the Council of the Corporation of the Township of Mulmur endorses Bill 5—Stopping Harassment and Abuse by Local Leaders Act, 2022 which would require the Code of Conduct for municipal Councillors and members of local boards to include a requirement to comply with workplace violence and harassment policies and permit municipalities to direct the Integrity Commissioner to apply to the court to vacate a member's seat if the Commissioner's Inquiry determines that the member has contravened this requirement;

AND THAT the Council of the Corporation of the Township of Mulmur expresses its support for Bill 5 by directing the Clerk to send this motion to the Premier of Ontario; the Ontario Minister of Municipal Affairs and Housing; the Association of Municipalities of Ontario (AMO); the local Members of Parliament (MP's); the local Members of Provincial Parliament (MPP's); and all Ontario Municipalities.

CARRIED.

Sincerely,

Roseann Knechtel

Roseann Knechtel, Deputy Clerk/Planning Coordinator



MUNICIPALITY OF SHUNIAH

COUNCIL RESOLUTION

Date: Apr 11, 2023

Resolution No.: 138-23

Moved By: _____

Seconded By: _____

THAT Council receive and support the resolution from the Town of Essex regarding Municipalities Retaining Surplus Proceeds from Tax Sales;

AND THAT Council direct the Clerk to forward a copy of this resolution to Honourable Peter Bethlenfalvy, Minister of Finance, Lise Vaugeois, MPP, Kevin Holland, MPP, Association of Municipalities of Ontario (AMO) and all other Ontario Municipalities.

Carried

Defeated

Amended

Deferred

Signature

Municipality of Shuniah, 420 Leslie Avenue, Thunder Bay, Ontario, P7A 1X8



Programme annuel de gestion de la végétation Foire aux questions

Où puis-je trouver de plus amples renseignements sur le Programme de gestion de la végétation du CN?

Pour en savoir plus, veuillez consulter notre site Web, à www.cn.ca/fr/vegetation

Pourquoi le CN doit-il enlever la végétation le long de ses voies chaque année?

Au CN, la sécurité est une valeur fondamentale. Pour assurer une exploitation sécuritaire de son réseau, le CN doit contenir la végétation. En effet, le CN est tenu de se conformer au *Règlement sur la sécurité de la voie*, adopté en vertu de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*, et à ce titre, il doit enlever la végétation présente sur ses voies et à leurs abords immédiats. Plus particulièrement, le Règlement exige que les chemins de fer de régie fédérale enlèvent la végétation qui pourrait provoquer des incendies, menacer l'intégrité de la voie ou gêner la visibilité dans le cadre de l'exploitation ferroviaire ou des inspections. D'autres dispositions réglementaires prescrivent l'élimination de la végétation de façon à préserver les lignes de visibilité aux passages à niveau.

Où se trouve la végétation éliminée par le CN?

Aux fins du contrôle de la végétation, le CN divise ses voies ferrées en deux parties : la section en ballast et l'emprise. La section en ballast (pierre concassée) couvre une largeur de 16 à 24 pi (de 4,9 à 7,3 m). L'emprise, quant à elle, consiste en une bande de 42 pi (13 m) de largeur de chaque côté de la section en ballast.





Il importe d'éliminer la végétation sur l'emprise afin de préserver la visibilité des signaux et des passages à niveau pour les équipes de train et d'éviter que des arbres ne tombent sur la voie lors de tempêtes; l'absence de végétation permet d'éviter les incendies lors des ravitaillements en carburant et assure un meilleur écoulement de l'eau dans les fossés et sous les ponceaux. La végétation de l'emprise est surtout éliminée mécaniquement par tonte et coupe. On utilise certains désherbants (à l'exclusion du glyphosate) pour favoriser la pousse de certaines herbes au lieu de broussailles et d'arbres.

En ce qui a trait à la section en ballast, celle-ci constitue une zone cruciale, car elle supporte la voie proprement dite et reçoit les trains marchandises et voyageurs, et permet aux cheminots de se déplacer pour inspecter les trains de façon sécuritaire. Compte tenu de son rôle important en matière de sécurité et d'intégrité de l'exploitation, cette partie doit être libre de toute végétation. La façon la plus efficace d'éliminer entièrement la végétation dans la section en ballast est d'avoir recours à des produits chimiques.



Que faites-vous des plantes mortes, après l'épandage des herbicides?

Le contrôle de la végétation chaque année est la meilleure façon de réduire le volume de plantes mortes et desséchées, Ce contrôle permet d'éliminer la végétation avant qu'elle ne pousse et d'ainsi réduire le volume de plantes mortes. Le programme du CN a été conçu dans cette optique. La plupart des végétaux morts se décomposent naturellement et laissent peu de traces. Pour ce qui est de l'emprise, les herbicides utilisés sont sélectifs et le couvert végétal est préservé, alors que les arbustes ou les herbes nuisibles sont éliminés.



Quels herbicides le CN utilisera-t-il?

Le choix des produits chimiques repose sur les plantes ciblées. Tous les pesticides utilisés sont approuvés au Canada et dans la province où ils sont appliqués. Voici certains des produits chimiques utilisés en 2023 :

Nom de la marque du pesticide	Ingrédients actifs	Numéro d'homologation de la Loi sur les produits antiparasitaires
Aspect	Picloram & 2,4-D	31641
Clearview	Aminopyralid & Metsulfuron-Methyl	29752
Credit Xtreme	Glyphosate	29888
Esplanade	Indaziflam 200g/l	31333
Milestone	Aminopyralid	28517
Navius Flex	Metsulfuron-Methyl & Aminocyclopyrachlor	30922
Round Up Weather Pro	Glyphosate	27487
Hasten	Adjuvant	N/A
Gateway	Adjuvant	N/A

Comptez-vous utiliser du glyphosate? Si oui, est-ce dangereux pour les humains ou les animaux de compagnie?

Tous les pesticides utilisés par le CN au Canada sont enregistrés auprès de l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire de Santé Canada (ARLA) et ont été approuvés dans la province où ils sont appliqués. En matière de réglementation des pesticides, l'objectif principal de Santé Canada est d'assurer la protection de la santé humaine et de l'environnement, et tous les pesticides doivent être évalués selon un processus scientifique rigoureux avant que leur vente soit autorisée au Canada. L'ARLA réévalue également les pesticides de façon régulière, pour s'assurer qu'ils respectent toujours les normes actuelles de santé et de protection de l'environnement. L'ARLA a réévalué le glyphosate en 2017 et en est à nouveau arrivé à la conclusion que les produits contenant du glyphosate ne présentaient pas de risques pour la santé humaine ou l'environnement lorsqu'ils sont utilisés conformément aux directives révisées de l'étiquette. Le sous-traitant du CN utilise le glyphosate conformément aux directives de l'étiquette.

Le CN a-t-il déjà utilisé des méthodes non basées sur les produits chimiques par le passé, par exemple la coupe des mauvaises herbes? Ont-elles donné de bons résultats?



Le CN a procédé à la coupe des mauvaises herbes par le passé, mais a constaté que cette méthode ne supprime pas la racine des plantes et même qu'elle stimule la pousse.

Ce n'est donc pas une bonne méthode pour éliminer la végétation à long terme. Nous avons également traité les plantes à la vapeur, mais encore là, cette méthode ne réussissait pas à tuer les racines et à préserver l'intégrité de la plateforme de la voie, ce qui rend les conditions d'exploitation non sécuritaires.

Le CN a aussi exploré d'autres options, comme le vinaigre (acide acétique) à haute concentration, mais ce produit ne s'est pas avéré une option viable, car le vinaigre a une incidence négative sur l'acier et le matériel électronique ultrasensible assurant la circulation sécuritaire de nos trains.

Je cultive des produits biologiques sur un terrain voisin de votre voie. Ai-je des raisons de m'inquiéter?

La plupart des opérations de désherbage concernent la partie centrale de la voie (en ballast) d'une largeur de 16 pi (4,9 mètres); une bande de 13 mètres de chaque côté de la partie ballastée n'est donc pas traitée. L'application du produit se fait au moyen d'une rampe munie d'un écran qui oriente le jet vers le sol, ce qui permet de restreindre l'étendue de l'application. L'application n'a lieu que lorsque les conditions météo sont favorables, quand les vents sont faibles.

Bon nombre de propriétés jouxtent la voie ferrée. Est-il sécuritaire d'utiliser les produits Aspect, Clearview, Credit Xtreme, Esplanade, Milestone, Navius Flex, Round Up Weather Pro, Hasten, et Gateway à proximité des personnes et des animaux de compagnie?

Tous les pesticides utilisés au Canada doivent être enregistrés auprès de l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire de Santé Canada (ARLA), qui applique les dispositions réglementaires les plus sévères au monde lorsqu'il s'agit d'approuver un produit devant être utilisé. Le CN n'a recours qu'aux pesticides qui ont été approuvés au Canada et dans la province où ils sont appliqués. L'ARLA a déterminé que ces produits ne posent pas de risque lorsqu'on les utilise selon les directives de l'étiquette.

Mon secteur peut-il faire l'objet d'une exemption?

Au CN, la sécurité est une valeur fondamentale. Le CN est régi par la Loi sur la sécurité ferroviaire et doit respecter les lois et règlements. La gestion de la végétation est l'un des éléments clés qui contribuent à assurer la sécurité de notre personnel et des collectivités où nous exerçons nos activités. Il est donc indispensable que la voie, les signaux et les passages à niveau soient exempts de végétation, pour que nos équipes puissent effectuer leurs inspections et entretenir la voie correctement. C'est pourquoi nous devons traiter la totalité de la section en ballast afin d'éliminer la végétation.



Luanne Patterson

Senior System Manager
Environmental Assessment

Directrice de l'analyse des systèmes
Évaluation environnementale

Box 8100
Montréal, Québec, Canada
H3C 3N4

Boîte 8100
Montréal (Québec) Canada
H3C 3N4

12 avril 2023

OBJET : GESTION DE LA VÉGÉTATION SUR L'EMPRISE DU CN

Monsieur le Maire, ou Madame la Mairesse,

Le CN maintient son engagement à exploiter son réseau ferroviaire en toute sécurité et efficacité, et à instaurer un niveau de confiance et de collaboration avec les collectivités où il exerce ses activités.

C'est pourquoi nous communiquons avec vous pour vous informer que nous effectuerons des activités de gestion de la végétation dans votre secteur entre avril et octobre 2023. Vous pouvez consulter un calendrier mis à jour régulièrement à [CN.ca/fr/vegetation](https://www.cn.ca/fr/vegetation)

Les arbres, broussailles et autres végétaux mal entretenus peuvent gravement compromettre la sécurité ferroviaire et celle du public. La végétation peut empêcher les automobilistes de voir des trains qui s'approchent et ainsi augmenter le risque d'accidents aux passages à niveau. De plus, la végétation indésirable peut menacer l'intégrité de la plateforme, nuire à la signalisation et aux aiguillages, provoquer des incendies sur la voie, compromettre la sécurité du personnel et des citoyens, et réduire la visibilité des signaux aux passages à niveau, des signaux ferroviaires et des autres dispositifs d'avertissement en voie pour les équipes de train, pour ne nommer que quelques-uns des risques.

Notre programme annuel de gestion de la végétation est conçu pour réduire ces risques en gérant des broussailles, des herbes et des autres végétaux nuisibles. Ce programme est essentiel pour assurer la sécurité de l'exploitation, et contribue à la sécurité générale de votre collectivité.

Mesures de contrôle

Le CN a recours à la fois à des méthodes chimiques et mécaniques pour limiter la propagation de la végétation. Nous sommes sensibles aux préoccupations des collectivités relativement aux méthodes de gestion de la végétation. Je tiens aussi à vous assurer qu'au CN, nous nous efforçons de protéger nos collectivités voisines et l'environnement. L'infrastructure de la voie se divise en deux parties principales : la section en ballast, d'une largeur de 5 à 7,3 m (16 à 24 pi), principalement constituée de gravier et supportant la voie proprement dite, et la partie de l'emprise, soit la bande de chaque côté de la section en ballast allant jusqu'à la limite de la propriété du CN

La section en ballast de 16 à 24 pi et les zones autour du matériel de signalisation et de communication essentiel au fonctionnement sécuritaire du chemin de fer devront être nettoyées au

moyen de produits chimiques. Dans ces zones critiques pour la sécurité, nous utilisons des camions ou des trains épandeurs équipés de buses abaissées avec des rampes à écran, spécialement conçues pour limiter la dispersion des produits chimiques, qui vaporisent près du sol. L'entretien des emprises se fait au moyen de méthodes mécaniques, comme la tonte et la coupe des broussailles et peut comprendre un traitement chimique pour contrôler les mauvaises herbes ou des végétaux envahissants.



Le CN appliquera des techniques de contrôle chimique dans les sections en ballast et des zones précises de l'emprise du réseau pour des raisons de sécurité. En outre, lorsque des produits chimiques sont appliqués par des camions ou des trains épandeurs comme dans la photo ci-dessous, des surfactants sont ajoutés pour améliorer l'efficacité des produits chimiques.



Pour ces travaux, le CN a recours aux services de professionnels qualifiés qui doivent se conformer aux lois et aux règlements auxquels le CN est assujéti. De plus, ces entrepreneurs devront s'assurer que la gestion de la végétation est effectuée dans le respect de l'environnement et conformément aux normes les plus élevées de l'industrie.

Demandes de renseignements

Si votre collectivité souhaite présenter des demandes d'élimination de mauvaises herbes, elle doit communiquer avec le CN en utilisant la ligne de renseignements généraux à l'adresse contact@cn.ca ou remplir le formulaire qui se trouve à CN.ca/fr/vegetation avant le 1^{er} juin 2023. Le CN s'efforcera d'inclure ces emplacements dans son Programme de gestion de la végétation de 2023. Toutes les demandes envoyées après la date susmentionnée seront intégrées dans le Programme de gestion de la végétation de 2024.

Nous serons heureux de travailler avec vous et de répondre à vos questions concernant nos activités de gestion de la végétation dans votre collectivité.

Veillez trouver ci-joint les avis que le CN fait publier dans les journaux locaux pour informer le public. Veillez en afficher une copie sur le site Web de votre collectivité et à l'hôtel de ville ou à tout autre endroit central pour une plus vaste diffusion.

Pour nous transmettre vos questions ou vos demandes de renseignements, veuillez utiliser la ligne de renseignements généraux au 1 888 888-5909, ou l'adresse courriel contact@cn.ca.

Vous trouverez ci-joint une foire aux questions, qui vous décrira plus amplement notre programme. Cordialement,



Luanne Patterson
Directrice principale Réseau, Évaluation environnemental



City of Stratford
Corporate Services Department
Clerk's Office
City Hall, P. O. Box 818
Stratford, Ontario N5A 6W1
Tel: 519-271-0250, extension 5237
Email: clerks@stratford.ca
Website: www.stratford.ca

April 17, 2023

Via email: ltcminister@ontario.ca

Ministry of Long-Term Care
6th Floor, 400 University Avenue
Toronto, ON M5G 1S5

Dear Hon. Paul Calandra:

Re: Resolution – Use of Long-Term Care Funding to Support Community Care Services

At their April 11, 2023 Regular Council meeting, Stratford City Council adopted the following resolution requesting the provincial government to support community driven home care services through the redirect of ministry beds in abeyance funding:

THAT staff be requested to send a letter to the provincial government to endorse the redirect of current ministry beds in abeyance funding towards the support of community care services.

We kindly request your support and endorsement.

Sincerely,

Chris Bantock

Chris Bantock
Deputy Clerk

cc: Premier Doug Ford
Matthew Rae, MPP
Association of Municipalities of Ontario
All Ontario municipalities



CORPORATION OF THE CITY OF
CLARENCE-ROCKLAND
REGULAR MEETING

RESOLUTION

Resolution: 2023-38
Title: Member's resolution presented by Councillor Carl Grimard and seconded by Councillor Kyle Cyr regarding a new community positivity program
Date: April 12, 2023

Moved by Carl Grimard
Seconded by Kyle Cyr

WHEREAS The United Counties of Prescott-Russell (UCPR) have set aside \$400,000 (\$50,000 per Mayor) in their 2023 budget for a new community positivity program whose policy has not yet been defined; and

WHEREAS the Council of the City of Clarence-Rockland fully supports this initiative and applaud the UCPR's vision, and look forward to seeing its implementation and positive community impacts throughout the Prescott-Russell Region; and

WHEREAS the Council of the City of Clarence-Rockland does have concerns as to the distribution of funds, as only 12.5% (1/8th share) will be distributed in the City of Clarence-Rockland while the City of Clarence-Rockland accounts for nearly 27% of the Prescott-Russell Tax Levy;

BE IT RESOLVED THAT the Council of the City of Clarence-Rockland request that the UCPR implement a Tax Levy based funding model for this new initiative to ensure a proper and fair community fund; and

BE IT RESOLVED THAT that this resolution be sent to all UCPR member municipalities.

CARRIED

Maryse St-Pierre/Deputy Clerk



Résolution: 2023-38
Titre: Résolution de membre présentée par le conseiller Carl Grimard et appuyée par le conseiller Kyle Cyr concernant un nouveau programme de positivité communautaire
Date: le 12 avril 2023

Proposée par Carl Grimard

Appuyée par Kyle Cyr

ATTENDU QUE les Comtés unis de Prescott-Russell (CUPR) ont réservé 400 000 \$ (50 000 \$ par maire) dans leur budget 2023 pour un nouveau programme de positivité communautaire dont la politique n'a pas encore été définie ; et

ATTENDU QUE le Conseil de la Cité de Clarence-Rockland appuie pleinement cette initiative et applaudit la vision du CUPR, et qu'il a hâte de voir sa mise en œuvre et ses répercussions positives sur la communauté dans toute la région de Prescott-Russell ; et

ATTENDU QUE le Conseil de la Cité de Clarence-Rockland s'inquiète de la répartition des fonds, puisque seulement 12,5 % (1/8e part) seront distribués dans la Cité de Clarence-Rockland, alors que la Cité de Clarence-Rockland représente près de 27 % du prélèvement fiscal de Prescott-Russell ;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le Conseil de la Cité de Clarence-Rockland demande au CUPR de mettre en œuvre un modèle de financement basé sur le prélèvement fiscal pour cette nouvelle initiative afin d'assurer un fonds communautaire adéquat et équitable ; et

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la présente résolution soit envoyée à toutes les municipalités membres des CUPR.

ADOPTÉE